

UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES

Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Economiques

DEPARTEMENT DE SCIENCES SOCIALES

Année académique 2009 - 2010

**Démarches citoyennes vers une société de décroissance au Nord :
Conscience pour le Sud**

Robin GUNS

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de
Master en Sciences de la Population et du Développement
à finalité « Politique de développement »

Directeur : M. le Professeur Ali BAYAR (Walter COSCIA)

Remerciements

Ce mémoire est le fruit d'une longue année de réflexion personnelle, de lectures, de nombreuses conférences, et d'implication associative au travers de mon stage réalisé chez « Les Amis de la Terre – Belgique ».

Je tiens à témoigner ma reconnaissance aux responsables engagés dans cette association, ainsi qu'à mes proches, famille et amis, et à Coline, qui ont subi ou nourri mes pensées permanentes sur cette question sensible.

Je remercie chaleureusement mes relecteurs attentifs : Philippe et Simon Guns, Marcel Roberfroid, Géry De Biourge, Eva Fisse, Gaëtan Jacquemin et Cécile Daron.

Et enfin, merci à mon promoteur « délégué », Walter Coscia, pour son intérêt, sa disponibilité et ses judicieux conseils dans l'élaboration de ce travail académique.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	7
1. Constat sévère de la situation actuelle du monde	11
2. Emergence d'une conscience écologique	16
3. Retour à une critique radicale : la décroissance.....	19
3.1 Critique de la notion de développement durable.....	19
3.2 La décroissance : un slogan à nuancer	21
4. Le mouvement pour la décroissance.....	24
4.1 La société alternative.....	24
4.1.1 <i>La décolonisation de l'imaginaire « économiciste »</i>	25
4.1.2 <i>Une économie locale pour les besoins essentiels</i>	26
4.1.3 <i>Travail réduit, partagé et redéfini</i>	28
4.1.4 <i>La techno-science questionnée et mesurée</i>	31
4.1.5 <i>La convivialité par la démocratie participative</i>	34
4.2 Les démarches citoyennes	37
4.2.1 <i>Les origines du mouvement : la simplicité volontaire</i>	38
4.2.2 <i>Les motivations vers une vie simple : un état d'esprit et des valeurs</i>	39
4.2.3 <i>Repenser ses besoins : en pratique...</i>	40
a) Une alimentation locale et naturelle	41
b) Besoin de mobilité ? Moyen de transport réfléchi.....	42
c) Ville ou campagne, l'impact de l'habitat.....	43
d) Créativité et solidarité vers d'autres alternatives.....	43
4.2.4 <i>Le rapport au temps : travailler moins pour vivre plus</i>	44
4.2.5 <i>Le plaisir redéfini et plus de liens relationnels</i>	45
4.2.6 <i>L'action collective : le militant existentiel</i>	46

5. La décroissance au Nord : un engagement pour le Sud	48
5.1 Mais de quel Sud s'agit-il ?	49
5.2 La décroissance du Nord, contre la création d'une logique de croissance au Sud	49
5.3 Les arguments du mouvement.....	53
5.3.1 <i>L'impératif respect du milieu naturel des peuples</i>	53
5.3.2 <i>La déconnexion économique et culturelle de la mondialisation néolibérale</i>	55
5.3.3 <i>Abandon de la croissance, pour un « après-développement » pluriel</i>	58
a) Relativisme de nos valeurs, l'ethnocentrisme occidental	61
b) La pauvreté à combattre ?.....	67
✓ La pauvreté n'est pas misère	68
✓ Viser le système créateur d'une double misère	71
✓ La pauvreté revalorisée pour les sociétés du Sud	74
5.4 Le « pluriversalisme », chemin pour la diversité des sociétés.....	79
CONCLUSION	84
BIBLIOGRAPHIE	89

INTRODUCTION

« *Commence par changer le monde en te changeant toi-même* »¹

De cette citation, prononcée par mon grand-père, jaillit ma réflexion personnelle à l'origine du présent mémoire. C'est au cours d'une discussion avec celui-ci, il y a bientôt deux ans, que je lui partage spontanément mes motivations naïves à vouloir *changer le monde*, le sourire en coin. Je commençais alors le master en « *Population et développement* » à l'ULB.

Cette phrase, qu'il me lança en réponse, m'interpella et mûrit intérieurement au fil des cours sur l'état des pays du Sud. J'en conclus rapidement que ces quelques mots s'appliquaient tant à la personne individuelle, qu'à notre société occidentale responsable de situations indignes hors de son territoire. Selon moi, les enjeux profonds résident ici. Il convient donc d'entreprendre une réflexion et une action collective sur notre société du Nord, en regard de notre préoccupation altruiste.

Un autre événement déclencheur de ce travail fut la révélation du mouvement de la décroissance quelques mois plus tard². La globalité de son approche critique et la perspective conviviale qu'il laissait entrevoir mit fin à toute hésitation : j'étais convaincu de réaliser un stage en Belgique qui agirait dans ce sens afin d'engager une réflexion, de manière « académique », sur la décroissance et le Sud. Mon poste de stagiaire chez « *Les Amis de la Terre* » marque, alors, les débuts d'une découverte des nombreuses dynamiques associatives et citoyennes poursuivies sur le sol belge. *Ce voyage local* vers d'autres horizons de réflexion allait être riche en ouverture d'esprit. Ainsi commence ma recherche...

Aujourd'hui, la question Nord/Sud et la situation des pays « pauvres » ne peuvent plus être ignorées, tant dans les décisions politiques qu'au sein de l'opinion publique. A l'heure de la mondialisation triomphante et des communications sans frontières, tout individu devient désormais confronté à des interrogations nouvelles sur le sort des populations éloignées de sa réalité sociale. Que le sentiment soit de compassion, d'admiration, d'impuissance, de désintérêt, d'humanisme ou de simple envie d'aider, il est difficile de savoir comment agir face à ces différences culturelles, sociales, économiques et politiques si contrastées.

¹ Expression de M. Gandhi, en anglais : « *start changing the world by changing yourself* »

² À la journée de réflexion sur l'objection de croissance, organisée par l'Association du même nom, le 21 février 2009 à l'ULB.

Parmi les citoyens et les institutions œuvrant à l'aide des « pays en développement », la logique régnant depuis soixante ans n'a été que trop peu remise en question. Il persiste une volonté d'aider l'autre à jouir des mêmes « plaisirs » offerts par la société occidentale. Tout comme les colonisations de l'époque qui prétendaient civiliser des peuples indigènes. Si de nos jours il paraît de plus en plus évident que certaines sociétés n'atteindront pas le niveau de confort égal au nôtre, la conscience collective estime néanmoins qu'il est du devoir des nations accumulant la richesse de partager une part de celle-ci avec les peuples dans le besoin. L'aide financière, matérielle, technologique et humaine, généreusement offerte aux continents du Sud, participe-t-elle d'une perspective plus favorable pour l'existence des hommes et femmes en marge du développement économique ?

La situation est désormais plus complexe dans les pays du Sud : soit en partie « développés » où une minorité profite de l'exploitation économique dans une industrialisation destructrice de l'environnement, de la culture et des liens sociaux, soit en marge totale de la mondialisation, où l'élite politique occidentalise ne sait plus que faire de son peuple mourant de faim. L'échec du développement, après soixante ans, n'est plus contesté, même au sein des institutions internationales.

Face à ce questionnement du « comment faire ? », une majorité serait tentée d'augmenter le budget de l'aide au développement : les citoyens sensibilisés offriraient davantage de dons aux ONG bienfaitrices, tandis que celles-ci feraient pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils octroient du budget supplémentaire au bénéfice de la machine du développement. On pourrait alors se réjouir que l'Union Européenne respecte son engagement à augmenter chaque année la part de son Produit Intérieur Brut pour l'aide au développement.

Sans entrer dans le débat de savoir si cela est bénéfique ou non aux peuples visés, et sur l'impact culturel de ces échanges, il peut sans doute être utile de se poser d'abord la question du problème de fond dans les pays du Sud. Si plusieurs décennies d'aide au développement n'ont pu endiguer la faim dans le monde, ou parfois même contribué à accentuer les inégalités, peut-être est-ce cette conception même de l'aide qu'il est temps d'interpeller.

Une analyse générale des échanges Nord/Sud et du système mondialisé permet de faire ressortir les enjeux profonds. Est-il juste de douter que l'aide au développement, ou toute action facilitant l'intégration des pays dans la concurrence économique, améliorera le sort des

démunis ? Les dégâts que l'on souhaite effacer sont-ils naturels à ces sociétés non occidentales qui semblent souffrir du retard de croissance ? Ou ne seraient-ils pas le résultat d'un fonctionnement de société qui exploite tout en prétendant lutter contre la pauvreté ? A côté des répercussions néfastes de l'ordre économique actuel, le regard porté sur les « civilisations traditionnelles » ne devrait-il pas être libéré de certains jugements prétendument universalistes ?

Tant que ces questions ne seront pas abordées, il apparaît illusoire d'espérer une quelconque issue positive pour les peuples hors course. Même les « charitables » projets de coopération sembleraient naïfs en retrait des mécanismes de domination en place. Faut-il rester fataliste sur le sort d'un système économique surpuissant et penser que la seule démarche positive serait d'aider financièrement ou au travers de projets de développement dans le Sud ?

Ce travail tente de démontrer qu'il existe d'autres méthodes pour affirmer un acte de conscience³ envers le Sud, autrefois surnommé « Tiers monde ». Au niveau personnel, il ne peut être question que de conscience. Mais, intégré à un projet collectif, l'engagement s'ouvre alors à une portée plus considérable, capable de changement concret.

Un mouvement critique du système occidental s'est en effet développé depuis quelques années dans les pays du Nord. Des citoyens, des intellectuels et une part de la société civile se mobilisent peu à peu derrière un slogan choc : la décroissance. L'idée repose sur une critique radicale de la logique économique et des valeurs véhiculées par la société productiviste et consumériste. Le concept s'affirme à partir de nombreux auteurs et penseurs avant-gardistes du siècle passé, ayant développé une analyse dans le même sens. Face aux désastres environnementaux, sociaux et culturels, les objecteurs de croissance entendent proposer autre chose pour la société occidentale. Mais ce récent concept théorique s'applique déjà parmi les personnes engagées et conscientes des enjeux de l'humanité.

Ce mémoire, derrière un titre résumant l'engagement de citoyens et leur conscience pour le Sud, a pour vocation d'exposer des faits concrets expérimentés par des hommes et des

³ Le dictionnaire Encarta définit la conscience comme une « conviction intime de ce qui est moralement et humainement bien ou mal » ou encore « une présence à l'esprit d'une réalité ». Au niveau philosophique, la référence indique la « capacité mentale à reproduire des représentations abstraites ou des jugements à partir des informations ou des sensations perçues ». Enfin, la conscience peut également être interprétée comme « l'incarnation de l'attachement (d'une collectivité) à des idéaux d'ordre éthique ».

femmes, de tout âge, dans nos pays occidentaux. Ceci, après avoir introduit le constat sévère observé par le mouvement. Un aperçu de l'émergence de la conscience écologique facilitera, quant à lui, la compréhension du phénomène temporellement. Ensuite, s'opposant au courant du développement durable, il conviendra d'expliquer ce que cache le terme « décroissance » et ses propositions pour un nouveau projet de société.

La présentation du mouvement, appuyée par les démarches citoyennes, laissera alors place à la relation entre cette société de décroissance et le Sud. Dans ce débat sensible, comment se positionnent les auteurs de la décroissance vis-à-vis du Sud ? Quels sont leurs avis et pourquoi ? Afin de mieux comprendre leurs raisons, deux arguments généraux appuieront leurs convictions : la sphère environnementale et économique. Ensuite, deux thèmes centraux seront abordés pour sortir de la logique du développement : l'ethnocentrisme occidental, influençant notre regard vers l'Autre ; et la notion de pauvreté, qui est elle aussi dominée par un regard culturellement marqué. Il ne s'agit à aucun moment de proposer un nouveau modèle pour le Sud. Cependant, les propositions avancées par un auteur africain, fin des années 1970, renforceront davantage le discours défendu par les objecteurs de croissance de nos jours.

La construction de ce travail a pour finalité de revenir à notre question de départ : comment marquer notre aide envers les peuples du Sud en dehors du « système développement »⁴ ? Si la question peut toucher le citoyen directement, elle s'étend bien sûr à une réflexion plus large à mener au niveau des institutions du développement, des ONG, des pouvoirs publics et des programmes d'enseignements engagés dans les relations Nord/Sud. Ma position ne prétend pas être neutre, puisque ce mémoire entend présenter un mouvement engagé pour ensuite argumenter, sur base d'auteurs reconnus, en quoi le changement de paradigme au Nord serait bénéfique au Sud.

⁴ Avant de poursuivre ce travail, il convient de rappeler que le domaine du « développement » se distingue de la sphère « humanitaire ». Celle-ci se déploie dans un contexte d'urgence humaine et matérielle (tremblement de terre, par exemple). Ce mémoire ne questionne pas directement cette logique-là, bien que l'action humanitaire peut parfois répondre à des impacts provoqués par notre mode de fonctionnement sur-productif (par exemple, les inondations liées au changement climatique).

1. Constat sévère de la situation actuelle du monde

Afin de bien cerner les motivations du mouvement pour l'objection de croissance et ce qui pousse les partisans à proposer une nouvelle société radicalement différente de celle-ci, il convient de commencer par une brève constatation sévère de la situation dans le monde.

En ce début du XXI^{ème} siècle, les avancées de l'humanité sont impressionnantes : démocratie, éducation, sécurité sociale, progrès techniques, technologiques et médicaux, organisations internationales et accords de paix, commerce mondialisé et échanges accrus, pour ne citer qu'eux. Bien que les aspects positifs du modèle occidental de développement ne doivent pas être sous-estimés, il est important que ceux-ci soient éclairés par la réalité, moins optimiste, que le système économique a engendré depuis ces dernières décennies : le système, s'il perdure, mènera l'homme vers la catastrophe écologique et sociale. Les avancées, toutes relatives qu'elles soient, n'autorisent pas de voiler le désastre en marche. Tous les indicateurs affirment que l'humanité arrive à une impasse de son histoire.

Depuis le début de l'ère du développement, marquée par le discours de Truman⁵ en 1948, les inégalités dans le monde se sont multipliées considérablement, tant entre les pays du Sud et ceux du Nord que dans les pays occidentaux eux-mêmes : 20% de l'humanité possède 80 % des richesses sur terre. Les écarts entre les revenus les moins élevés et ceux des puissants de ce monde ont explosé. L'addition des quinze plus grandes fortunes internationales dépasse le PIB (Produit Intérieur Brut) de l'ensemble de l'Afrique noire. De plus, « *Les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure au PIB total des 48 pays les plus pauvres !* » (LATOUCHE 2001, 6). Pendant qu'une minorité s'enrichit davantage, la grande majorité des peuples s'enfoncent dans une misère chaque jour plus conséquente : absence de sécurité sociale, exploitation au travail, malnutrition, expulsion des terres. La FAO le confirme : « *Pour la première fois de l'histoire de l'humanité, la planète compte plus d'un milliard d'habitants affamés.* »⁶ La misère sociale ne s'aggrave pas seulement au Sud. Les pays du Nord connaissent eux aussi une population marginalisée, sous la pression du chômage

⁵ Le président américain et son discours d'investiture de l'époque font figures de déclenchement pour l'ère de l'aide publique au développement. L'homme, fraîchement élu, formula pour la première fois le terme « sous-développé » en visant les pays du Sud

⁶ Food and Agriculture Organisation (*La faim et la crise*, La FAO au travail 2008-2009) : www.fao.org

et des normes de vie⁷. Cette injustice sociale démesurée est un fait, alors que la production globale de la planète permettrait de subvenir aux besoins essentiels de tous.

Ce fonctionnement régi par l'économie mondialisée, au-delà des inégalités qu'il accentue, détruit l'environnement, et donc l'ensemble d'une planète accueillant l'humanité entière. La pollution de l'air, des sols, des cours d'eaux et des océans n'est pas un fait récent. L'activité humaine, basée sur un productivisme intensif et industriel, est responsable de cette rapide destruction des écosystèmes. Avec cette pollution qui s'étend, c'est l'ensemble de la biodiversité qui est menacée : la faune et la flore. La disparition de centaines d'espèces marines, mammifères, insectes et variétés de plantes est inquiétante pour l'équilibre du système naturel. *« La planète terre connaît en ce moment même la sixième crise d'extinction des espèces vivantes qui lui soit advenue depuis que la vie, il y a trois milliards d'années, a commencé à transformer sa surface minérale. »* (KEMPF 2007,12)

Des considérations, d'apparences purement environnementales, mais qui reflètent le déséquilibre naturel croissant vers lequel se dirigent les sociétés tout entières.

Pour accentuer la menace physique, le changement climatique se présente désormais comme impasse ultime que la communauté internationale n'arrive pas à freiner. Les responsabilités de l'Occident, dans cette destruction difficilement perceptible, ne peuvent être niées. Si le débat est encore mouvementé sur la justesse des prévisions scientifiques et l'origine du réchauffement global, les risques planétaires futurs doivent certainement être pris en considération : dérèglement climatique entraînant sécheresses et inondations, montée des eaux océaniques recouvrant des territoires nationaux importants, apparition de nouvelles maladies et épidémies, etc. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat semble clair sur la question : *« Les émissions mondiales de GES⁸ imputables aux activités humaines ont augmenté depuis l'époque préindustrielle ; la hausse a été de 70 % entre 1970 et 2004 »* (GIEC 2007,15). Le réchauffement climatique est en route et déclenche déjà de profonds bouleversements physiques : *« Le réchauffement du système climatique est sans équivoque. On note déjà, à l'échelle du globe, une hausse des températures moyennes de l'atmosphère et de l'océan, une fonte massive de la neige et de la glace et une élévation du niveau moyen de la mer. »* (GIEC 2007, 12)

⁷ « 17% des citoyens européens étaient menacés de pauvreté en 2008 », selon les statistiques européennes : Wolff P., 2010, *Population and social conditions*, Eurostat : statistics in focus. "Holding a job is not always sufficient to escape from poverty and 8% of the EU population were at-risk-of-poverty in 2008 despite having a job"

⁸ GES = Gaz à Effets de Serre

L'analyse de l'empreinte écologique permet aujourd'hui d'établir significativement la responsabilité des Etats du Nord dans l'exploitation générale des ressources. Ainsi, il a été estimé qu'un mode de vie occidental généralisé nécessiterait douze planètes. Hervé Kempf indique encore que les crises écologiques ne sont pas des entités séparées l'une de l'autre, mais sont le résultat d'un même phénomène global.

Se limiter à cet unique constat, social et environnemental, semblerait suffire pour convaincre de l'urgence à changer radicalement de modèle économique et sociétal dans les pays occidentaux, et ceux qui suivraient la même trajectoire. Pourtant, de nombreux autres enjeux viennent compléter ce tableau.

La société industrielle, depuis la révolution du même nom, a soutenu son expansion à l'appui de techniques énergétiques redoutables et uniques dans l'histoire de l'humanité. Le charbon, le gaz, le nucléaire, et surtout le pétrole ont permis à l'Occident et aux récents pays émergents de goûter à l'ère du confort matériel extrême, du moins pour une certaine minorité. Ces découvertes technico-scientifiques ont permis des inventions uniques rassurant l'homme dans sa quête vers le Progrès et la maîtrise totale de la Nature. Cependant, ces sources énergétiques ont soit entraîné une surexploitation des sols (charbon, gaz, pétrole), soit accentué la pollution générale, soit accumulé des déchets radioactifs pour les siècles à venir, augmentant ainsi le risque d'une catastrophe nucléaire à l'échelle mondiale. En ce qui concerne le pétrole, ressource primordiale dans tous les aspects de la société industrielle (transport, engrais chimiques agricoles, matériaux, logement), de nombreuses analyses scientifiques prédisent le déclin de sa production dans les années et décennies à venir. Le « pic pétrolier » aurait déjà été atteint, ou serait en passe de l'être. Les experts dans le domaine annoncent une difficulté accrue dans les méthodes d'extraction du pétrole et donc une hausse importante de son prix⁹. Celle-ci entraînant une augmentation considérable du coût de la vie dans les « Etats développés ». Cette tendance risque à nouveau d'accentuer les inégalités entre riches et moins nantis.

La réalité sur le déclin pétrolier semble connue dans les sphères scientifiques et tous les espoirs reposent aujourd'hui dans les énergies renouvelables : éoliennes, photovoltaïques et

⁹ « Du point de vue de l'économie, le moment où la dernière goutte de pétrole sera extraite du sous-sol importe peu. Ce qui compte, c'est le moment où la production de pétrole atteindra son maximum, car passé ce pic de production, un déséquilibre croissant apparaîtra entre une demande qui augmente et une production qui diminue chaque année, entraînant tout d'abord volatilité et hausse des prix, et ensuite des pénuries », ASPO Belgique (association pour l'étude du pic du pétrole et du gaz) : <http://www.aspo.be/peak.html>

biomasses, etc. Ce changement majeur dans les innovations scientifiques est louable et essentiel, mais rien à l'heure actuelle n'assure une production équivalente d'énergie « verte » pour compenser la perte de l'énergie fossile. Le seul espoir dans les agro-carburants a rapidement été déchanté par le non-sens que représentait la consommation de matières alimentaires pour le circuit automobile, alors que plus d'un milliard d'individus souffrent toujours de faim et de malnutrition. Il n'existe aujourd'hui aucune énergie « propre » compensant l'apport des sources polluantes¹⁰. De plus, les projets de fission nucléaire ou du stockage de CO₂ représentent des coûts démesurés, des risques insensés, et ne seraient susceptibles d'être utilisables qu'à très longue échéance. L'urgence climatique et la fin de l'ère du pétrole bon marché sont pourtant avérées.

Davantage qu'une dégradation de la biosphère, c'est la santé de l'être humain qui se trouve menacée par l'époque industrielle. Le pétrole et les produits chimiques (pesticides et insecticides) qu'il a permis empoisonnent chaque jour plus d'individus par les « maladies de civilisation » liées à la dégradation de l'environnement : cancer, obésité, stérilité masculine, diabète ou allergies. Toutes résultent d'une surconsommation d'aliments non-naturels, dangereux pour l'organisme, et d'un environnement pollué. Le mode alimentaire industriel accepte aujourd'hui le mariage de nombreux produits chimiques dans l'agriculture, sans connaissance solide sur les risques potentiels de ces mélanges pour le corps humain¹¹.

« Une recherche publiée début 2006 a établi le lien entre l'exposition à de faibles doses d'insecticides et la baisse de fertilité des hommes examinés (...) Plus globalement, les scientifiques discutent du lien entre la contamination des individus (du fait des produits chimiques qu'ils absorbent par l'eau, la nourriture ou l'atmosphère) et l'augmentation régulière des cancers. » (KEMPF 2007, 23-24)

Les tentatives d'améliorer encore le fonctionnement de cette société technique, productiviste et consumériste seraient légitimes si celle-ci épanouissait réellement l'homme avec comme objectif l'émancipation des peuples, leur autonomie et le respect mutuel. Ce n'est malheureusement pas le cas. Aux crises sociales, environnementales, énergétiques et médicales s'ajoute une crise de civilisation et des valeurs.

« Cet homme capitaliste est malade au physique, comme au moral » (ARIES 2007, 64)

¹⁰ Voir à ce propos l'article de DESSUS, B. (août-septembre 2010), « *La crise de l'énergie n'a pas de solution technique* », in *Manière de voir, Le Monde diplomatique : Le Temps des Utopies*, n°112.

¹¹ Voir à ce propos le film documentaire « *Nos enfants nous accuseront* », de Jean-Paul Jaud, France, 2008

Le mode de vie sans limite, à l'occidentale, ne favorise plus le bonheur authentique et la recherche de sens nécessaires à toute vie humaine. En effet, de nombreuses enquêtes révèlent la crise profonde traversée par une part grandissante de la population des sociétés matériellement opulentes. Le rythme de vie conquis par la centralité du travail, avec pour finalité la consommation individuelle excessive sous toutes ses formes, finit par déprimer l'être humain. La consommation de drogues, d'antidépresseurs et d'anxiolytiques atteint des sommets. Les pressions et le stress au travail se banalisent¹². Le taux de suicides s'accroît également. Une étude établit que le bonheur moyen des habitants de « pays développés » n'a pas augmenté depuis les années 1970. Cela malgré une croissance économique plus ou moins constante depuis plus de trente ans. Ce constat n'ambitionne pas le retour à cette société passée, mais démontre que le niveau matériellement moins confortable de cette période suffisait amplement à épanouir l'homme au quotidien. Plus généralement, on comprend qu'à une croissance économique soutenue, une destruction environnementale et des inégalités sociales, ne correspond pas un bonheur corrélé. En effet, « *Les maladies mentales, les épidémies de stress, la violence et l'insécurité des banlieues, l'usage massif de drogue, la solitude des exclus, l'accroissement des suicides sont des symptômes du malaise dans la civilisation.* » (LATOUCHE 2008, 119)

La logique ambiante de notre société incite à examiner chaque domaine individuellement. L'expertise est de plus en plus pointue et les spécialisations se multiplient parmi les sphères économique, scientifique, environnementale, sociale, psychologique et politique. Cette conception limitée de la problématisation empêche toute prise de recul nécessaire à la compréhension générale du phénomène.

Les objecteurs de croissance, en s'opposant à la société de croissance, estiment viser le nœud du problème actuel. Selon eux, ces crises écologiques, sociales, économiques, énergétiques et anthropologiques ne sont que le résultat d'une société sans limite, dictée par un idéal économique et une idéologie du Progrès scientifique. Avant d'expliquer davantage les fondements de ce mouvement, il est indispensable de brosser brièvement le constat duquel ils partent. Voyons à présent les origines de cette critique.

¹² 28% des travailleurs considèrent que leur emploi affecte leur santé sous forme de stress: "1.4 million Europeans consider themselves having a work-related psychosocial health problem" indique les statistiques de l'Union Européenne: "Work and Health in the EU, a statistical portrait, 1994-2002", Luxembourg

2. Emergence d'une conscience écologique

Le mouvement de la décroissance est apparu récemment dans la francophonie. Au début des années 2000, La revue *Silence*¹³ remet au goût du jour une idée pourtant plus ancienne, à la suite d'un colloque rassemblant de nombreux penseurs et intellectuels à Paris¹⁴. Les périodiques comme *L'Ecologiste* ou le journal *La Décroissance* participent aussi à cet essor nouveau tandis que la publication semestrielle *Entropia*, qui rassemble depuis 2006 différents auteurs, propose une étude théorique et politique de la décroissance. En Belgique, un mouvement politique pour l'objection de croissance¹⁵ se met en place depuis l'année 2009.

Si le terme réunit aujourd'hui davantage de sympathisants et militants, vu le contexte de crises multiples actuelles, il a pourtant une certaine histoire derrière lui et toute une évolution de pensée critique qui s'est développée au cours des dernières décennies.

Dans les années 1970, des chercheurs hétérodoxes comme Illich, Georgescu-Roegen, Ellul, Partant ou Castoriadis s'opposaient déjà dans leurs œuvres à la dictature de l'économisme. Ils sont à la base de cette pensée de la décroissance.

Dans les origines du mouvement, il faut également citer le premier rapport au Club de Rome en 1972. Ce dernier, rédigé par de nombreux chercheurs sous la direction de Denis Meadows, prévenait déjà de l'impératif changement pour éviter la catastrophe écologique : « Halte à la croissance » annonçait les risques encourus par le modèle productiviste et consumériste occidental. Le rapport connut un succès considérable.

Si cette idée transparaissait il y a presque quarante ans, le terme « décroissance » est quant à lui à mettre à l'actif de l'économiste américain d'origine roumaine, Nicholas Georgescu-Roegen. Il parlait en 1979 de « *declining state* »¹⁶ et formulait sa théorie de l'entropie, c'est-à-

¹³ Revue écologiste alternative : <http://www.revuesilence.net/>

¹⁴ « Défaire le développement, refaire le Monde » (Unesco 2002), à l'initiative de l'association La Ligne d'Horizon, les amis de François Partant.

¹⁵ Il convient d'insister que c'est bien un « mouvement politique » qui se crée, et non un parti politique. <http://www.objecteursdecroissance.be/>

¹⁶ C'est Jacques Grinevald qui traduit, à cette époque, par « *décroissance* » les termes utilisés par Georgescu-Roegen. Pour plus de détails sur la thèse de l'économiste, consulter le mémoire de SANA, F. (2009), *La décroissance : essai de synthèse et approche critique*, UCL, sous la direction d'Isabelle Casiers.

dire le désordre et l'énergie inutilisable qu'impliquait la production. Son analyse affirmait que le modèle économique productiviste était limité par une sphère naturelle non-modelable à l'infini. Il prônait alors une « bio-économie » intégrant les règles de la thermodynamique.

Le mouvement de la décroissance étant diversifié, et non-homogène dans ses fondements, il trouve donc de multiples origines dans des domaines divers : écologiste, contre-culture, féministe, libertaire, régionaliste. On peut cependant scinder les courants en deux : la critique culturelle de l'économisme (dont les critiques du développement), et la critique écologique qui prédomine dans le discours. Aujourd'hui, résultat d'une lutte pour sa reconnaissance entreprise par les défenseurs de l'écologie politique, cette conscience écologique est largement partagée dans tous les milieux.

Parmi ses représentants, André Gorz apparaît comme un auteur majeur dans cette pensée globale qu'est l'écologie. Les critiques sur la société productiviste émanent entre autres de son œuvre. En 1980, il s'oppose déjà à ce qu'il appelle « machine capitaliste » mesurée par la croissance du Produit National Brut : la pseudo-richesse d'un Etat améliorée par la destruction matérielle, les maladies, le gaspillage et la création de nouveaux besoins. Il propose une production, hors croissance, inspirée par les besoins réels de la société. Il est alors question d'une réappropriation des décisions collectives et d'une diminution du temps de travail pour davantage d'autonomie sociale. La vision de Gorz devance déjà celle d'une société de décroissance. Il énonce d'ailleurs le terme : « (...) *la décroissance de la production sociale résultera du choix de la décroissance productive : c'est-à-dire du choix de faire plus et de vivre mieux avec moins* » (GORZ 1980, 175). Il insiste aussi sur les valeurs non-marchandes à promouvoir. L'écologie politique se basait sur la critique de la rationalité des Lumières, prégnante dans tous les aspects de la société.

L'écologie politique s'est institutionnalisée en parti dans les années 1980 en Belgique ou en France par exemple. Cette écologie politique actuelle est encore partagée entre la promotion d'une croissance verte ou la radicalité de la décroissance¹⁷.

¹⁷ Lavignotte S, Comment vivons-nous ? Décroissance, "allures de vie" et expérimentation politique. Entretien avec Charlotte Nordmann et Jérôme Vidal, in *La Revue Internationale des Livres et des Idées*, 06/05/2010, [url:http://www.revuedeslivres.net/articles.php?idArt=511](http://www.revuedeslivres.net/articles.php?idArt=511)

Autre fait marquant dans l'évolution de cette conscience écologique, la création du concept de « développement durable »¹⁸. Il a été popularisé en 1992 à la conférence de Rio mais a pourtant été inventé, en 1987, dans la foulée du « rapport Brundtland », par la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement. Cette théorie a été précédée par celle de « l'écodéveloppement ». C'est Ignasy Sachs qui proposa ce modèle à la conférence de Stockholm sur le développement humain, en 1972. Son approche combinait politique sociale, protection de l'environnement et développement économique.

Le développement durable est le résultat d'une recherche de compromis entre un développement respectueux de l'environnement et soucieux d'égalité sociale. A la différence de la décroissance, le développement durable ne remet pas en question le modèle économique de croissance, ni la rationalité scientifique qui va de pair. La solution prônée par ce discours doit venir d'une modernisation des moyens de production adaptés pour l'environnement, accompagnée d'une régulation étatique pour la justice sociale. Ainsi, il n'est pas question de limites environnementales mais d'une meilleure gestion du modèle productiviste. Officiellement, la direction envisagée par les Etats devrait mettre l'être humain au centre des préoccupations, intégrer l'environnement, éradiquer la pauvreté, user du principe de précaution (technique) et de pollueur payeur, ainsi que favoriser la participation¹⁹. Le tout respectant les règles de l'OMC. La définition n'est donc pas claire quant aux méthodes et intentions du rapport.

Derrière une définition officielle²⁰, s'inventent cependant de nombreuses versions du développement durable. Dix ans après son lancement dans les textes, le sommet mondial de Johannesburg confirmait l'échec de l'application du concept dans les faits. La dégradation environnementale s'est amplifiée et les inégalités ne sont pas résorbées, alors que les multinationales s'inscrivent désormais publiquement dans cette croissance « verte ».

¹⁸ En anglais, Sustainable Development

¹⁹ Résumé des principes du développement durable, STEINBACH, Ch. (2007), *Croître ou décroître, réflexion autour du modèle de croissance*, Points de repères, n°30.

²⁰ « Développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité générations futures à répondre aux leurs. »

3. Retour à une critique radicale²¹ : la décroissance

3.1 Critique de la notion de développement durable

Le « développement durable », le nouveau mot d'ordre de l'économie, est fermement critiqué par les défenseurs de la décroissance qui s'opposent à ce type de discours à la mode. Cette position est sans doute une volonté de marquer significativement que le projet de la décroissance n'est pas qu'une simple adaptation écologique.

Au sein de la critique du développement durable, les objecteurs de croissance insistent pour démontrer que cette nouvelle idéologie entend conserver le système tel qu'il est en le mettant « au vert ». Le développement durable ne s'oppose pas à la mondialisation capitaliste et est d'ailleurs régulièrement avancé par les grands patrons. Ceux-ci y voyant une possibilité de redorer leur image. De plus, si l'on suit la logique du développement durable, c'est par l'accroissement de la production et des échanges que l'on permettra la protection de l'environnement²².

« Le développement durable invoqué de manière incantatoire dans tous les programmes politiques n'a pour fonction que de maintenir les profits et d'éviter le changement des habitudes en modifiant à peine le cap. » (KEMPF, 2007)

La question devient donc « comment faire de la croissance économique en protégeant l'environnement ? ». Cette interrogation semble louable et pleine d'espoir. Cependant, même si les moyens de production et l'énergie devront s'adapter, il est illusoire de croire aux bienfaits du développement durable tant que sera conservée la logique de croissance.

²¹ L'adjectif *radical* doit ici être compris comme la volonté d'aboutir à un changement efficace ou en profondeur. C'est aussi estimer viser la racine du problème, et non les symptômes.

²² « *Politique de développement soutenable: la reconnaissance d'une responsabilité collective devrait déboucher sur de nouvelles formes de financement international. On pourrait commencer par la protection du patrimoine commun de l'humanité. Plusieurs idées prometteuses peuvent être envisagées. Un impôt à la consommation de un dollar par baril de pétrole, prélevé à la source, permettrait de recueillir environ 24 milliards de dollars par an, dont environ 73 % dans les pays industrialisés. Une taxe similaire sur la consommation de charbon permettrait de percevoir 16 milliards de dollars par an. Des tickets de rationnement autorisant l'émission de certaines quantités de dioxyde de carbone pourraient aboutir à un transfert automatique de ressources des pays riches à forte consommation d'énergie vers les pays pauvres. Il pourrait donc résulter de ces dispositions un financement additionnel qui renforcerait la coopération internationale en faveur du développement humain soutenable dans le monde.* » (PNUD, 1992, 99)

Tout d'abord, parce que la croissance nécessite la destruction et l'exploitation des ressources, ainsi que la production de déchets. Au niveau environnemental, les techniques soi-disant vertes n'empêcheront pas la crise naturelle tant que la logique de production et de consommation resteront inchangées. Nicolas Ridoux souligne que le développement durable est une utopie, si on se limite à l'aspect environnemental. Car tout développement économique entraîne une accumulation de déchets (impossibles à recycler à 100%), une forme de pollution et l'extraction des ressources épuisables. (RIDOUX 2006)

Rapprochant la notion de développement à celle de croissance économique²³, Serge Latouche est catégorique dans son rejet total de l'idéologie (occidentale) du développement : « *Le développement est un mot toxique, quel que soit l'adjectif dont on l'affuble* » (LATOUCHE 2007, 24-25). Il souligne justement que les termes *développement* et *durable* sont incompatibles. Le développement économique n'est par nature pas durable car il repose sur la logique de croissance infinie. Au-delà de la fausse solution environnementale et d'une croyance permanente dans la Science et le Progrès, le concept ne remet que très peu en cause la distribution inégalitaire des ressources. Le Développement durable prétend répondre aux besoins de générations présentes sans porter préjudice aux générations futures... mais déjà actuellement, le développement durable ne répond pas aux besoins des générations présentes. Ce concept ne remet donc pas les fondements du système en question, qui lui-même représente la source des catastrophes, selon les décroissants.

Romain Felli²⁴ compare « les deux âmes de l'écologie » qui s'opposent actuellement. Il distingue la notion d'écologie politique, comparable à la décroissance, et celle du développement durable.

Dans cette dernière, il décrit une écologie par le haut, qui propose la survie du système économique et la démocratie représentative. Elle insiste davantage sur les générations futures en misant essentiellement sur les technologies nouvelles pour répondre aux crises. Enfin, le développement durable repose sur une hétéro-limitation. Cette écologie-là n'est donc qu'une modernisation du système basée sur l'utilisation des énergies vertes.

²³ Cette conception du développement est également partagée par certains professeurs de l'ULB. Alain Verhaagen précisant dans son cours « Education, Travail et développement régional en Afrique Subsaharienne » : « *Or, comme le développement est avant tout économique, cela voudrait dire que l'éducation peut être un moteur du développement économique de l'Etat.* » (p.46 des notes de cours 2010)

²⁴ Conférence de FELLI, R. (18 octobre 2009), *Les deux âmes de l'écologie*, lors de la journée de lancement du Mouvement Politique des Objecteurs de Croissance à Bruxelles (ULB)

En opposition, l'auteur désigne l'écologie politique comme étant l'action par le bas. Celle-ci insiste sur l'autonomie de l'individu et de la société, ainsi que sur la crise présente à affronter. Pour qu'elle fonctionne, cette démocratie doit être participative et basée sur une remise en cause importante de l'idée de Progrès. L'Homme doit se fixer des limites lui-même. Romain Felli confirme donc bien que l'écologie politique devrait marquer une rupture radicale avec le système en place, pour un partenariat avec la Nature.

Pour conclure sur la question du développement durable, il convient de préciser que la critique, émanant de la décroissance, est dirigée essentiellement sur le discours idéologique de la croissance verte. Dans la pratique locale, il existe de nombreuses similitudes entre les applications des deux concepts.

3.2 La décroissance : un slogan à nuancer

Le mouvement pour la décroissance est assez récent. L'idée se répand malgré tout depuis près de dix ans dans les pays francophones, les autres pays occidentaux traduisant le concept dans leurs langues respectives ou choisissant un terme plus adéquat. Paul Ariès exprime ainsi :

« La décroissance est une idée neuve même si elle fait du neuf avec du vieux. Elle s'inscrit dans une pluralité de filiations qu'elle réinterprète à sa façon. » (ARIES 2007, 277)

Pour Serge Latouche, représentant majeur du mouvement en France, *« la décroissance est un slogan politique aux implications théoriques »* (LATOUCHE 2007, 20). Ariès le définit comme *« un mot obus qui vient pulvériser l'idéologie dominante »* (ARIES 2007, 39). Dans l'imaginaire collectif du progrès et du développement, le terme peut sembler provocateur. Avant d'expliquer les fondements de l'objection de croissance et les propositions qu'elle formule pour une société présente et à venir, il est indispensable de préciser ce que cache ce mot « décroissance »²⁵.

Comme le précise Latouche, le sens réel du terme correspond mieux à l'idée d'« a-croissance », comme on parle d'a-théisme. La comparaison religieuse n'est sans doute pas

²⁵ Parmi les auteurs critiques de la croissance, tous ne sont pas d'accord sur l'utilisation du terme « décroissance ». Ainsi, Jean Gadrey exprime : *« On pourrait parler de post-croissance, ou d'anti-croissance, comme il y a l'anti-pub. Mais choisir un mot slogan qui exige ces lectures pour comprendre qu'il veut dire autre chose que ce qu'il dit, c'est une sérieuse limite à la popularisation des idées ! N'est-ce pas un peu une démarche intellectuelle d'un collectif d'avant-garde doté d'un signe de reconnaissance clair pour ses membres et pas pour les autres ? Voilà pourquoi, dans le souci d'éducation populaire qui est le mien, j'ai des réticences avec ce mot-slogan. »* (<http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2009/10/08/la-decroissance-idees-fortes-terme-ambigu/#more-97>)

anodine. Ce slogan a une première volonté de marquer les esprits. Mais il vise essentiellement une sortie de l'idéologie de la croissance, plutôt qu'une croissance négative. Une diminution radicale devrait néanmoins s'effectuer dans certains domaines : production, pollution, exploitation, transports, inégalités.

De son côté, Paul Ariès justifie le terme fort par l'ambition du changement promu par le mouvement : « *L'a-croissance proposée par Latouche est certes plus à même de fonder une théorie mais on fait aussi de la politique avec des sentiments et des slogans. La décroissance a cette vertu rare de faire basculer dans un nouvel imaginaire.* » (ARIES 2007, 38-39)

L'argument, fréquemment avancé par les partisans, est qu'une croissance infinie (comme on le pense actuellement) est impossible sur une planète finie aux ressources naturelles limitées. Cet appel à la raison est invoqué afin que la société retrouve des limites individuelles et collectives.

Pourquoi donc viser la croissance ? Et pourquoi pas simplement le capitalisme, le néolibéralisme ou d'autres valeurs parallèles ? Parce que la critique tente de mettre le doigt sur le cœur même du système économique. Quel gouvernement dans le monde, de gauche ou de droite, ne vise pas la croissance économique comme espoir vers une société riche, juste et prospère ? La croissance économique, mesurée par la hausse du PIB, est l'objectif ultime de nombreux décideurs politiques afin de permettre le bien-être de l'ensemble de la société : le plein emploi, la justice sociale et la protection de l'environnement. Cette croissance, supposée bénéfique, englobe tout échange marchand de biens et services : la surconsommation, le gaspillage, les accidents de la route, les maladies, la dégradation environnementale. Ces méfaits pour la société deviennent soudainement « positifs » pour la collectivité, si l'on suit le raisonnement économiste. C'est également de ce paradoxe qu'il est question de débattre chez les objecteurs de croissance. Mais le mouvement s'oppose à ce terme de l'économie, comme prétexte à un questionnement global de société.

Comme il est expliqué en introduction, celui-ci est convaincu que la grave situation de l'humanité trouve sa source dans l'idéal économique en vigueur depuis des décennies. La croissance économique est indispensable pour les grandes entreprises en quête de maximalisation des profits. Et tous les moyens sont bons pour que cette croissance augmente : marketing et publicité manipulatrice, rentabilité et productivité (quitte à délocaliser et

supprimer des emplois), création permanente de nouveaux besoins et désirs, facilitation de l'accès au crédit, prix compétitifs, etc. Cet objectif ciblé sur le secteur de l'économie voile de plus en plus les autres enjeux de société, en dénigrant certains domaines, comme l'environnement ou les relations sociales. En acceptant les règles de la concurrence internationale, les yeux rivés sur la croissance négligent la réelle construction d'une société démocratique.

« *Non seulement, la société de croissance n'est pas souhaitable, mais encore elle n'est pas soutenable* » (LATOUCHE 2007, 29) Cette citation démontre que, au-delà de l'urgence d'agir au niveau environnemental et social, la société de décroissance serait profitable au plus grand nombre grâce à sa perspective d'épanouissement de l'humain tel qu'il est, et non vu comme facteur de production ou simple consommateur.

La décroissance vise donc un changement radical de la logique économique et de la perspective sociétale. Les motivations globales entendent remettre l'économie à sa place, celle qu'elle aurait toujours dû avoir : servir l'homme dans ses besoins quotidiens. Ce n'est en effet pas d'une simple mise au vert qu'il s'agit, ni même uniquement d'une meilleure répartition des ressources, car comme le rappelle Paul Ariès « *il ne s'agit pas seulement de répartir autrement le gâteau mais d'en changer la recette* » (ARIES 2007, 12). L'économiste français, Serge Latouche, rappelle à nouveau ce que cache le mot, marqué à la fois par une réaction critique d'un modèle et d'une vision positive pour proposer autre chose. « *La décroissance n'est sûrement pas une inversion mécanique de la croissance, mais la construction d'une société autonome, certes plus sobre, et surtout plus équilibrée.* » (LATOUCHE 2007, 42)

Le mouvement de la décroissance implique davantage une révolution culturelle des mentalités et des valeurs, impliquant d'autres fonctionnements économiques, sociaux et politiques.

« *Notre combat n'est donc nullement fondé, en dernière analyse, sur l'imminence de l'épuisement des ressources, ni même sur le réchauffement planétaire, mais sur la certitude que l'ensemble des crises qui affectent l'humanité (et menacent même sa survie) a une seule et unique cause majeure. Ces crises s'expliquent par la perte de sens des limites rendue possible et nécessaire par/pour le passage du capitalisme à l'hyper-capitalisme.* » (ARIES 2007, 276)

On le voit, ce mouvement s'affirme par un terme choc, dont il faut clarifier les intentions. Si le mot, malgré son ambiguïté, conserve sa place c'est parce qu'il offre l'interpellation nécessaire et voulue par ses défenseurs²⁶. Ce réveil des mentalités souhaité permet alors d'ouvrir les yeux sur la réalité qui détermine l'organisation économique et sociale. C'est donc en connaissance de cause que certaines perspectives peuvent être dégagées pour la construction d'une société mieux réfléchie.

4. Le mouvement pour la décroissance

4.1 La société alternative

Le mouvement pour la décroissance s'affirme à partir d'une critique du système socio-économique actuel, mais s'enrichit de propositions concrètes pour un réel projet politique. Ces idées, d'apparence utopiques, entendent pourtant faire partie des solutions multiples à développer pour répondre aux différentes crises.

La décroissance n'est pas un modèle scientifique. Mais comme Christian Arnsperger le rappelle, les politiques actuelles ne se basent sur aucun modèle socio-économique. Cela n'existe pas. D'ailleurs, le capitalisme ne repose sur aucune théorie de réussite. Pour Serge Latouche, l'important est de changer radicalement de cap. Ce chapitre entend présenter les points essentiels d'une société profondément différente. Paul Ariès insiste aussi sur le fait que le terme « décroissance » n'est pas une fin en soi, mais est utile pour la modification majeure de nos esprits, nécessaire à l'horizon d'une « *société d'individus autonomes, c'est-à-dire capables de s'autolimiter.* » (ARIES 2007, 152)

La décroissance n'a pas pour objectif de refixer un nouveau modèle universel et de perdurer comme unique alternative. Le mouvement portant ce nom n'est utile qu'aujourd'hui pour plus tard laisser place à d'autres imaginaires. « *Il faudra bien, de toute façon, dépasser la contradiction 'croissance' et 'décroissance' pour penser un autre type de société si nous voulons la construire.* » (ARIES 2007, 158)

²⁶ Le terme volontairement choquant pour la pensée collective, tente ainsi d'éviter tout détournement par un système capitaliste pour qui « la remise au vert » fait désormais figure d'opportunité de relance productiviste.

4.1.1 La décolonisation de l'imaginaire « économiciste »

Si l'utopie décroissante est indispensable à la survie de l'humanité, mais d'abord souhaitable pour l'épanouissement de la société, elle doit passer, avant tout acte concret, par un changement radical de la logique ambiante, marquée par « l'économicisme » et l'idéologie du Progrès. Tout comme la démarche personnelle de simplicité volontaire ne peut s'épanouir réellement qu'à partir du moment où l'individu revoit ses valeurs et sa perception du bonheur, la société de décroissance ne sera réalisable qu'au prix de cette révolution culturelle de l'imaginaire collectif : « *La décroissance n'est envisageable que dans une 'société de décroissance', c'est-à-dire dans le cadre d'un système reposant sur une autre logique* » (LATOUCHE 2007, 21).

Décoloniser l'imaginaire signifierait s'appuyer sur d'autres valeurs que celles dominant actuellement la pensée collective : le travail, le désir de profit, la consommation, l'apparence et le statut social, l'individualisme, la superficialité technologique, ou encore la compétition.

Serge Latouche met en évidence « *trois ingrédients nécessaires pour que la société de consommation puisse poursuivre sa ronde diabolique : la publicité, qui crée le désir de consommer, le crédit, qui en donne les moyens, et l'obsolescence accélérée et programmée des produits, qui en renouvelle la nécessité. Ces trois ressorts de la société de croissance sont de véritables 'pousse-au-crime'* » (LATOUCHE 2007, 33). Il s'agirait donc de limiter ces trois éléments pour appuyer l'évolution positive des mentalités. Concrètement, des mesures politiques comme la taxation ou la simple interdiction ciblée appuieraient cette direction. Ces directives, strictes de premier abord, supposent nécessairement un rapport plus direct à la démocratie et un débat citoyen constant. Cette question sera abordée par la suite. Mais avant cela, un travail culturel majeur est indispensable : « *Les objecteurs de croissance savent qu'une partie de la solution passe par la redéfinition de nos valeurs et déjà par une autre conception de la richesse. Il ne sera pas possible d'en finir avec les forçats du travail tant qu'ils demeureront les forçats de la consommation et ils le resteront tant qu'ils conserveront la même conception du bonheur. La lutte contre la publicité est donc fondamentale.* » (ARIES 2007, 56)

Nicolas Ridoux insiste sur le sens de l'action à retrouver, dans l'activité professionnelle par exemple. Les principes de l'économie qui imprègnent la société empêchent de réfléchir au

sens profond d'un bien ou d'un service. Les médias de masse, ainsi que la société du « divertissement » participent à cette passivité intellectuelle et sensitive. L'épanouissement superficiel offert par la société de croissance, à travers la consommation et les divertissements marchands, ne permet aujourd'hui pas à l'homme de trouver sens à son existence.

Cette décolonisation de l'imaginaire collectif est primordiale à tout projet radicalement différent. Pour les auteurs de la décroissance, il est souvent question d'un changement de paradigme. « *Il convient de passer d'une croyance dans la domination de la nature à la recherche d'une insertion harmonieuse* » (LATOUCHE 2007, 59)

Ainsi, avant toute mesure concrète, une révolution des valeurs dominantes semble indispensable dans la perspective d'une nouvelle société. Ce changement majeur d'attitude ne saurait être imposé à la population car il implique une profonde transformation individuelle. Des mesures politiques, un programme d'enseignement repensé, ou encore des manifestations culturelles publiques inciteraient progressivement les citoyens à vivre selon d'autres critères.

4.1.2 Une économie locale pour les besoins essentiels

Avant de détailler cette partie, rappelons que Paul Ariès insiste à dire que « *la pensée de la décroissance est tout sauf un autre modèle économique. Notre projet n'est même pas la bio-économie entendue comme une économie ayant totalement intégré la question écologique. L'objectif est, au contraire, de sortir de l'économisme donc de rendre l'économie seconde par rapport aux autres dimensions.* » (ARIES 2007, 162)

La nécessité de revenir à une production et une consommation basée sur des circuits courts n'est pas qu'environnementale. Si le changement climatique et la diminution inéluctable des ressources pétrolières, sans autre énergie renouvelable de cette ampleur, nous obligent à penser une économie relocalisée, celle-ci permettrait de multiples bénéfices sociaux. Cette économie relocalisée s'accompagne bien sûr d'une logique globale de relocalisation du mode de vie et de la politique.

Les emplois délocalisés reviendraient sous une forme différente, dans des secteurs d'entreprises à taille réduite, gérées démocratiquement, respectant les normes environnementales et dont la logique ne serait plus la production maximale, mais bien la

production de biens durables. Cette nécessité de la production hétéronome revisitée cohabiterait avec les multiples alternatives locales non marchandes et une agriculture biologique de proximité où les ménages s'approvisionneraient directement : « *Le programme de la relocalisation implique la recherche de l'autosuffisance alimentaire d'abord, puis économique et financière. Il conviendrait de maintenir et de développer l'activité de base dans chaque région : agriculture et horticulture, de préférence organique, dans le respect des saisons.* » (LATOUCHE 2007, 77) L'agriculture non-industrielle possède une place majeure dans le projet de cette société alternative. L'autonomie alimentaire, dans une certaine mesure, deviendrait primordiale tout en participant à la création de nouveaux emplois, plus proche du milieu naturel. Ainsi, cette réhabilitation participe-elle aussi à une réévaluation des valeurs « écologiques ».

« *Les paysans doivent donc être incités économiquement à produire pour le marché local.* » (ARIES 2007, 207) Au sein de cette relocalisation économique, les échanges de biens et services persisteraient mais seraient plus rares. Cette nouvelle direction insufflée à l'économie viendrait s'opposer à la production orientée vers l'exportation. Le principe d'autonomie revient donc pour le projet économique. Celui-ci n'étant pas à confondre avec l'autarcie. La société de décroissance privilégierait la production nationale et locale sans pour autant fermer ses frontières aux biens nécessaires étrangers.

Cette économie relocalisée ne serait bien sûr pas le même système en plus petit. Il s'agit de repenser les besoins et donc la production des biens et services. Il faut « (...) *réorienter la production vers les besoins sociaux utiles, que nous devons produire utile, mais aussi de façon non-nuisible.* » (ARIES 2007, 244) Dans les moyens à mettre en œuvre, pour répondre différemment aux besoins réels, Ariès envisage « (...) *d'encourager la naissance de nouvelles coopératives. Cette forme d'économie sociale est plus à même de devenir décroissante.* » (ARIES 2007, 201) La désindustrialisation sera en grande partie nécessaire pour réenchâsser l'économie dans le social, dans le respect de l'environnement. Serge Latouche imagine également l'internalisation des externalités négatives au travers de taxes, du principe de 'pollueur payeur' en faisant payer les responsables d'impacts sociaux et écologiques.

Cette autre économie ne condamnerait pas totalement la monnaie, le marché, le profit ou le salariat, mais leur attribuerait une place secondaire : « *Sortir du développement, de l'économie et de la croissance n'implique donc pas de renoncer à toutes les institutions sociales que*

l'économie a annexées, mais à les 'réenchâsser' dans une autre logique. » (LATOUCHE 2007, 130)

La relocalisation de l'économie, comme les autres sphères de la vie courante, représente une des caractéristiques majeures dans les mesures qu'entraînerait la société de décroissance. Bien plus qu'un simple réaménagement du système à un niveau local, régional ou national, cette économie prendrait une autre place, nécessairement moindre, dans l'organisation sociale. L'autonomie des individus ou groupes sociaux serait privilégiée contre la dépendance accrue à tous les domaines de la marchandisation.

Des contraintes environnementales et sociales seraient davantage prises en compte. La production serait redéfinie afin qu'elle serve les besoins de base, dans le respect de la santé du consommateur et avec, pour finalité, une longue durabilité des productions. Et le fonctionnement général de cette économie poserait inévitablement la question des rapports de force, de la maîtrise sociale des outils de production et d'une démocratisation de la gestion d'entreprise. Cette autre économie diversifiée ne serait possible sans une autre conception de la consommation et donc de la place réservée au travail.

4.1.3 Travail réduit, partagé et redéfini

Comme les partisans de la simplicité volontaire le défendent, nous le verrons plus tard, la diminution du temps de travail débouche sur un plus grand épanouissement personnel. Ce changement quantitatif doit être complété par davantage de qualité de l'emploi : conditions de travail, sens de la production ou du service, objectif global et respect de l'environnement. Ce qui est actuellement loin d'être le cas : « *Le travail salarié est lié à la nécessité de se procurer de l'argent : il tient donc beaucoup plus du déplaisir et la douleur que de la joie de faire quelque chose.* » (ARIES 2007,197) Ces propos doivent être nuancés, car certaines personnes s'épanouissent et trouvent déjà sens à leur vie, dans leur emploi. Ce luxe n'est cependant pas le cas pour la majorité des travailleurs, bien obligés de gagner un salaire pour satisfaire au mode de vie actuel.

Bien entendu, cette répartition du travail ne serait réalisable que dans une société non-consumériste et favorisant les échanges non-marchand. L'idée est de réduire la centralité du travail dans la vie de l'individu. Pour ce faire, le premier chapitre sur la décolonisation de

l'imaginaire est fondamental : « *On ne pourra pourtant se libérer de l'aliénation dans le travail que si parallèlement on se libère de l'aliénation dans la consommation.* » (ARIES 2007, 193)

Les détracteurs de l'objection de croissance, coincés dans une vision productiviste, utilisent régulièrement l'argument de l'emploi et du chômage pour discréditer les propositions de « non-croissance ». D'ailleurs, chaque gouvernement espère une croissance économique soutenue pour tendre au plein emploi. S'il ne peut être contesté que davantage de croissance et de production entraînent un certain gain de création d'emplois, la logique-même n'est pas linéaire comme le démontre la situation actuelle dans les nombreux pays « développés » où le chômage persiste. Etant donné que les responsables d'entreprises, multinationales ou pas, cherchent avant tout un profit maximalisé, la productivité et la rentabilité de leur fonctionnement ne privilégient donc pas le plein emploi (et encore moins l'épanouissement des travailleurs), mais une production au moindre coût, pour un bénéfice maximal. C'est ainsi que les délocalisations et les inventions technologiques ont conduit à une réduction du volume de l'emploi des travailleurs. Ceux-ci craignant le chômage, acceptent à contrecœur des conditions de travail difficiles, la pression constante et des heures supplémentaires de prestation.

Le projet de société de décroissance se fonde sur divers arguments en faveur d'une sortie de la logique travailliste. « *On est donc en présence de quatre facteurs qui jouent en sens divers : 1) une baisse de productivité incontestable due à l'abandon du modèle thermo-industriel, de techniques polluantes et d'équipements énergivores ; 2) la relocalisation des activités et l'arrêt de l'exploitation du Sud ; 3) la création d'emplois (verts) dans de nouveaux secteurs d'activité ; 4) un changement de mode de vie et la suppression des besoins inutiles (dégraissages importants dans la publicité, le tourisme, les transports, l'industrie automobile, l'agrobusiness, les biotechnologies, etc.). Les trois premiers jouent dans le sens d'un accroissement de la quantité de travail, le dernier en sens contraire.* » (LATOUCHE 2007, 121-122). L'auteur résume donc, de cette manière, les arguments pour un nouveau rapport au travail dans la société de décroissance. Les secteurs de l'agriculture biologique, des énergies renouvelables, des bicyclettes et autres transports en commun, ou encore la reforestation engendreraient de nombreux emplois. Tout comme le besoin de recyclage, de réparation ou de réutilisation.

Sans rejeter les gains de productivité, dus à l'innovation en douceur, les objecteurs de croissance estiment que ceux-ci serviraient à la diminution du temps de travail plutôt qu'à l'accroissement de la production. Ainsi, tout en modifiant la centralité du travail (et par la même son importance quantitative) dans la vie de la population, le projet de la décroissance entend bien sûr redonner sens à cette valeur, par son fonctionnement propre, ses impacts et sa finalité.

Cette conception radicalement autre du travail dans la société implique par ailleurs une dé-marchandisation de la vie sociale. Ce qui est actuellement la tendance inverse dans les pays occidentaux où tout fini par se monnayer : l'amour, les relations, le corps physique et les mères porteuses, les espaces naturels protégés, etc. Paul Ariès développe dans ce sens un des apports spécifiques de son analyse : la gratuité. Selon lui, l'enjeu principal, dans cette révolution culturelle de la décroissance, sera de retrouver des espaces de gratuité de l'usage des biens communs : transport, logement social, écoles, bibliothèques, eau. « *La gratuité peut être une machine de guerre efficace contre l'idéologie de la consommation, contre l'idéologie du travail, bref contre l'économie productiviste. (...) La gratuité de l'usage suppose le renchérissement voire l'interdiction du mésusage.* » (ARIES 2007, 209) Par exemple, faire payer davantage pour des utilités sur-consommatrices, comme l'eau d'une piscine privée, une résidence secondaire, le suremballage, etc. Ce principe de gratuité fait écho à la logique du don et du contre-don dans les pays du Sud : « *La loi du don engendre en effet une triple obligation : celle de donner, celle de recevoir, et celle de rendre. Le don est donc une véritable institution.* » (ARIES 2007, 211)

L'idée est donc bien de retrouver du temps hors du système marchand et de retrouver « *le chemin de l'autoproduction. (...) La sortie du système productiviste et travailliste actuel suppose une tout autre organisation, où le loisir et le jeu sont valorisés à côté du travail, où les relations sociales priment sur la production et la consommation de produits jetables, inutiles, voire nuisibles* » (LATOUCHE 2007, 130). Le temps amoindri consacré à l'activité rémunératrice est lié à cette autre conception de la vie, dans laquelle l'individu retrouve d'autres valeurs et une autonomie créatrice, accompagné d'un réseau de solidarité sociale. « *L'adoption d'un revenu universel inconditionnel et l'extension de la sphère de la gratuité devraient aider à desserrer les contraintes et à libérer une fraction de la population de l'idéologie du travail. La reconquête du temps libre est indispensable pour (re)développer une société de création (celle de l'artisan bricoleur ou de l'artiste) et une société politique.* »

(ARIES 2007, 200) Il faudrait, à côté du revenu universel, établir un revenu maximum autorisé, à travers la pression fiscale. Ces impôts permettraient de financer le revenu inconditionnel, ainsi que la sphère de la gratuité.

Une société libérée de la primauté du travail permettrait, idéalement, de nombreux bienfaits : gain de temps pour l'épanouissement de la population et l'implication politique redynamisée ; partage des emplois repensés dans de nouveaux secteurs ; réorientation économique pour la production des biens et services nécessaires, respectueuse de l'environnement. A nouveau, cette tendance ne peut être dissociée des autres changements à soutenir au préalable, précédemment exprimés. En parallèle, l'utilisation de la technique serait réévaluée dans le secteur de production et, plus largement, dans la vie quotidienne.

4.1.4 La techno-science questionnée et mesurée

Cette société idéale serait moins imprégnée de techniques complexes et ferait un moindre recours à la sphère scientifique. Cela ne signifie pas un rejet total des bienfaits de la science et de l'ingéniosité, mais plutôt une remise en question fondamentale de l'omniprésence de ceux-ci dans la vie humaine.

Cette « avancée » dans l'Histoire a permis des facilités inimaginables. Cependant, les avantages conquis ont eu de multiples conséquences négatives, sur le milieu naturel ou sur la personne humaine²⁷. Sortir de l'idéologie du progrès, comme celle de la croissance, c'est accepter que certaines inventions scientifiques doivent être soumises à une interrogation globale allant des impacts environnementaux et sociaux, jusqu'à la maîtrise abordable pour la population. Enfin, cette nouveauté technico-scientifique doit remplir un rôle positif inséré dans le Projet de société voulu. En dehors de ses conséquences néfastes et de la domination d'un appareil technique complexe, la prothèse technologique détériore le rapport humain à un environnement naturel authentique : *« Ce que nous dénonçons ce n'est pas le 'progrès' au sens de l'amélioration de telle technique, de l'approfondissement de tel savoir mais la foi*

²⁷ Chaque invention technique déplace le problème ailleurs, souligne Daniel Cauchy, consultant et informateur en éducation au développement et à l'environnement. Il est spécialisé en approche éco-systémique et créateur du « jeu de la ficelle »

béate et quasi religieuse dans le progrès, cette idéologie qui a fait les beaux jours de notre système économique. » (ARIES 2007, 185)

« *Les objecteurs de croissance n'idéalisent nullement le passé.* » (ARIES 2007, 179)
Pourtant, certains opposants à la « décroissance » réduisent les motivations du mouvement à une volonté de retour en arrière. Si cette affirmation est bien incorrecte dans les intentions de la décroissance, elle traduit à merveille la logique occidentale moderne qui tente à interpréter comme négatif tout ce qui serait du passé. Cette société de croissance imprégnée par l'idéologie incontestable du Progrès et de l'avancée technologique met son espoir tout entier dans les inventions scientifiques qui sauveront un jour l'humanité, pendant que les marées noires se répandent et que les déchets nucléaires s'amoncellent, pour le plus grand risque des générations à venir.

L'opposition à certains attributs de la modernité ne signifie pas l'idéalisation du passé ou de la société traditionnelle. La réflexion que souhaite mener le mouvement ambitionne de repenser l'intérêt de chaque moyen technique, en l'imaginant accessible et sous contrôle de l'ensemble de la population. Les conséquences de son utilisation, qu'elles soient sociales ou environnementales, ne doivent pas être sous-estimées. « *Et quand naît une critique de la croissance, le débat vire inmanquablement à la polémique autour du 'primitivisme', comme si mettre en cause la croissance, c'était forcément vouloir 'revenir à l'âge de pierre', comme s'il n'y avait aucune autre alternative.* » (BAYON & FLIPO & SCHNEIDER 2010, 101)

L'utopie « concrète »²⁸ de la décroissance s'affirme comme une remise en question radicale de l'idéologie progressiste. Sans dénigrer les effets positifs de certaines avancées, les objecteurs de croissance mettent en avant ses impacts négatifs sur l'homme et la nature. L'avantage de confort, offert par la technique, destiné à une minorité d'individus en Occident, ne permet pas de contrebalancer les répercussions durables des destructions environnementale et sociale. Il faut donc retrouver une certaine mesure.

Une société de décroissance s'attacherait à réorienter la recherche techno-scientifique (chimie, physique, médecine) sans pour autant l'arrêter. Celle-ci devrait être idéalement pilotée avec la participation active des citoyens, précise Latouche, et ajoute : « (...) *la critique de la*

²⁸ L'utopie concrète, comme la dénomme Latouche, définit la construction intellectuelle d'un fonctionnement idéal, mais partant de données existantes et d'évolution réalisables. Tout ne dépend que de choix politiques.

modernité n'implique pas son rejet pur et simple, mais bien plutôt son dépassement. »
(LATOUCHE 2007, 155)

Paul Ariès confirme la nécessité de revenir à un plus grand contrôle citoyen des moyens techniques : *« Il y a urgence à ce que la société revienne limiter l'autonomie de la techno-science en définissant les axes de recherche prioritaires et ceux qui seraient à interdire. »*
(ARIES 2007, 188)

Cette remise en question cruciale de la place de la technique dans nos vies s'accompagne d'une revalorisation de l'authenticité et de la créativité humaine. Les sociétés industrielles sont désormais habituées à l'omniprésence d'objets complexes dans toutes les sphères de la vie. Cette domination de la technique et de l'expertise accentue chaque jour la dépossession des facultés d'autonomie humaine. *« Nous devrions, comme nous y invite Hans Jonas, avec son heuristique de la peur, mobiliser davantage l'imaginaire et la sensibilité pour pallier les limites de la raison scientifique qui bloque la réaction. »* (ARIES 2007, 165)

Paul Ariès poursuit sa réflexion en la liant directement à la question du Sud : *« Nous devons aujourd'hui la rejeter car cette idéologie favorise non seulement un ethnocentrisme qui conduit à regarder de haut les autres civilisations (toutes plus ou moins barbares) et à imposer (colonialisme ou ONG) notre modèle de développement (...) Il y a là aussi une bonne façon de préserver la diversité des sociétés dont nous aurons tellement besoin lorsqu'il faudra s'engager dans la décroissance. (...) Ce refus de l'idéologie du progrès ne conduit pas au relativisme culturel intégral. Nous pouvons rejeter la foi béate dans le progrès et rester amoureux de l'universel. »* (ARIES 2007, 186)

L'auteur rajoute encore que le terme « simplicité », appliqué à un choix de vie, ne devrait pas être confondu avec une simplification de l'organisation sociale. La société de décroissance, non dépendante de techniques industrielles extravagantes, engendrerait un autre type de difficulté : *« Lorsque nous disons que nous désirons 'plus de liens et moins de biens', cela signifie que nous entendons combattre la complexité techno-scientifique qui nous opprime par une complexité sociale qui nous libère donc d'abord par du politique. »* (ARIES 2007, 225)

La critique de la sphère économique, dominant l'homme contemporain, s'accompagne d'un questionnement similaire sur le recours aux moyens techniques complexes, parfois dangereux,

et de moins en moins maîtrisables par l'individu. Ces deux faces constituent les fondements de la société de croissance qui s'enorgueillit des « avancées » fulgurantes dans sa quête vers l'infini. Cette utilisation, difficilement questionnable, des engins de la techno-science favorise l'impression de contrôle total que l'homme espère imposer sur la nature. La tendance en marche depuis la révolution industrielle a abouti à la dramatique situation environnementale incontestée aujourd'hui.

C'est à un retour de la raison humaine, et non économique ou scientifique, qu'appellent les hérétiques de l'idéologie « croissanciste ». En retrouvant les limites propres à l'homme, la société souhaitée devra se reconstruire en accord avec le milieu naturel et favoriser la complexité humaine, riche d'échanges entre membres d'une communauté.

4.1.5 La convivialité par la démocratie participative

La perspective d'une société conviviale représente l'objectif affiché par les tenants de la décroissance. Au-delà de la responsabilité environnementale et sociale, ces changements sont motivés par l'espoir d'une organisation sociale favorisant le plaisir authentique dans le respect des différences de chacun. Plus conscients que jamais, les partisans sont persuadés que ce n'est pas au travers du développement économique que l'on parviendra à cet état. Eclairés par les erreurs à éviter, ils proposent une société fondée sur la convivialité entre les individus et une bonne intégration dans leur milieu naturel. La décolonisation de l'imaginaire, la relocalisation générale du mode de vie, la diminution de l'importance donnée au travail, ainsi que la remise en question de l'idéologie progressiste ne doivent pas être perçues comme une privation pour l'homme, mais plutôt comme indices le ramenant à l'essentiel afin d'établir un fonctionnement social respectueux, abondant en relations humaines et agréable à vivre.

« Sans un 'réenchantement' de la vie, la décroissance serait, là aussi, vouée à l'échec. Reste la nécessité de redonner du sens au temps libéré. » (LATOUCHE 2007, 130)

Cette convivialité ne serait possible sans une remise en question de la prégnance économique dans tous les aspects de la vie. *« La convivialité réintroduit l'esprit du don dans le commerce social. » (LATOUCHE 2007, 70)*

L'intégration de la question environnementale, et plus globalement, la prise de conscience de l'appartenance de l'homme à l'élément naturel, remet donc l'homme à sa place et atténue sa volonté de toute puissance. Ses limites, perçues négativement dans le système actuel,

deviendraient alors sources d'un rappel à la raison humaine : « *La société de décroissance ne sera donc pas une société de la frugalité au sens où nous pratiquerions un ascétisme rigoureux à base de renoncements et de privations. Elle sera une société de frugalité au sens où nous épargnerons le capital physique de la Terre pour redevenir des usufruitiers respectueux des générations futures.* » (ARIES 2007, 195)

« (...) *La reconversion écologique de nos sociétés promet non pas pour demain, mais déjà pour aujourd'hui, plus de joie de vivre : une nourriture assainie, davantage de loisirs et de convivialité.* » (LATOUCHE 2007, 90) Bien que les décroissants ne soient pas définis comme un nouveau type d'écologiste profond (*deep ecologist*), ni même les adorateurs d'une Nature sacralisée, la société conviviale prônée par ceux-ci devrait nécessairement permettre de « *tisser d'autres relations avec la nature et déjà avec notre propre condition humaine* » (ARIES 2007, 215). Le rapport rationnel de maîtrise de la nature devrait évoluer vers un nouveau lien à celle-ci, pour que l'homme retrouve l'autonomie et l'authenticité. « *Une vie authentique est une vie conforme à notre réalité humaine avec ses limites.* » (ARIES 2007, 223) Ces limites se marqueraient alors aussi dans notre rapport au corps (accepter la vieillesse et l'imperfection), au temps (favoriser la lenteur) et à l'espace (relocalisation généralisée). Il est important de souligner qu'une relocalisation du mode de vie ne signifie pas un renfermement vis-à-vis des autres : « *Un individu doit être d'abord d'un lieu pour pouvoir s'ouvrir aux autres.* » (ARIES 2007, 238) Concrètement, la redécouverte du local impliquerait par exemple la mise en valeur des écoles villageoises, des entreprises familiales, des épiciers du coin et des cinémas de quartier.

Pour Paul Ariès, il n'y a pas de société conviviale sans autonomie. Celle-ci se définirait comme la maîtrise des conditions de la reproduction institutionnelle. « *L'autonomie ne s'oppose donc pas à la socialisation des risques (sécurité sociale) mais à l'hétéronomie sociale qui est l'état d'une société qui impute à un autre la création de ses institutions et s'interdit ainsi de changer quoi que ce soit à sa loi.* » (ARIES 2007, 243)

La société conviviale, dans laquelle l'homme retrouverait le temps de faire ce qui lui plaît, va de pair avec l'investissement citoyen dans les questions publiques, parmi les champs importants de la vie humaine : « *On ne construira pas une société sereine de décroissance sans retrouver les dimensions refoulées de la vie : le loisir de faire son devoir de citoyen, le plaisir des activités de fabrication libre, artistique ou artisanale, la sensation du temps*

retrouvé pour le jeu, la contemplation, la méditation, la conversation, voire tout simplement la jouissance d'être en vie. » (LATOUCHE 2007, 67)

Le domaine politique n'est donc pas oublié dans les propositions de la décroissance. Il est d'ailleurs essentiel pour espérer un changement réel d'horizon. Il est question de la politique au sens 'large' du terme et non dans son sens 'restreint' actuel. Il sera crucial d'établir d'autres rapports à celle-ci, en redonnant sens à la démocratie. « *L'une des raisons majeures qui rend la décroissance nécessaire, c'est la menace que les institutions de la croissance économique font peser sur la démocratie.* » (BAYON & FLIPO & SCHNEIDER 2010, 207) Le désengagement généralisé du citoyen pour les questions politiques n'est que le résultat d'un système représentatif démontrant l'impuissance des individus à influencer les débats de société. De plus, la démocratie dans son état présent se trouve menacée par le chantage économique des acteurs privés surpuissants. Tel est le coût d'un attachement sans relâche à l'accroissement du PIB.

La refondation du politique devra tendre vers une réelle démocratie participative. Cette dernière ne sera possible qu'à partir de citoyens libérés par le temps de travail, informés et impliqués dans les décisions communautaires à leur échelle. La relocalisation engendre de ce fait un rapprochement des enjeux plus facilement assimilables par les habitants et la création d'un projet collectif enraciné dans un lieu. La politique, pour être plus proche du citoyen, devrait donc être relocalisée en partie et faire participer l'individu directement aux décisions de la collectivité : « (...) *la relocalisation n'est pas seulement économique. C'est la politique, la culture, le sens de la vie qui doivent retrouver leur ancrage territorial* ». (LATOUCHE 2007, 63) Le défi politique est donc majeur dans cette perspective nouvelle de citoyenneté responsable : « *Les seules lois que nous reconnaissons pour la société humaine sont les lois politiques, pas celle de l'économie, de la science, de la religion ou de la nature.* » (ARIES 2007, 216)

Cette société conviviale et politiquement remodelée semble excessivement utopique. Ce sont pourtant les utopies qui ont fait progresser la condition humaine à certains égards. Celle présentée par les objecteurs de croissance se démarque par son réalisme et la possibilité immédiate d'appliquer certaines directions. Elle fait face à l'utopie du développement économique : espéré durable, égal et accessible à tous, reposant sur la domination de la Nature

et l'universalisation des valeurs économiques. Le mouvement de la décroissance, par son espoir d'apparence naïf, entend éveiller les consciences sur le sort de l'humanité.

Les critiques peuvent être nombreuses sur cette nouvelle « théorie » d'une société alternative: la simplification d'une situation vite résumée, les moyens à mettre en œuvre, l'enjeu des rapports de production²⁹, certains présupposés, la radicalité de certaines idées, ou encore la prétention des valeurs. Ce courant ne se présente pas comme un modèle ni une méthode complète. Des interrogations apparaissent nécessairement à la lecture des propositions pour cette autre société et c'est sans doute un désir d'interpellation voulu par ses représentants. L'aspect critique n'est pas nié. Ce travail n'ambitionne pourtant pas de développer cette analyse détaillée.

Afin de sortir de l'abstraction des propositions d'une société alternative, voyons à présent comment ses défenseurs la pratiquent déjà au quotidien en modifiant leur mode de vie. Au niveau individuel, la démarche est résumée par « la simplicité volontaire ». Néanmoins, celle-ci implique souvent un engagement collectif afin de déjà expérimenter cette convivialité et pour porter publiquement le message politique de changement social.

4.2 Les démarches citoyennes

Afin d'éviter de consacrer ce travail à un discours théorique difficilement applicable, ce sous-chapitre propose la brève présentation d'une démarche vécue et expérimentée de nos jours par des citoyens en recherche d'engagement et de sens à leur vie. Les explications sur la simplicité volontaire ne se basent pas sur des interviews, mais sur quelques ouvrages ainsi que mon expérience de stage aux *Amis de la Terre*³⁰, une organisation environnementale d'éducation permanente qui a lancé l'initiative en Belgique francophone.

²⁹ « (...) croire pouvoir y parvenir sans transformer radicalement les rapports sociaux de production ainsi que les rapports politiques de domination qui y correspondent est une politique vouée à l'impasse. » COSCIA, W. (janvier-février-mars 2009), *L'économie comme paradigme totalitaire...*, in *Gresea Echos* n°57, « La crise et la gauche », pp.2-6, Bruxelles.

³⁰ <http://www.amisdelaterre.be/>

Le terme assez général des « démarches citoyennes » a été choisi afin d’englober un ensemble de pratiques, conscientes ou non, qui ont toutes en commun une vision plus large, proche du projet de la décroissance. Cependant, le travail présentera principalement l’initiative de simplicité volontaire, une dynamique consciente vers un changement de son mode de vie. Créée au Québec et aux Etats-Unis dans les années 1980, elle se développe en Europe depuis quelques années. La simplicité volontaire est la démarche individuelle la plus complète qui se rapproche de l’objection de croissance. Il est certain que cette volonté de vivre à contre-courant du modèle économique et social n’est pas neuve. Chaque société, dans le temps ou l’espace, a toujours connu des individus vivant volontairement en marge du système. Le présent mémoire se base donc quant à lui sur des expériences plus connues et plus officielles. Paul Ariès déclarant à ce sujet que « *par la simplicité volontaire et les expérimentations collectives, nous redécouvrons notre puissance, notre possibilité d’agir et le désir de le faire.* » (ARIES 2007, 166)

4.2.1 Les origines du mouvement : la simplicité volontaire

La vie simple a été prônée de tout temps, dans de nombreuses régions du monde à travers de multiples courants de pensée : certains philosophes grecs de l’Antiquité, le christianisme et la valeur de pauvreté, le bouddhisme, ou encore l’écrivain américain du XIX^e siècle Henry David Thoreau. Le Réseau Québécois pour la Simplicité Volontaire (RQSV) nous apprend que l’expression « Voluntary Simplicity » a été créée en Inde en 1936 par Richard Gregg, un Américain disciple de Gandhi³¹. Le mouvement québécois indique également que le terme aurait été oublié pendant plus de quarante ans, avant d’être redécouvert par deux chercheurs américains. Un de leurs ouvrages lancera la dynamique aux Etats-Unis dans les années 1980. Le Québec, quant à lui, développera le mouvement dans les années 1990 non sans un certain succès médiatique et populaire. L’Europe ne possède pas un mouvement aussi marqué par le terme qu’outre Atlantique. Cependant, *Les Amis de la Terre-Belgique* ont développé l’initiative, selon l’exemple québécois, depuis 2005.

³¹ <http://simplicitevolontaire.info/la-simplicite-volontaire/historique-de-la-sv/>

4.2.2 Les motivations vers une vie simple : un état d'esprit et des valeurs

Vivre la simplicité volontaire, cela peut avoir de nombreuses explications ou motivations: une prise de conscience sur le sens de sa propre vie, l'éducation reçue durant sa jeunesse, des difficultés financières, la volonté de vivre selon des valeurs essentielles³², une réaction à la situation actuelle que propose le modèle de société, par conscience environnementale ou sociale. Serge Mongeau, un des premiers auteurs au Québec dès les années 1980, explique la pleine conscience suivant trois conditions : une information minimale qui touche les sentiments, un détachement possible de la personne à son confort pour permettre la remise en question et enfin la croyance au changement nécessaire, tout en estimant pouvoir y contribuer (MONGEAU 1985). Emeline De Bouver³³ fait ressortir, quant à elle, l'éthique de vie qui gouverne cette démarche holiste. Comme le mouvement de la décroissance, qui s'inspire d'un constat global, la simplicité volontaire se veut attentive à l'interdépendance de toute chose.

Quoi qu'il en soit, vivre la décroissance à travers une vie « simple » représente de nos jours un chemin à contre courant vers un bonheur plus authentique : privilégier l'être sur l'avoir. Une voie choisie mais pas toujours aisée lorsque l'on est confronté à la réalité du système existant, aux tentations créées par la publicité ou la pression de l'entourage. Mais vivre plus simplement, en repensant sa consommation, en remettant ses habitudes et besoins en question, son travail, ses relations et sa perception de la vie, cela ne doit pas être vu comme une souffrance ou une privation forcée, mais comme un autre type de plaisir retrouvé : le temps de jouir de la vie, de sa famille et de son entourage, réfléchir et vivre ses passions en diminuant le plus possible le besoin de revenu et donc de travail. Être heureux en consommant moins.

Paul Ariès définit les tenants de la simplicité volontaire comme des « *individus qui simplifient volontairement leur existence pour retrouver une meilleure qualité de vie.* » (ARIES 2007, 251)

³² Les valeurs défendues par le mouvement de la simplicité volontaire peuvent être mises en parallèle à celles définissant les « *Créatifs Culturels* », des citoyens vivants selon des principes alternatifs au modèle actuel. Ceux-ci représenteraient 24% de la population américaine, et 17% en France, selon des études sérieuses. Ils défendent par ailleurs une conscience écologique et holistique, une ouverture multiculturelle, des valeurs dites « féminines », un sens spirituel et une cohérence d'action. (<http://www.iwonline.be/spip.php?article3105>)

³³ DE BOUVER, E. (2008), *Moins de biens, plus de liens : la simplicité volontaire, un nouvel engagement social*, Bruxelles, Editions Couleur Livres. Cet ouvrage est une référence, en Belgique francophone, pour aborder les nombreuses dimensions du mouvement.

Les Amis de la terre Belgique, précurseurs de la dynamique des groupes en Wallonie et à Bruxelles, structurent la démarche en trois étapes: le désencombrement matériel, la prise de conscience de la notion de temps et de ralentissement du rythme de vie, ainsi que l'importance des liens relationnels. Nous approfondirons ces trois angles par la suite.

Avant d'expliquer l'initiative, il est nécessaire de préciser que cette démarche dépend en grande partie de valeurs défendues par ses « pratiquants »³⁴ : le respect (des hommes et de l'environnement), la justice sociale et écologique, la solidarité, la convivialité, la responsabilité citoyenne, l'engagement, l'humanisme, l'authenticité, la débrouille, l'harmonie, la spiritualité au sens large, la créativité, etc. Il s'agit de re-trouver une certaine cohérence entre sa réflexion et son action. Ces mêmes valeurs s'opposent à celles que la société consumériste et productiviste développe le plus pour assurer sa survie : l'individualisme, la sécurité matérielle, l'esprit de compétition, la dépendance aux experts, la distinction sociale, parmi d'autres. Christian Arnspenger parle de « spiritualité capitaliste » – car le système est bien plus qu'économique – qui pousse l'individu à davantage de consommation. L'envie est manipulée afin qu'elle devienne nécessité sociale ou psychologique.

4.2.3 *Repenser ses besoins : en pratique...*

L'individu, en quête d'un bonheur plus vrai, en vient à se poser la question de ses besoins réels pour vivre au quotidien. De quoi a-t-il besoin pour être heureux ? Il faut distinguer l'essentiel du superflu. L'acte de consommation ne remplace-t-il pas un vide plus existentiel ? Ne résulte-t-il pas de la frustration créée par la publicité ? Ensuite, il importe de s'attacher à l'impact de sa consommation sur l'environnement ou encore de vérifier le coût social de l'achat : l'origine du bien et la distance parcourue, les conditions de travail des fabricants, le système même de production. Quelles alternatives existe-t-il ? Puisqu'il n'y a pas de modèle à suivre et que chacun suit la voie qui lui convient le plus, il n'y a pas de réponse tout faite. Malgré tout, certaines tendances ressortent pour privilégier la qualité sur la quantité.

³⁴ Emeline De Bouver précise, dans sa recherche, que le profil général du « simplicitaire » est de classe moyenne, bénéficiant d'un niveau d'études assez élevé et souvent d'un âge mûr. Le choix de cette démarche n'est donc pas inné ou subi, mais une réaction contre un mode de vie confortable accessible ou déjà vécu.

a) Une alimentation locale et naturelle

Le sujet central qu'est l'alimentation représente un domaine majeur dans les changements d'habitude prônés par les objecteurs de croissance et les adeptes de la simplicité volontaire. Ce besoin essentiel peut être satisfait de mille et une manières selon la sensibilité de chacun. La volonté de se nourrir plus sainement, plus naturellement et en respectant l'environnement se traduit par la consommation de produits plus naturels et locaux. Les fruits et légumes de saison, issus de l'agriculture biologique régionale sont de plus en plus accessibles grâce aux « GASAP »³⁵ qui se forment par des citoyens engagés, mais aussi par l'accès direct aux producteurs sur les marchés locaux. Le principe du « GASAP » repose sur la formation d'un groupe d'une dizaine de ménages désireux de se fournir en fruits et légumes produits par un agriculteur de la région, qui pratique une agriculture biologique ou respectueuse de l'environnement. Ces pratiques permettent un rapport direct au producteur, une consommation naturelle et saine, ainsi qu'une sortie du circuit classique des grandes surfaces. Les aliments sont payés selon un prix juste, moins soumis aux lois concurrentielles du Marché.

L'objectif étant de revenir à plus d'autonomie en matière de consommation, le potager dans le jardin reste évidemment l'option privilégiée pour ceux qui en ont l'occasion. Même en ville, des habitants improvisent des balcons fleuris et utilisés pour des plantations en pots. Des jardins collectifs voient le jour dans de nombreuses villes européennes et ailleurs. Ils consistent en la réappropriation d'un terrain public délaissé afin d'organiser la culture de fruits et légumes entre membres d'un même quartier. C'est également le lieu pour développer le compostage collectif. Cette initiative permet une meilleure sensibilisation ainsi qu'une forme de convivialité et de rencontres pour le voisinage.

Au-delà des fruits et légumes locaux, bio et de saison, la consommation de viande et de poisson est certainement à réduire. Le système productiviste occidental a connu une importante augmentation de l'élevage intensif, afin de fournir quotidiennement les repas en viande. Les dégâts pour la santé sont impressionnants, mais ceux infligés à l'environnement d'autant plus : changement climatique, déforestation dans les pays du Sud afin d'y développer

³⁵ Groupements d'Achats Solidaires à l'Agriculture Paysanne. L'association *Le Début des Haricots* fait partie des dynamiques actives dans ce domaine : <http://www.haricots.org/>

l'élevage, mais aussi la production des immenses quantités de céréales et autres oléagineux nécessaires à l'alimentation du bétail dans les élevages intensifs, augmentation du prix des matières premières nécessaires à l'engraissement des bovins, etc. En ce qui concerne la pêche, les chiffres et l'état général des ressources marines rappellent l'urgence d'une diminution de la consommation poissonnière.

Il n'est donc pas rare que les individus, prenant conscience des conditions qu'impose un tel système de production, tendent à consommer moins de viande et de poisson. Encore une fois, le chemin est variable selon l'expérience, la sensibilité et la volonté de chacun.

b) Besoin de mobilité ? Moyen de transport réfléchi

La mobilité est une question qui prend une part de plus en plus importante dans le mode de vie occidental, mondialisé, reposant sur des technologies sans cesse améliorées : vélo, train, bus, voiture individuelle, tram, métro, train grande vitesse, avion, font partie du panel de choix proposé au citoyen. Chaque moyen de transport répond à un type particulier de mobilité. Mais ce besoin de transport répond bien souvent à un choix de vie ou de consommation : le travail éloigné de son habitation, le désir de voyage à l'autre bout du monde, les activités réparties dans des coins différents, les achats en ville ou zone commerciale.

Avant même de poser cette question du choix de transport, il convient de rappeler que ces besoins de mobilité découlent d'un mode de vie occidental dans un monde industrialisé disposant d'une énergie abondante et bon marché. Il est certain que la remise en question radicale de cette situation n'est pas évidente dans une démarche de vie vers plus de simplicité. La voiture individuelle, coûteuse à l'achat, l'entretien, l'assurance, l'essence et en pollution, ne semble pas le meilleur moyen de se libérer matériellement. Cette révolution du XX^{ème} siècle participe à l'individualisation de la société et à l'engorgement des villes, mais aussi à la destruction du paysage. Il n'est donc pas surprenant que l'on choisisse les modes de transport doux dès que possible (la marche, le vélo) ou les transports en commun. Le covoiturage connaît un succès croissant.

Au-delà donc du choix de moyen de transport, certains poussent la réflexion plus loin : est-ce nécessaire de devoir être mobile à ce point là ? Un lieu de travail plus proche, une

consommation de produits locaux, des vacances en Belgique ou en Europe, des amis dans le voisinage,... Chacun suit certaines directions selon ses envies.

c) Ville ou campagne, l'impact de l'habitat

Au-delà de l'alimentation et de la mobilité, le foyer de vie représente aussi notre façon de vivre. Que ce soit en ville ou à la campagne, les deux options peuvent présenter des avantages et des inconvénients. La zone urbaine offre souvent des logements plus petits et moins énergivores. La ville offre également tout ce qu'il faut à proximité sans avoir besoin de véhicule privé. Cependant, elle est aussi synonyme de tentations plus grandes par l'omniprésence de la publicité et des temples de la consommation (fastfood, commerces, cinémas).

L'habitation en zone rurale offre, quant à elle, un cadre naturel plus relaxant qui permet un contact plus facile avec la nature, par les promenades ou encore la culture de son potager. Mais ce mode de vie nécessite souvent l'achat d'une maison quatre façades, plus chère et dévoreuse d'énergie. Toutefois, à partir de son habitat de départ, il est possible pour certains de le modifier selon des méthodes moins polluantes : la récupération de l'eau de pluie, la toilette sèche³⁶, l'isolation, la gestion d'un compost, le chauffage au bois, etc. Les habitats alternatifs se développent aussi : entre la yourte, les roulottes, les cabanes et maisons en bois ou les maisons de torchis. L'Europe du Nord appuie, pour sa part, de nouveaux projets de cohabitation où la solidarité et le partage retrouvent toute leur importance.

d) Créativité et solidarité vers d'autres alternatives

Les explications de la démarche n'ont pas pour objectif de décrire dans le détail chaque action participant au changement. Il peut cependant être mentionné que de multiples initiatives alternatives existent vers une moindre consommation et un plus grand respect de l'environnement et de l'homme. Les magasins de vêtements de seconde main, la médecine douce, les formations ou magasins offrant des produits d'entretien naturels, les « prêteries » et autres initiatives permettant les dons ou échanges de biens non-utilisés.

La télévision, représente un moyen important du système économique dans la création de nouveaux besoins et favorise la passivité plutôt que la réflexion et l'action. Se libérer de cet

³⁶ La TLB, Toilette à Litière Bio-maîtrisable, comporte de multiples avantages. *Les Amis de la Terre* se chargent de sa promotion en informant les ménages et citoyens sur ses bienfaits écologiques.

objet facilite considérablement la prise de recul sur la publicité et les moyens de divertissement anesthésiants. Le geste permet aussi de retrouver une part importante de temps et des échanges plus profonds entre cohabitants. Cette solidarité locale est susceptible de créer de nouvelles méthodes d'action pour répondre aux besoins quotidiens. Pour Paul Ariès, « *L'enjeu est d'inventer des façons de combattre le système qui ne l'alimentent pas.* » (ARIES 2007, 262)

4.2.4 Le rapport au temps : travailler moins pour vivre plus

Essentiel dans la démarche de simplicité volontaire : la question du temps. Ce temps si précieux, tellement compté dans notre société, est consacré en majeure partie à l'emploi. Il suffit de regarder autour de soi pour comprendre que les gens courent et s'épuisent au travail. Celui-ci permettra à chacun de jouir d'une certaine position sociale et des biens de l'économie grâce au salaire, plus ou moins élevé, qu'il offrira. Avec cette somme d'argent, l'individu répond à ses besoins et ceux de sa famille, mais en plus peut se permettre un plaisir marchand, qui peut souvent combler un manque plus profond de l'individu : télévision, vacances à l'hôtel, restaurants, grosse voiture, etc. Le travail dans la société capitaliste peut être de plus en plus destructeur de la personne.

Les citoyens en recherche d'autre chose critiquent ce modèle proposé, le rêve à atteindre pour les moins riches. Puisque c'est le temps consacré au travail qui permet le salaire nécessaire à la consommation des biens et services proposé par la société marchande, certains font le choix de travailler moins. Le système belge permet plus facilement qu'avant de modifier son implication au travail. Ce changement implique un salaire moins élevé et un gain de temps de vie pour soi-même, pour son entourage et aussi pour plus d'autonomie.

Le travail en soi, n'est pas critiquable, mais la place primordiale que, prend dans nos sociétés occidentales, le travail « salarié » peut poser question. Le temps consacré, mais aussi le sens qu'on peut lui donner et l'épanouissement qu'il apporte au travailleur, contribuent-ils à un mieux-être réel de la société et de son environnement à long terme ? Rendent-ils l'individu plus heureux et fier de ce qu'il fait ? Toutes ces questions peuvent apparaître dans le changement de perspectives.

La simplicité volontaire propose de ralentir sa vie. Cet aspect-là est encore plus développé dans un autre mouvement appelé *SLOW*³⁷: le *slow food*, *slow work*, *slow money*, etc. Le ralentissement peut être perçu négativement, mais il s'agit de prendre le temps de bien faire les choses et de poser les bons choix, en pleine conscience de l'esprit : s'émerveiller de la nature et profiter des échanges humains.

4.2.5 Le plaisir redéfini et plus de liens relationnels

Vivre plus simplement, comme il a été décrit précédemment, cela ne correspond pas à une restriction douloureuse sur tous les plans de sa vie. La volonté de se libérer des biens matériels et d'une certaine facilité (ou complexité) de vie proposée par le système, permet de retrouver un plaisir personnel plus authentique à l'écoute du monde, de ses proches et de son environnement. Pour Nicolas Ridoux, la simplicité volontaire est « *la condition d'une plus grande joie de vivre* » (RIDOUX 2006).

L'objectif étant de se détacher au maximum des activités nécessitant argent, le « simplicitaire » tend à trouver le plaisir dans les choses simples comme la lecture, le jeu en plein air, la promenade, la discussion entre amis, l'art, le jardinage, la cuisine, etc. Le temps retrouvé, suite à une réduction du temps de travail, permet un temps libéré pour ces plaisirs plus authentiques. Ce temps libéré est également susceptible d'augmenter l'autonomie du foyer vis-à-vis du système économique. Cuisiner un maximum par soi-même avec des aliments de proximité, bricoler et créer à partir de matériaux de récupération. La tendance vers davantage d'autonomie dans sa consommation s'oppose à la situation d'hétéronomie accrue dans la société où la dépendance aux experts de toutes sortes s'accroît. L'autonomie ne signifie pas l'isolement, le repli sur soi. La famille, les amis, le voisinage, et la communauté sont essentiels dans cette démarche : les échanges (de savoirs ou de biens), les partages et la solidarité assurent cette prise de distance envers le monde marchand. Se détacher du travail et de la consommation incessante représente aussi une ouverture à plus de disponibilité aux autres, à leur écoute et au partage humain. C'est prendre toute la mesure de l'importance des liens sociaux... comme c'est encore le cas dans d'autres sociétés moins occidentalisées.

³⁷ *Le Slow Movement prône un changement dans notre façon de vivre et de travailler qui conduit à renoncer à la concurrence, à l'habitude de faire plusieurs choses à la fois et à la consommation compulsive.* (Le Courrier International Hors série, décembre 2009, p.42)

Cette direction ne peut que rarement s'opérer sans une redécouverte d'une certaine forme de spiritualité. Le terme « spiritualité » est à comprendre au sens large : une recherche, une attention, une ouverture, une sensibilité. « *La simplicité volontaire peut être liée à une démarche spirituelle – ou pas. Cette démarche spirituelle peut être totalement laïque.* » (BAYON & FLIPO & SCHNEIDER 2010, 59) Le désencombrement matériel, la diminution du temps de travail et les liens accrus, tous laissent plus de place pour une démarche de l'esprit. Chacun y consacrera alors l'importance désirée vers une certaine réflexion, une philosophie, un bonheur plus authentique ou un engagement social.

Albert Tévoédjré, dont l'ouvrage sera développé en fin de travail, voyait déjà le changement s'opérer dans les sociétés occidentales à la fin des années 1970. Son explication, d'un point de vue africain, confirme les prétentions de ce mode de vie non-conventionnel : « (...) *dans les sociétés réputées opulentes le problème est désormais posé de la pauvreté au pouvoir, que ce n'est pas seulement une question d'économie matérielle qui pousse les uns à utiliser des voitures de faible cylindrée , d'autres à revenir à la bicyclette, et ceux-là à se servir des moyens de transport de masse. Non. Il y a aussi la satisfaction de produire soi-même les fruits et les légumes que l'on consomme, le plaisir de l'exercice physique ; il y a surtout, pour ceux qui le recherchent, l'épanouissement que suscite la libération de l'accaparement et de l'accumulation.* » (TEVOEDJRE 1978, 132)

4.2.6 L'action collective : le militant existentiel

Vivre une certaine forme de pauvreté représente un acte individuel, de conscience et de sens recherché dans sa propre vie face à un constat grave du modèle actuel. Cet acte représente donc bien une forme de contestation du système. Pour que celle-ci ne reste pas enfouie, il est nécessaire qu'elle se partage et qu'elle se développe collectivement. Pour Paul Ariès, la simplicité volontaire est nécessaire, mais insuffisante.

Christian Arnsperger appelle ces hommes et femmes, impliqués dans le courant opposé, « des militants existentiels »³⁸. Ils portent un message d'émancipation. Cette expression doit être comprise au sein d'une critique de l'existence capitaliste, bien plus qu'une forme économique, celle-ci s'apparente même à une forme de spiritualité.

³⁸ ARNSPERGER, Ch. (27 septembre 2009), *Ethique de l'existence post-capitaliste* : conférence sur la présentation de son ouvrage à Namur.

Serge Mongeau parle quant à lui de « prophètes » ou d'avant-gardistes. Ils représentent cette contestation et le message à porter à la population élargie. Pour remplir ce rôle, il est nécessaire d'en parler autour de soi, de témoigner et de partager l'expérience ainsi que les idées. L'implication associative ou politique engage le citoyen vers ce genre d'actions collectives : l'éducation permanente, les manifestations, les actions publiques,... Il faut un changement culturel et éducatif pour accompagner le mouvement : « *Les objecteurs de croissance engagés dans la simplicité volontaire découvrent le plus souvent de nouvelles formes de coopération. Ils participent alors à ces multiples expérimentations collectives qui constituent autant de lieux où s'invente le monde décroissant. La liste de ces alternatives serait beaucoup trop longue : coop bio, bourses d'échanges, crèches et écoles alternatives, squat, potager collectif, repas de quartier, comité de quartier, cours d'entraide, associations d'entraide, etc.* » (ARIES 2007, 254)

A cette liste, on peut ajouter le mouvement des *Villes en Transition*³⁹ qui connaît depuis peu un élan dynamique. Ce concept créé au Royaume-Uni, et s'étendant actuellement dans les pays occidentaux, rassemble des citoyens soucieux du changement climatique et de l'après-pétrole. Ces individus regroupés s'engagent dans des projets collectifs afin de sensibiliser la population et de créer de multiples initiatives pour expérimenter des modes de vie sans pétrole : potagers collectifs, monnaie locale, transports doux, isolation, etc.

Les *SEL*, services d'échanges locaux, constituent des réseaux de partage des savoir-faire et de compétences au sein d'une entité locale. Chaque membre propose un service gratuit, et peut alors également profiter du service d'un autre.

Bien que les motivations et espérances de ces individus soient, chacune différentes, selon la sensibilité et l'histoire de chacun, ces démarches décrites sont susceptibles de s'inscrire dans le mouvement pour la décroissance, précédemment détaillé. Paul Ariès attire le regard sur la perspective globale de la simplicité volontaire : « *Donc, de la même façon que la simplicité volontaire doit être combinée à des formes d'expérimentations collectives, ces dernières doivent être articulées à la construction d'un mouvement politique.* » (ARIES 2007, 256)

³⁹ En anglais, *Transition Town*, idée créée par HOPKINS, R. (2008), *The Transition Handbook: from oil dependency to local resilience*, Totnes, Green Books.

Pour une analyse de la situation du mouvement « Transition » au Royaume-Uni, voir l'enquête : SEYFANG, G. (2009), *Green Shoots of Sustainability, the 2009 UK Transition Movement Survey*, University of East Anglia

La simplicité volontaire représente ainsi la démarche de vie la plus complète pour les militants engagés dans une réflexion sociétale comme la décroissance. Elle permet de vivre en cohérence avec ses idées, mais surtout une expérimentation vécue du message porté par le mouvement. Ce changement personnel se déploie idéalement au collectif, par des initiatives diverses comme celles décrites précédemment. En quoi ces multiples engagements citoyens ont-ils un rapport au Sud ? La partie suivante essaie de répondre à cette interrogation en présentant le discours d'auteurs qui défendent ce changement radical de la société occidentale.

5. La décroissance au Nord : un engagement pour le Sud

Alors quel serait le lien entre une société de décroissance au Nord et la situation des pays du Sud ? Dans une économie mondialisée et un monde qui ressemble de plus en plus à un « village », il est évident que la question touche directement les peuples non-occidentaux. L'objectif de ce mémoire n'est pas d'établir les liens et impacts directs entre notre mode de vie en Occident et les conditions de vie ailleurs. Il s'agit plutôt d'intégrer ces actes quotidiens individuels, compris dans une globalité de la société du Nord, et la tendance générale qu'elle suppose ailleurs.

En présentant brièvement les démarches citoyennes porteuses d'un message politique et d'un idéal de société, cette recherche souhaite éclairer le lecteur sur la réalité qu'implique le déploiement des valeurs attachées à la société de croissance. Les auteurs qui s'y opposent au Nord, rejettent cette même société matérialiste pour le Sud, sans pour autant leur présenter un nouveau modèle. Les arguments du mouvement permettront ensuite de clarifier leur position. Premièrement, en abordant l'impérative question environnementale, ensuite, en expliquant la logique de guerre économique qu'induit la mondialisation néolibérale. Mais l'essentiel de leur propos portera sur la dimension culturelle du débat. Celle-ci semble gouverner l'ensemble des relations Nord/Sud. Dans cette approche, le regard occidental porté sur l'autre sera questionné afin de faciliter la compréhension du concept de « pauvreté », souvent à l'origine de l'aide au développement.

Plus que bénéfique, la direction envisagée par la décroissance paraît indispensable avant tout autre projet de solidarité, si l'on suit le raisonnement de ses partisans : *« Il est clair cependant que la décroissance au Nord est une condition de l'épanouissement de toute forme*

d'alternative au Sud. » (LATOUCHE 2008, 54) La décroissance est avant tout un projet pour le Nord. Les chapitres suivants confirmeront le point de vue exprimé ici par Serge Latouche.

5.1 Mais de quel Sud s'agit-il ?

Avant de commencer à approfondir la position du mouvement concernant le Sud, il est préférable de préciser ce que recouvre le terme « Sud » dans ce travail. Quand on parle de liens « Nord – Sud », il s'agit souvent des pays occidentaux (Europe, Etats-Unis, Canada, Australie, Japon- rassemblés sous le sigle de l'OCDE) et du reste du monde, même les pays émergents. Le Sud ne représente certainement pas un ensemble homogène, vu les conditions économiques, politiques, sociales et culturelles diverses. Cependant, le Sud rappelle que ces pays ont été autrefois colonisés ou influencés par l'Occident dans leur histoire. Après la colonisation, les indépendances et l'ère du développement, une partie de la population s'est adaptée aux changements par l'urbanisation, l'enrichissement des élites, l'occidentalisation des institutions et certains gouvernements corrompus. Le Sud recouvre donc une multiplicité de peuples et de classes sociales.

Ce travail entend quant à lui cibler les populations en marge du système économique mondialisé, « *les naufragés du développement* » : les petits agriculteurs, les paysans sans terres, les peuplades primitives subsistantes, les sociétés traditionnelles, les experts de l'économie informelle, ou encore les travailleurs exploités par les multinationales.

5.2 La décroissance du Nord, contre la création d'une logique de croissance au Sud

Sans être éclairés par la réalité sociale actuelle dans les sociétés « peu développées », et en suivant le raisonnement simpliste de l'économie, certains esprits d'Occident prétendent contribuer à l'enrichissement des peuples « pauvres » grâce à leur croissance soutenue. Si cet avis peut sans doute être en partie confirmé, il ne l'est qu'au niveau des chiffres et au bénéfice d'une minorité du pays. La situation est bien plus complexe. Pour les objecteurs de croissance, on peut affirmer directement que leur avis est tranché : la croissance du Nord est responsable de situations déplorables au Sud.

Dans une tranche de la population sensibilisée à cet état, beaucoup trouveraient logique une décroissance au Nord pour plus de croissance au Sud, et enfin atteindre l'égalité et la justice

économique. Mais penser ainsi serait une preuve que le message n'est pas réellement passé. Serge Latouche exprime la compréhension partielle du phénomène, chez certaines critiques de la mondialisation néolibérale : « *Un nombre grandissant de militants altermondialistes concèdent désormais que la croissance que nous avons connue n'est ni soutenable, ni souhaitable, ni durable, tant socialement qu'écologiquement. Toutefois, la décroissance ne serait pas un mot d'ordre porteur et le Sud devrait avoir droit un temps à cette maudite croissance, faute d'avoir connu le développement.* » (LATOUCHE 2004, 18-19)

L'enjeu, pour le Sud, est de sortir de cet impératif de croissance, compris comme l'augmentation de la richesse financière d'un Etat, celui-là même qui autorise l'exploitation naturelle et humaine en creusant considérablement les inégalités. Cette direction non-souhaitable pour la majorité ne mènerait qu'à un mimétisme de la société industrielle, supposée universalisable. Sortir de la croissance pour les peuples « insuffisamment croissants » ne signifie donc pas les restreindre matériellement, mais bien leur offrir la possibilité de déterminer leur société librement, hors de tout présupposé économique, en suivant les besoins collectifs propres à leur situation : « *Certes, au Sud, la décroissance de l'empreinte écologique (voir du PIB) n'est ni nécessaire ni souhaitable, mais il ne faudrait pas en conclure pour autant à la nécessité de construire une société de croissance ou de n'en pas sortir si on y est déjà rentré.* » (LATOUCHE 2006, 243)

Puisque la décroissance n'est pas seulement une réduction de la production, mais avant tout un changement d'imaginaire collectif, la croissance au Sud ne se limite donc pas à une simple augmentation productive, mais entraîne avec elle toute une logique « économiciste » occidentale. C'est bien cet aspect qu'il importe de rejeter : « (...) *aucun partisan de la décroissance ne s'est jamais prononcé en faveur d'une décroissance homothétique des consommations de ressources (consommation finale, consommation intermédiaire ou investissement) sur l'ensemble des territoires du globe comme certains leur en prêtent l'intention.* » (BAYON & FLIPO & SCHNEIDER 2010, 191)

Serge Latouche rapporte les propos d'un leader paysan guatémaltèque : « *Laissez les pauvres tranquilles et ne leur parlez plus de développement* ». Cet avis ne doit certainement pas être perçu comme une exception, il repose dans la tête de millions d'individus au Sud, à qui les logiques « développementistes » ont été imposées, à leurs plus grands dépens.

La décroissance représente plutôt « *la matrice autorisant un foisonnement d'alternatives* » (LATOUCHE 2004, 18) nécessaire au Nord. L'urgence est d'empêcher que cette logique de

croissance continue à coloniser les imaginaires d’Afrique, d’Asie et d’ailleurs ; que ce soit à travers les projets de développement en provenance des ONG, l’aide au développement, l’intégration économique ou autres. Il importe d’insister sur le rejet de « la logique de croissance », comme moteur de société et de décisions publiques, et non sur la croissance de la production des biens essentiels propres aux besoins d’un peuple donné. Encore faut-il nuancer cette volonté.

Le mouvement de la décroissance est directement, ou presque, relié au courant pour l’après-développement (aussi appelé « post-développementaliste »). Celui-ci propose une sortie de l’imaginaire du développement, tout comme la sortie de la croissance. L’échec du développement depuis la fin de la seconde guerre mondiale est reconnu dans les divers milieux : tiers-mondistes, ONG, gouvernements, institutions internationales.

« Si la décolonisation politique s’est accomplie, celle de l’imaginaire reste à faire. Dénoncer l’imposture de la croissance pour le Sud est essentiel. Car elle est synonyme non seulement, comme au Nord, d’une guerre économique (avec ses vainqueurs et encore plus ses vaincus), mais aussi d’un pillage sans retenue de la nature, de l’occidentalisation du monde et de l’uniformisation planétaire, enfin du génocide ou tout au moins de l’ethnocide pour toutes les minorités indigènes. » (LATOUCHE 2006, 249)

Paul Ariès poursuit la réflexion dans la même logique. Même si le projet de la décroissance est d’abord un mouvement à développer au Nord, ses auteurs, sans toutefois tomber dans le même piège paternaliste que certaines ONG, estiment que l’objection de croissance a toute sa raison d’être en parallèles aux mouvements sociaux du Sud : *« Il faudra nous en souvenir lorsque nous tenterons de comprendre dans quelle mesure la décroissance concerne aussi le Sud. Nous n’avons pas de leçon à donner aux pays pauvres si ce n’est l’enseignement que notre voie conduit l’humanité à une impasse. » (ARIES 2007, 26)* Le même auteur souligne que la décroissance, même si elle vise un nouveau projet de société au Nord, est intimement lié aux combats des peuples du Sud : *« Nous devons aussi réhabiliter les façons traditionnelles de faire et rendre légitimes les cultures populaires ainsi que les résistances à la modernité des pays du Sud. » (ARIES 2007,155)* Plus loin dans son ouvrage, il répète que *« la décroissance concernera les bouffis de la croissance mais elle permettra aux pauvres de pouvoir vivre enfin leurs propres existences et leurs propres cultures : les milieux populaires ne seront plus obligés de ‘copier’ le mode de vie bourgeois. » (ARIES 2007,181)*

« *Nous revendiquons le titre d'anti-mondialiste plutôt que celui d'altermondialiste.* » (ARIES 2007,203) Ces propos peuvent surprendre, par rapport à l'ouverture prônée par le mouvement décroissant. Cependant, le sens ici est de démontrer qu'il faut nécessairement relocaliser les modes de vie plutôt que de vouloir une autre mondialisation, dans laquelle les individus et les produits voyageraient aux quatre coins de la planète. Paul Ariès vient néanmoins rappeler que la décroissance ne signifie pas le repli identitaire des peuples : « *Nous prônons une conception du local qualifiée parfois de 'local sans les murs'* » (ARIES 2007, 204). Cette relocalisation, qu'elle soit au niveau mondial ou régional, développerait précieusement des liens de solidarité entre les territoires autonomes inégalement dotés.

La position des objecteurs de croissance est donc claire. Leur projet de société concerne le Nord, bien que la croissance et le développement restent autant critiqués pour le Sud. « *Paradoxalement, le projet de la décroissance est né en quelque sorte au Sud ou à propos du Sud, et plus particulièrement de l'Afrique. Le projet d'une société autonome et économe a émergé, en effet, dans le fil de la critique du développement. Cette critique a été surtout théorique au Nord mais aussi pratique au Sud.* » (LATOUCHE 2008, 49-50)

L'investissement personnel et collectif des citoyens dans le projet de « pauvreté choisie » représente une contestation constructive portant un message symbolique et militant, en solidarité aux peuples du monde.

Voyons à présent les arguments des critiques de la croissance. Pourquoi choisir cette voie en la supposant favorable, dans une large mesure, aux communautés du Sud ?

« *L'idéologie de la croissance permet surtout de faire patienter les peuples en leur laissant croire qu'ils seront eux aussi riches, un jour, demain ou dans mille ans, lorsque la division technique et marchande du travail aura ouvert toutes grandes les portes de l'abondance universelle.* » (BAYON & FLIPO & SCHNEIDER 2010, 137).

5.3 Les arguments du mouvement

Avant de développer l'aspect plus culturel et abstrait des partisans de la décroissance et de l'après-développement, il ne peut être omis de citer deux arguments fondamentaux et concrets dans le débat pour un changement radical du fonctionnement économique des sociétés du Nord. L'aspect environnemental et celui du système néolibéral mondialisé sont primordiaux dans la réflexion. Ceux-ci ne seront cependant pas approfondis.

5.3.1 L'impératif respect du milieu naturel des peuples

Le système en marche montre ses limites physiques et naturelles. Deux siècles d'industrialisation croissante ont laissé des traces, actuellement encore trop peu prises en compte. La logique d'aujourd'hui incite généralement à voir chaque problème séparément, sans faire les liens entre eux. Les objectifs sociaux d'un projet de développement ne trouvent pas spécialement d'intérêt à l'aspect environnemental de l'action. Il est pourtant évident que toute réflexion sur le fonctionnement d'une société nécessite de prendre en compte les limites environnementales. L'environnement ne doit donc plus être l'affaire des seuls écologistes convaincus. La destruction de celui-ci est amplifiée dans les pays du Sud : déforestation pour y développer les monocultures destinées au marché occidental, pillage des matières premières, exploitation des ressources énergétiques, pollution des eaux, des terres et de l'air, surexploitation maritime, disparition des espèces de la faune et la flore.

Pour ajouter à ces catastrophes sur le milieu de vie des populations du Sud, le changement climatique vient désormais planer au dessus de leurs têtes comme des crises insurmontables pour les décennies à venir⁴⁰ : montée des eaux de la mer, sécheresses, ouragans, épidémies et famines, inondations et tornades. La situation déjà critique des réfugiés politiques, des migrants sans-papiers, et d'autres fuyant la misère de leur pays, se trouvera aggravée par les réfugiés climatiques, cherchant leur seul espoir de survie dans le Nord. « *Nous avons contracté à l'égard du Sud une immense « dette écologique ».* Commencer à la rembourser en

⁴⁰ La situation critique sur le dérèglement climatique provoque déjà de multiples dégâts chez les peuples du Sud, ce lien témoigne les faits subis aux quatre coins du globe : <http://www.foei.org/fr/publications/pdfs/climate-testimonies/>

réduisant notre prédation serait œuvre de justice. Il s'agira, nous le verrons, moins de donner plus que de prélever moins. » (LATOUCHE 2007, 62)

La société de décroissance, de par sa radicalité, entend cesser significativement la destruction croissante des écosystèmes, réduire le changement climatique menaçant ainsi que l'exploitation des richesses naturelles appartenant aux peuples vivant sur ces terres.

La citation précédente, de la plume de Serge Latouche, peut être interprétée plus profondément en fil rouge de ce travail : L'accent est mis sur notre propre action et mode de vie, ceux provoquant la situation difficilement acceptable dans les nations lointaines. Il s'agit bien plus de changer et de faire avec moins que de tenter de trouver davantage de fonds et « d'aide » pour panser les malheurs engendrés par le système. Cette réflexion sera poursuivie dans les pages suivantes.

Pour sa part, Paul Ariès rappelle à nouveau le lien étroit entre l'ensemble naturel et l'humanité. Le système actuel a nié depuis ses débuts le respect et le partenariat impératifs envers la Nature. Il en découle des inégalités sociales que l'on connaît aujourd'hui : « *Toute dégradation de l'environnement est aussi un facteur d'inégalités sociales : les pays les plus pauvres sont les premières victimes de cet effondrement car il les empêche d'utiliser des ressources qui leur reviendraient normalement* » (ARIES 2007, 48). L'auteur argumente donc que la décroissance est un processus physiquement nécessaire, en plus d'être souhaitable pour sortir de la société « croissanciste ». Il rajoute d'ailleurs, en parlant du Sud, que « *notre enrichissement provient de leur pillage.* » (ARIES 2007, 109) Enfin, à côté de la relocalisation nécessaire contre le vol des ressources lointaines, cette « antimondialisation » semble indispensable pour contrer efficacement la menace climatique : « *On ne combattra le réchauffement que globalement, mais cela passe par le local.* » (ARIES 2007, 204)

Ce premier argument portant sur le capital naturel à sauvegarder urgemment pourrait bien sûr être davantage développé. Ce n'est pas l'objectif ici. Mais ces éléments ne pouvaient être mis de côté puisque tout respect envers le Sud ne se fera qu'en cessant la prédation de leurs ressources et la destruction du milieu naturel.

5.3.2 La déconnexion économique et culturelle de la mondialisation néolibérale

Un second aspect majeur, mais tout aussi lié au précédent, dans l'objectif de bien-être des populations non-occidentales, repose dans le système économique en vigueur. La décroissance est bien entendu opposée à la mondialisation économique néolibérale⁴¹. Plus loin qu'un désastre environnemental, c'est d'abord un échec au niveau social et humain. Les inégalités, entre pays et entre individus, s'accroissent tout comme la situation de misère sociale. « *C'est pourquoi notre combat se situe résolument contre la mondialisation et le libéralisme économique.* » (LATOUCHE 2007, 142)

Aminata Traore, Malienne intellectuelle engagée et autrefois ministre dans son pays, ne cache pas sa colère envers des mécanismes de prédation et de paupérisation du peuple. Si le système économique mondial est certainement critiqué même par les partisans du développement, la militante africaine s'attaque fermement aux logiques de « lutte contre la pauvreté » décidées par les institutions financières internationales : Fonds Monétaire International, Banque Mondiale, Organisation Mondiale du Commerce.

La dette et les programmes d'ajustement structurel ont provoqué le désengagement de l'Etat au niveau social (dans le secteur éducatif et de la santé), la marchandisation de la société, les privatisations, l'ouverture au commerce international et la production tournée vers l'exportation. Ces dispositions, encouragées par les organismes internationaux de l'Occident, sont sources de misère sociale et de déculturation. Traoré parle de « *mécanismes de confiscation de notre destin* » (TRAORE 2002, 52).

Il convient dans cette situation de bien marquer le décalage important entre les élites politiques africaines et la population. Les premiers jouissant, pour une grande majorité d'entre

⁴¹ Le rapport du PNUD en 1992 indique, pour sa part, la ferme croyance dans la croissance économique et la mondialisation afin de permettre des avancées humaines : « *Les marchés mondiaux, tant des biens que des services, doivent être libéralisés de façon à accélérer la croissance mondiale et à en assurer une répartition plus équitable. Il faudrait en particulier supprimer les restrictions en vigueur concernant les exportations de textile et d'habillement, ainsi que de produits agricoles et tropicaux en provenance des pays en développement. Ces pays pourraient alors accroître leurs recettes d'exportation de 40 millions de dollars par an. Ce faisant, ils bénéficieraient de nouvelles possibilités d'emplois et de création de revenu pour leur population.* » (PNUD 1992, 99)

eux, des privilèges de l'homme blanc, prétendent favoriser leur peuple en suivant les lignes de l'économie néolibérale. Les communautés locales n'ont plus leur mot à dire. « *l'engagement des chefs d'Etats africains basé sur une vision commune, ainsi qu'une conviction ferme partagée qu'ils ont le devoir pressant d'éradiquer la pauvreté et de mettre leur pays (...) sur la voie de la croissance durable et du développement et, en même temps, de participer activement à l'économie mondiale.* » Elle précise d'ailleurs qu'« *aucune croissance n'est durable sur la base de l'exclusion de son peuple et de l'alliance avec les forces du marché.* » (TRAORE 2002, 171)

Le système néolibéral, responsable de misère au Sud, ajoute à son tableau de chasse, non seulement la fuite des matières premières et des capitaux, mais aussi des bras valides et des cerveaux du Sud. L'attrait de la richesse occidentale étant trop fort pour les exilés désireux de goûter à la superficialité matérielle et espérant aider leurs proches restés aux pays. La mondialisation impose donc ses règles économiques, propres à la société industrielle : « *Dans une économie mondialisée, il n'existe pas de place pour une théorie spécifique destinée au Sud. (...) A un monde unique, correspond une pensée unique.* » (LATOUCHE 2001, 6)

La situation de dépendance et de soumission aux lois internationales du commerce entraîne une déculturation ainsi qu'une perte d'autonomie. « *L'arrimage de nos économies au char de la mondialisation conduit à l'aliénation, au renoncement à nous-mêmes et aux solutions qui nous sont familières.* » (TRAORE 2002, 41)

Aminata Traoré exprime radicalement son opinion quant à la situation critique du continent africain, et du Sud en général : « *L'économie africaine est sinistrée et elle a besoin de remèdes radicaux.* » (TRAORE 2002,158) Même si l'auteur ne s'affirme pas directement comme partisane du mouvement de la décroissance, son discours s'apparente fort à la révolution culturelle prônée par les militants de cette option au Nord. L'amélioration réelle des conditions de vie ne dépendra pas d'un remodelage du discours « développementiste » et « croissanciste », mais bien d'un changement fort dans les mentalités : « *La réhabilitation de notre imaginaire politique et social, la réflexion et l'action alternatives exigent donc avant tout d'exorciser les mots et de déconnecter notre pensée de la théorie dominante qui nous aveugle.* » (TRAORE 2002, 185)

En soulignant que « *les causes du marasme africain vont encore une fois, si nous n'y prenons garde, être érigées en solutions* » (TRAORE 2002, 89) il est à nouveau question de cette même croyance « économiciste ». Qu'elle se traduise dans le Sud sous la bannière du développement, ou dans le Nord sous celle de la croissance, dans les deux cas il convient de s'opposer à la logique productiviste soi-disant bénéfique au peuple. « (...) *les objecteurs de croissance n'ont aucune raison de ne pas faire leurs programmes de 'delinking' (déconnexion) préconisés naguère par les tiers-mondistes, comme Samir Amin.* » (LATOUCHE 2006, 249)

La décroissance condamne la soumission des Etats, peu ou non- industrialisés, à une logique qui prétend leur faire découvrir la richesse en s'adaptant à la demande économique internationale : par l'exportation de matières premières spécialisées ou par la confection de biens manufacturés aux moindres coûts dans les usines de multinationales. « *Il est clair que la décroissance au Nord est une condition de l'épanouissement de toute forme d'alternative au Sud. Tant que l'Ethiopie et la Somalie sont condamnées, au plus fort de la disette, à exporter des aliments pour nos animaux domestiques, tant que nous engraissons notre bétail de boucherie avec les tourteaux de soja faits sur brûlis de la forêt amazonienne, nous asphyxions toute tentative de véritable autonomie pour le Sud.* » (LATOUCHE 2004, 18)

Il s'agit donc de s'opposer à cette logique économique mondialisée pour enfin laisser la réelle autonomie, supposée conquise lors des indépendances, aux Etats décolonisés. S'il convient ici de parler de niveau économique et productif, Serge Latouche, ramène encore l'essentiel de la question à l'importance culturelle : « *La première étape consiste à rompre avec la dépendance économique et culturelle vis-à-vis du Nord. La rupture de la dépendance est fondamentalement plus culturelle qu'économique. Certes une politique économique autonome est indispensable. La rupture avec l'exportation systématique de cultures spéculatives au détriment de l'autosuffisance alimentaire est d'autant plus nécessaire que c'est aussi l'autosuffisance en eau qui est en question. (...) Pour beaucoup de pays d'Afrique noire, la seule 'déconnexion' suffirait à éliminer rapidement la misère et à engendrer le bien-être à l'abri du consumérisme.* » (LATOUCHE 2006, 247)

L'objection de croissance au Nord entend déconstruire l'idéal économique imposé au Sud, afin d'arrêter l'hémorragie sociale et environnementale. L'épanouissement de la majorité passera nécessairement par une déconnexion du système mondialisé pour profiter d'une réelle

autonomie politique et économique. Les deux arguments précédents sont longuement traités en dehors même du mouvement décroissant. Ils sont difficilement contestables et à la fois très vastes, c'est pourquoi ils ne sont pas explicités davantage. Mais si ces éléments sont essentiels, il faut donc les prendre en compte impérativement dans toute volonté « d'aide envers le Sud ». Cependant, la décroissance ne s'oppose pas seulement à la marche actuelle pour ces raisons évidentes. Elle propose un renversement du paradigme pour défendre la richesse culturelle du monde, avec sa diversité réelle et le respect des valeurs de chaque peuple.

5.3.3 *Abandon de la croissance, pour un « après-développement » pluriel*

Les objecteurs de croissance trouvent donc un écho au sein du mouvement pour l'après-développement⁴². La critique du mythe de la croissance économique au Nord, vaut autant que le constat d'échec incontestable de l'ère du développement. Le projet de la décroissance serait d'ailleurs, en partie, le résultat des critiques du développement face aux enjeux sociétaux actuels. Les notions de « croissance » et de « développement » sont donc toutes deux rejetées par le mouvement. Ce rapprochement est délicat et certains militants altermondialistes s'opposent à la réduction du « développement » comme étant la croissance économique⁴³. Le débat est long sur ces deux notions. Mais étant donné la volonté de s'opposer aux mots toxiques, recouvrant de multiples réalités, et souvent invoqués de manière dogmatique, les objecteurs de croissance s'opposent autant au « développement ». Car si le terme est désormais ponctué d'adjectifs divers afin de définir « le bon » développement (durable, humain, social, endogène, autocentré, etc.) il subsiste comme un vocable dangereux, supposant avant tout une prédominance de l'économique sur les autres aspects de la vie.

« Présenté comme la solution aux problèmes du Sud, le développement n'est souvent qu'un autre visage de l'occidentalisation du monde. (...) Il signifie inégalités, destruction de l'environnement et des cultures. » (LATOUCHE 2001, 6)

⁴² <http://www.apres-developpement.org>

⁴³ L'économiste représentant d'ATTAC, Jean-Marie Harribey, fait partie des défenseurs du « développement » tout en critiquant le dogme de la croissance capitaliste. Il ne se range pas dans le camp de la décroissance, et nuance la notion du développement.

Au-delà de ses conséquences dramatiques en termes environnementaux, sociaux et économiques, la critique du développement porte essentiellement sur les prétentions universalistes de celui-ci. Gilbert Rist démontre, dans son ouvrage, l'aspect purement occidental de cette notion, construite à travers l'histoire de la société européenne et nord-américaine (RIST 2007). Le développement ne trouve d'ailleurs pas toujours de traduction équivalente dans les langues de sociétés traditionnelles. Il reste la marque des valeurs occidentales supposant celles du progrès, et de la domination de l'homme sur la nature : « *Si le développement n'a été que la poursuite de la colonisation par d'autres moyens, la nouvelle mondialisation, à son tour, n'est que la poursuite du développement par d'autres moyens. (...) On retrouve toujours l'occidentalisation du monde avec la colonisation de l'imaginaire par le progrès, la science et la technique.* » (LATOUCHE 2001, 6)

Ivan Illich, grand sociologue de la seconde moitié du siècle dernier, dénonçait à la fin des années 1960 déjà, les méfaits de cette « aide au développement ». La référence en termes de critique des institutions occidentales soulignait alors l'impossibilité pour le peuple du Sud d'avoir accès à ce type d'organisation, non souhaitable : « *Dans leur bienveillance, les nations riches entendent aujourd'hui passer aux nations pauvres la camisole de force du développement, avec ses embouteillages et ses emprisonnements dans les hôpitaux ou dans les salles de classe...* » (ILLICH 1969, 157). On le voit, pour cet auteur, il ne convient pas d'un remodelage des institutions supposées bénéfiques pour l'ensemble de la planète : écoles et universités, hôpitaux, maisons individuelles, autoroutes, etc. Ces exportations de la modernité occidentale provoquent inégalités, hiérarchie sociale et aliénation culturelle. Si ces éléments étrangers à la culture traditionnelle peuvent représenter une « demande » de ces populations, c'est grâce à un important travail de colonisation de l'imaginaire, comme le pensent Serge Latouche, Aminata Traoré et ici Ivan Illich : « *Cette sorte de réification est le résultat de la manipulation des besoins humains par de vastes organisations qui sont parvenues à dominer l'imagination des consommateurs en puissance* » (ILLICH 1969, 162). La décolonisation de cet imaginaire, abordée dans le premier point sur la société de décroissance, représente un défi pour le Sud, mais sans doute davantage au Nord.

Il est intéressant de mettre la réflexion de Paul Ariès, autour de la destruction des modes de vie traditionnels en Occident, en parallèle à la situation actuelle dans le Sud : « *La société de consommation n'a pu s'imposer qu'en organisant la casse des cultures et des modes de vie*

traditionnels : il a fallu ridiculiser et délégitimer les anciennes façons de faire et de vivre. »
(ARIES 2007, 194)

La décroissance appelle à une revalorisation des fonctionnements « traditionnels » dans l'hémisphère Nord, tout comme l'après-développement entend protéger les pratiques propres à chaque société du Sud. La sphère culturelle reste donc primordiale dans ce contexte pour dépasser les formes universalistes dans l'échange.

Thierry Verhelst⁴⁴, en présentant les idées générales de son dernier ouvrage, prône l'ouverture aux idées de l'homme non-occidental pour porter l'espoir d'un changement « spirituel ». Il dégage les caractéristiques de sociétés traditionnelles non soumises à la culture de la modernité. Sans rejeter catégoriquement l'une ou l'autre mentalité, l'échange réciproque viendrait remplacer la tendance à la domination occidentale.

La société traditionnelle est détentrice d'une culture cosmocentrique, ou holistique, dans laquelle le tout (le groupe) est plus important que l'élément isolé (l'individu). L'interdépendance est reconnue et influence toute l'organisation sociale : solidarité, enracinement et respect des anciens. Cette représentation s'oppose à la modernité qui accentue l'anthropocentrisme, au sein duquel l'homme doit maîtriser la nature et se réaliser individuellement.

La conception du temps vient également contraster entre ces deux mondes : la spirale et le cyclique sont plus à même de définir la communauté traditionnelle qui privilégie la stabilité, la passivité et la contemplation. L'Occident moderne s'intègre quant à lui dans une vision linéaire du progrès infini, qui marque la même croyance dans la croissance économique et d'un état de perpétuelle insatisfaction. Cette différence influence certainement le rapport à la mort. Celle-ci est crainte et insupportable pour l'Occident moderne qui repousse de diverses manières tout ce qui lui rappellerait sa finitude : soins corporels retardant les marques du vieillissement, chirurgie esthétique, ou technologie médicale. A l'opposé, sans non plus prétendre à une simplification excessive, la croyance traditionnelle invite à une intégration de la mort dans la conception générale de la vie, comme un passage vers autre chose. D'où la foi

⁴⁴ VERHELST, T. (14 juin 2010) *Des Racines pour l'avenir*, présentation de son ouvrage à Namur.

dans la réincarnation et la résurrection. D'un côté, la cérémonie funéraire est la manifestation d'une tristesse profonde, de l'autre, elle est vécue comme une fête.

Plus loin dans la différence, il peut encore être question d'invisible et de mystère, incarnés par le sorcier africain, alors que l'expert blanc défend la maîtrise technique et scientifique de son domaine. D'un point de vue métaphorique, Verhelst compare la société traditionnelle à l'enfance au sens noble, tandis que la modernité s'incarne comme adolescence sans limite, mais pleine d'ambition.

Les grands traits tirés de la société non-occidentale (plurielle) permettent de comprendre que la croyance en un progrès linéaire infini, basé sur l'individu, n'est certainement pas un acquis universel. Comprendre cela débouche inévitablement vers une remise en question de nos présupposés. Toute action se produisant toujours dans un certain contexte culturel, dépasser le sien invite aux plus grandes précautions. Il est pourtant difficile de penser différemment que ce que notre culture nous dicte. Michael Singleton analyse cette barrière abstraite.

a) Relativisme de nos valeurs, l'ethnocentrisme occidental

Choisir la décroissance au Nord dans une optique bénéfique pour le Sud relève de divers facteurs. Au niveau culturel, ses partisans entendent défendre toute la richesse actuelle des sociétés plurielles. Ceci semble sans doute évident pour bon nombre de personnes, même non critiques du modèle économique. Les objecteurs de croissance estiment pourtant qu'il faut pousser la réflexion en profondeur et donc s'opposer à l'emprise de l'économie sur les autres aspects de la vie.

En dehors de la volonté de puissance et de domination des Etats occidentaux depuis les colonisations, un aspect plus difficile à admettre réside dans l'ethnocentrisme propre à chaque culture. L'ethnocentrisme consiste à supposer que la vision du monde, avec ses valeurs définies par une société, serait la meilleure et la plus juste pour l'ensemble de l'humanité. Les discours sur les colonisations, le développement et maintenant la mondialisation, ont tous été marqués par ce regard coincé dans une vision occidentale de la « bonne vie ».

« Certes, il est illusoire de prétendre échapper à l'absolu de sa culture et donc à un certain ethnocentrisme. Celui-ci est la chose du monde la mieux partagée. Là où l'affaire commence à devenir inquiétante, c'est quand on l'ignore et qu'on le nie ; car cet absolu est bien sur toujours relatif. On devrait commencer à savoir qu'il n'y a pas de valeurs qui soient transcendantes à la pluralité des cultures pour la simple raison qu'une valeur n'existe comme telle que dans un contexte culturel donné. Or même les critiques les plus déterminées de la mondialisation sont eux-mêmes, pour la plupart, coincés dans l'universalisme des valeurs occidentales. » (LATOUCHE 2008, 75)

Maintenant encore, il est difficile pour la majorité de penser que le fonctionnement de société à l'européenne ou à l'américaine ne serait pas l'unique voie de réalisation d'une société. Pourtant, l'enjeu dans ce débat Nord/Sud sera bien de dépasser cet ethnocentrisme pour accepter l'autre tel qu'il est, dans sa différence et sa logique propre. De plus, le résultat inquiétant des modes de vie occidentaux, au niveau environnemental et social, excluent à présent un mimétisme souhaité pour l'humanité entière.

Analysons à présent l'ethnocentrisme occidental. Celui-ci est, selon Latouche, bien plus dangereux que les autres, vu la puissance économique, technologique et politique qui l'accompagnent : « (...) l'ethnocentrisme du Nord et de l'Ouest, d'autant plus dévastateur qu'il consiste en une négation officielle radicale de toute pertinence des différences culturelles. Et qui ne voit dans la culture que la marque d'un passé à abolir définitivement. » (LATOUCHE 2008, 66)

Derrière une façade de « multiculturalisme » (religions, langues, musiques, traditions), la mondialisation actuelle répand la logique profonde de l'économisation de la vie en détruisant la culture ancrée des peuples. « (...) l'économie est en passe de phagocyter en Occident tous les aspects de la vie. » (LATOUCHE 2008, 69)

Plus encore que l'Europe, ce sont désormais les Etats-Unis qui règnent sur le monde. La superpuissance, projet réalisé du rêve de liberté, étend son idéal de vie sans limite grâce aux télécommunications, à sa force militaire, ses multinationales et son discours dominant : « Loin d'entraîner la fertilisation croisée des diverses sociétés, la mondialisation impose à autrui une vision particulière, celle de l'Occident et plus encore celle de l'Amérique du Nord. » (LATOUCHE 2008, 69) Aminata Traoré poursuit également dans ce sens :

« *L'américanisation du monde ne fait plus désormais l'objet du moindre doute dans mon esprit.* » (TRAORE 2002, 10)

Michael Singleton⁴⁵ a écrit un ouvrage très intéressant sur la question de l'ethnocentrisme. Cet anthropologue, ancien missionnaire catholique dans les années 1960-1970, fait figure de critique radicale envers le courant « développementiste » et toute construction occidentale prétendant à l'universalisme (comme les Droits de l'Homme). Il défend donc un discours nominaliste, selon lequel chaque chose n'existe que selon une vision culturellement influencée, ainsi qu'un relativisme culturel. Tout doit être contextualisé, mêmes les notions les plus élémentaires de la vie courante : La Médecine, La Famille, La Parenté n'existent pas. « *Tout chez l'homme est culturellement construit, même les choses les plus naturelles* » (SINGLETON 2004, 197). L'objet-même participe à cette relativité de la représentation, selon une philosophie, une époque, un contexte social. Tout comme la Science qui est propre à la société occidentale.

A partir de cette position, Singleton approfondit la critique portée sur les projets de développement, même les plus mesurés et ceux dont le souci d'adaptation culturelle a été privilégié. Il explique l'échec généralisé des « projets » car ceux-ci, émanant des experts occidentaux, ne s'intégraient pas dans le « Projet » de société des populations concernées. Tout projet est culturellement influencé et ne débouche sur une certaine réussite qu'en fonction de son intégration totale dans l'imaginaire collectif et des valeurs locales. Ainsi, un sous-système de Projet ne correspond pas systématiquement à un sous-système équivalent dans l'autre Projet. Michael Singleton démontre cela en comparant le « guérisseur »⁴⁶ africain au médecin occidental. La logique ambiante interpréterait les deux fonctions comme équivalentes dans chaque société, avec quelques nuances culturelles. Cependant, la dénomination même implique d'autres réalités concrètes : Le médecin en Occident est appelé pour soigner des maladies et accidents physiques, tandis que le guérisseur d'Afrique possède un statut bien différent et des fonctions socio-religieuses.

Dans la foulée, Singleton dénonce : « *le partenariat Nord/Sud n'a pas inventé un projet nouveau, mais a tout simplement réaménagé celui de l'occident.* » (SINGLETON 2004, 55)

⁴⁵ Professeur émérite d'anthropologie à l'Université Catholique de Louvain, auteur de « *Critique de l'ethnocentrisme, du missionnaire anthropophage à l'anthropologue post-développementaliste* », Parangon, Paris, 2004.

⁴⁶ Traduction française de *Mganga*.

Il précise encore, en parlant du développement alternatif, que « *ce n'est pas par ces retouches et réformes du Projet occidental que l'expérience africaine en la matière se fera entendre et respecter.* » (SINGLETON 2004, 57) Enfin, il est subtil de faire remarquer, comme le fait l'anthropologue, que malgré les « désirs » formulés par certains représentants africains, ceux-ci ne représentent pas toujours le besoin réel de la population. Pour la comprendre au mieux, il est nécessaire de vivre avec. La réelle coopération serait de soutenir entièrement des projets faisant partie intégrante du Projet global d'Autrui.

Ensuite, le post-développementaliste d'origine anglaise en vient à la critique même de l'expert et de son expertise. La personne et son avis sont autant culturellement construits que des projets de développement. Même les experts peuvent se tromper, et davantage en portant préjudice à des facettes extérieures de leur spécialisation. Cette confiance aveugle dans l'expertise scientifique est un autre aspect propre à la culture occidentale. L'expertise et la Science, sous une prétention de neutralité, ne sont en réalité que des produits de société comme le dit simplement Singleton, « *le fait expert fait partie d'un fait social total.* » (SINGLETON 2004, 84).

Cette parenthèse sur l'expertise ne peut que rappeler la dépendance croissante envers celle-ci dans le Projet de société occidental. L'individu est appelé à gagner de l'argent pour pouvoir s'offrir les services de « l'expert » : garderie d'enfants, réparation de voiture et domestique, alimentation préparée, soins à la personne, par exemple. Cette tendance crée une dépendance accrue envers les moyens financiers qui permettent ces divers services. L'homme travaille donc plus et perd son autonomie réelle. Les sociétés qui ne connaissent pas d'expert connaissent une simplicité du mode de production et de reproduction, la débrouille fait partie du quotidien. L'expert en développement se retrouve donc complice d'une dépossession certaine des forces vives de la société civile. A côté des effets néfastes qu'apporte ce dernier, il subsiste le problème même de la communication entre celui-ci et les populations visées. Comment faire comprendre aux « sous-développés » que le Blanc leur veut du « bien » ? Quels effets bénéfiques globaux et à long terme ces spécialistes du développement ont-ils donc produits aux habitants du Sud? « *D'instinct, au nom d'un pluralisme positif, nous serions tentés de dire qu'on leur foute la paix !* » (SINGLETON 2004, 95)

En dehors de ces reproches sur les conséquences culturelles de l'aide au développement, Michael Singleton dénonce l'universalité, et donc le fait prétendument naturel, de certaines

croyances, logiques sociales et autres « normalités ». La nature humaine n'existe pas car elle est construite culturellement : « *la logique humaine à la base de la notion de nature ne peut être que le fait d'une culture, la nôtre* » (SINGLETON 2004, 106). Selon l'auteur, ce qui est universel, c'est le sentiment d'être unique comme individu et comme culture.

Dans ce débat sur les échanges Nord/Sud, après cette critique de l'ethnocentrisme occidental, Singleton en arrive à questionner les motivations de cette forme « d'altruisme » et de charité. Les échanges internationaux - même l'aide au développement des Etats - cachent difficilement des intérêts privés, à la recherche du profit, ou les intérêts publics, en recherche de pouvoir. Mais que recouvrent les « échanges » publiquement philanthropes en provenance des ONG et autres institutions tiers-mondistes ? Sans douter de leur bonne foi réelle et leur volonté d'aider l'Autre, il est nécessaire de remettre cette motivation en question. Il n'est d'ailleurs pas évident pour les pourvoyeurs d'aide de faire comprendre le bien-fondé de leurs intentions à changer certaines facettes de la vie des gens du Sud. On pense ici au facteur ethnolinguistique.

Pour Singleton, le projet de développement témoigne d'un regard sur l'Autre dans son problème et ce qui lui manque. Sans le progrès occidental, ni même sa rationalité, « l'indigène » démontre à l'anthropologue qu'il est capable de bien vivre à son aise et à sa guise, avec une volonté de progresser selon ses propres rythmes et raisons. Le matérialisme et l'individualisme occidental, non remis en question, accentuent pourtant l'envie de changer l'autre, tout en renforçant le complexe de supériorité du donateur. « *Sociologiquement parlant, il n'est pas aisé pour les gens du Nord qui se préoccupent des gens du Sud d'écouter vraiment ce que ces derniers disent* » (SINGLETON 2004, 141). Cette affirmation est d'autant plus irréfutable si le Sud est représenté par des élites privilégiées (et occidentalisées) qui croient parler au nom des opprimés.

Ces motivations altruistes doivent être différenciées entre l'Occident judéo-chrétien et l'Afrique. Dans le premier cas, il s'agit d'un acte volontaire de charité et d'une conscience bienveillante, où l'individu se quitte un instant, en espérant la récompense du Ciel. Dans la situation africaine, l'altruisme n'est pas un acte délibéré mais une nécessité permanente pour la survie commune, car le collectif est dans tout : la famille et les liens de parenté élargis, le clan, la nature, les esprits, etc. Ceci fait référence à l'analyse de Thierry Verhelst.

L'altruisme « gratuit » de l'Occident crée pourtant une confusion chez les bénéficiaires africains par exemple, pour qui l'altruisme est nécessairement réciproque. On peut penser ici au « don contre don »⁴⁷. L'aide envers ceux-ci accentue donc le sentiment de redevance et par là même d'infériorité.

La manière de développer l'altruisme du Nord est appelée à changer. Il faut donc sortir du développement, un concept dépassé et résolument occidental, pour entrer en relation véritable à autrui : « *Pour reconnaître l'autre tel qu'il est, tel qu'il se voit et tel qu'il est vu par les siens, il faut voir le tout auquel il appartient.* » (SINGLETON 2004, 158)

Cette remise en question de notre regard amène à une autre vision du monde et donc de la manière de témoigner la solidarité : « *Nous devons en finir, au-delà des intérêts économiques en jeu, avec ce fantasme meurtrier qui consiste à vouloir faire vivre partout les gens de façon identique. La défense de la diversité ne se limite pas aux produits de terroirs et aux langues. Nous ne devons pas seulement préserver la variété des semences paysannes mais aussi celle des diverses façons d'être au monde.* » (ARIES 2007, 206)

« *Il est sans doute essentiel à la survie de l'humanité, et précisément pour tempérer les explosions actuelles et prévisibles d' 'ethnisme', de défendre la tolérance et le respect de l'autre, non pas au niveau de principes universels vagues et abstraits, mais en s'interrogeant sur les formes possibles d'aménagement d'une vie humaine plurielle dans un monde singulièrement rétréci.* » (LATOUCHE 2008, 75)

Dans la compréhension du phénomène des relations Nord/Sud, il devient urgent de remettre notre regard occidental en question. C'est de celui-ci que dépend tout acte de prétendue bienveillance envers le Sud. Accepter la relativité de nos valeurs et entrer en dialogue réel avec les autres cultures, voici sans doute ce qui permettra d'éclaircir l'horizon pour les deux hémisphères de la planète, et plus largement, pour la multiplicité des cultures. Ce regard qui a motivé les différentes manœuvres de civilisation pour le développement est responsable de la crise culturelle des sociétés. Ce que l'on nomme « pauvreté », perçue négativement par l'idéal collectif, dépend de ce même angle de vue. Cette pauvreté, toute relative, est justement celle

⁴⁷ La logique du « don contre don » est prégnante dans la société africaine. Ainsi, « le Big man local » ou encore les raisons de la corruption s'expliquent par cette conception. Plus de détails dans le cours de JOIRIS, V. (2008-2009), *anthropologie du développement et environnement*, SOCA-D-443,ULB.

que les objecteurs de croissance tentent de valoriser dans une optique personnelle et collective pour un autre projet de société.

b) La pauvreté à combattre ?

Afin de dépasser l'idée que la décroissance serait irresponsable, ne fut-ce qu'au regard des peuples du Sud souffrant parfois du manque de biens les plus essentiels, questionner la notion de « pauvreté » est indispensable. Ce questionnement, parallèlement à celui sur l'ethnocentrisme, engage une considération nouvelle dans la problématique Nord/Sud. Car si c'est bien notre regard, culturellement construit, qui incite à la volonté d'aide au développement pour changer l'autre tel qu'on voudrait le voir, c'est également de ce même regard que dépend la définition de la pauvreté. Dans la société occidentale de la croissance, il serait donc bon de revoir ce concept perçu négativement par les critères matérialistes.

Cette partie du mémoire, à l'appui d'auteurs maîtres en la question, entend redéfinir la pauvreté : celle choisie (rappelant la simplicité volontaire) et celle subie (mieux dénommée sous le terme de misère). Après cette nuance fondamentale, quel serait le moyen de combattre la pauvreté subie ? Enfin, comment une pauvreté valorisée pourrait-elle guider les choix de société au Sud, plutôt que de persister dans un mimétisme de l'abondance matérielle inaccessible ?

Avant de répondre à ces questions, Latouche exprime son avis sur le système « développement » qui, en prétendant sauver les pauvres, a accentué ou créé davantage de misère : « *Avant les années 70, en Afrique, les populations étaient 'pauvres' au regard des critères occidentaux, en ce sens qu'elles disposaient de peu de biens manufacturés, mais personne, en temps normal, ne mourait de faim. Après cinquante années de développement, c'est chose faite.* » (LATOUCHE 2006, 249)

Pour Aminata Traoré, ce fonctionnement n'a pas seulement aggravé la situation sociale, il participe à l'occidentalisation du monde et à la destruction des cultures : « *L'instrumentalisation de la pauvreté consolide les mécanismes de l'aliénation culturelle et de la dépossession.* » (TRAORE 2002, 39) Elle continue plus loin : « *Les projets de développement et de lutte contre la pauvreté vont servir d'instruments pour détruire les*

derniers remparts que les pauvres vernaculaires s'étaient construits contre la misère. »
(TRAORE 2002, 182)

✓ La pauvreté n'est pas misère

Majid Rahnema⁴⁸, représentant important du mouvement pour l'après-développement, a approfondi la question-même de pauvreté. Celle-ci ne serait en réalité qu'une construction sociale de comparaison. Rahnema rappelle donc la relativité de la notion de pauvreté et de ses indicateurs. Il y aurait autant de définitions que d'individus. Le pauvre, selon la vision occidentale, sera une personne manquant de moyens financiers ; alors que la pauvreté, sous l'angle africain, est définie comme étant un manque de relations sociales.

Alors pourquoi existe-t-il une puissance des pauvres ? L'écrivain iranien l'explique en catégorisant quatre types de pauvres.

La première catégorie de pauvreté serait celle commune à toutes les cultures, « *la pauvreté volontaire* ». Elle existe partout dans le monde et serait universelle à travers le temps. Il peut être fait référence ici à des personnages de la tradition chrétienne (Jésus, Saint-François d'Assise) ou encore Gandhi. Cette pauvreté peut être perçue comme une forme de gloire.

« *P. Rabhi – mais aussi M. Rahnema – distingue ainsi la misère spirituelle et sociale de la pauvreté matérielle qui, elle, peut être source d'une plus grande joie. Celui qui est pauvre possède peu sur le plan matériel mais ce peut être une stratégie volontaire qui lui permet d'être plus riche sur le plan des relations avec les autres et avec le monde ; à l'inverse, le miséreux peut être riche sur le plan matériel mais il se caractérise par une extrême dépossession sur le plan des relations avec les autres et avec le monde. »* (BAYON & FLIPO & SCHNEIDER 2010, 57)

« *La pauvreté conviviale* », représentant la deuxième forme, est définie comme étant le mode de vie de toutes les civilisations précapitalistes, cherchant à produire ensemble dans la dignité. Cet état de société, qui a existé dans la plupart des cultures, était loin de représenter une

⁴⁸ Ancien ministre iranien, auteur de *Quand la misère chasse la pauvreté* (2003) et *La puissance des pauvres* (2008). Ces informations proviennent de la conférence à Louvain-la-Neuve le 16 mars 2010, dans le cadre de l'Université des Aînés.

minorité, et encore moins une espèce de misère. Serge Latouche explique que cette pauvreté collective peut être bien vécue grâce à la solidarité locale : « *L'étude de l'auto-organisation des exclus du banquet de la surconsommation au Sud est intéressante pour comprendre que l'on peut survivre au développement et hors du développement, dans une grande précarité mais grâce à la richesse des liens sociaux.* » (LATOUCHE 2006, 246) La pauvreté conviviale est celle-là même qui est mise en péril par les logiques de développement économique visant l'intégration à la mondialisation. Majid Rahnema traduit ainsi cette idée : « *La pauvreté conviviale, qui, pendant des millénaires, avait produit et soutenu constamment l'éthique de subsistance dans tous les villages de la planète, a ainsi été attaquée de toutes parts par les processus d'économicisation de la vie sociale, sous prétexte qu'elle entravait la prospérité du nouveau Village planétaire.* » (RAHNEMA 2003, 250)

La troisième conception se développe dans la « *pauvreté modernisée* ». Celle qui est née d'une société créant des besoins perpétuels qu'elle a elle-même inventé. Cette société actuelle qui propose au consommateur une dizaine de variantes pour un seul produit. Le manque n'étant pas un résultat personnel mais bien celui du système économique, dont la survie dépend de cette création incessante de nouveaux besoins. Il faut donc ici démarquer les besoins réels, nécessaires à une vie conviviale, des besoins inventés. Cette pauvreté est caractéristique des pays « riches ».

Enfin, la dernière catégorie de pauvreté est en fait celle qui doit être différenciée des trois précédentes puisqu'il s'agit là de misère : cet état dans lequel l'individu a perdu tout moyen de combler l'absolument nécessaire pour une vie digne. Cette situation a toujours existé dans l'histoire, mais elle était en général une conséquence accidentelle, suite à une famine par exemple.

Majid Rahnema en vient donc à poser la question de savoir quelle pauvreté il y a lieu de combattre ? Vouloir s'en prendre à la pauvreté conviviale serait une grande erreur, selon lui. Cette dernière devrait au contraire être conservée et encouragée, car quel motif pousserait à vouloir transformer un peuple qui est heureux avec peu ? La volonté utopique, et non souhaitable, de changer l'homme en millionnaire qui regarde la télévision en insatisfait permanent ?

Actuellement, la référence internationale de pauvreté est dictée par la Banque Mondiale. Cette institution occidentale se base sur le revenu chiffre⁴⁹ de l'individu pour prétendre au malheur de celui-ci. Le fait est que deux tiers de l'humanité, soit quatre milliards d'habitants, vivent avec une somme quotidienne inférieure à deux dollars. La lutte contre la pauvreté serait donc ciblée sur cette population majoritaire, vivant pour la plupart une pauvreté conviviale. Rahnema n'y voit donc certainement pas une réponse cohérente. Il n'y a d'ailleurs pas une seule solution à envisager. Et les « pauvres » du Sud n'attendent aucun conseil venant des experts économistes du Nord : « *Qu'il s'agisse des pauvres, des femmes ou de n'importe quel groupe opprimé, personne n'a jamais su mieux se défendre de l'adversité que les victimes directes des discriminations sociales. Il n'appartient donc pas aux 'âmes bienfaisantes', si bien intentionnées soient-elles, de trouver des solutions pour les pauvres : se persuader du contraire reviendrait à infantiliser les victimes.* » (RAHNEMA 2003, 408)

Majid Rahnema conclut en parlant de « puissance des pauvres », suite à la lecture d'Espinoza, et insiste sur la profonde singularité de chacun. Il faut respecter le désir des gens, vivre pleinement sa singularité et apprendre à s'aimer soi-même tel que l'on est. L'homme porte en lui une puissance et celle-ci ne dépend pas d'un certain revenu. L'Autre ne devrait donc pas être perçu comme un être inférieur en manque de quelque chose. La solution ne réside de toute façon pas dans l'augmentation du revenu, car les pauvres modernisés ne sont que les produits de notre culture. Il faut toutefois nuancer cette vision, puisqu'il est certain qu'un « pauvre » ne refuserait pas de l'argent, mais ce gain financier ne voile pas le problème principal.

La pauvreté, ou la capacité à vivre bien avec peu, ne devrait jamais être condamnée. Ce goût pour la « pauvreté conviviale » est clairement central dans les motivations du mouvement pour la décroissance. C'est celle-ci qui guide en partie l'implication individuelle dans la simplicité volontaire. La distinction étant faite entre la pauvreté choisie et celle subie, comment s'engager dans cette lutte contre la misère ?

⁴⁹ Un revenu quotidien inférieur à 1 \$ est considéré comme une pauvreté absolue, tandis que le revenu inférieur à 2 \$ sera estimé à une pauvreté relative.

✓ Viser le système créateur d'une double misère

La réflexion de Christian Arnsperger⁵⁰ permet de compléter les propos de Rahnema. L'économiste et philosophe belge souligne les paradoxes du système capitaliste dans les Etats providence du monde occidental.

Les arguments en faveur de la méga-machine économique, dans le débat sur la lutte contre la misère, appuient la nécessité de faire vivre les agents économiques forts (dont les multinationales) pour qu'ils redistribuent ensuite une partie des gains à l'Etat, qui développe alors un système de sécurité sociale. Cette logique de sécurité sociale à l'intérieur des Etats du Nord peut facilement être mise en parallèle à la logique d'aide au développement envers le Sud. Le système actuel se conforte grâce à une certaine solidarité, permise par l'accumulation de richesses, une solidarité qui offre les miettes d'un enrichissement non-égalitaire afin que les pauvres survivent au sein du système.

Il n'est plus nécessaire de rappeler que le capitalisme a pour fondement la recherche maximale de profits dans une économie désormais mondialisée, marquée par les délocalisations et par la concurrence effrénée. Les avantages positifs du capitalisme en termes de confort matériel ne doivent pas être oubliés. Ceux-ci ne permettent malheureusement pas de compenser les effets négatifs du système dans lequel les ressources sont exploitées, les inégalités sociales ont explosé et la précarisation de la main d'œuvre s'est aggravée. Le productivisme et le consumérisme, qui s'y rattache, ont entraîné un surendettement des populations pauvres (au Nord mais surtout au Sud), alors que les plus performants sont suractivés et menés vers un surmenage dépressif.

Ce système reste malheureusement encadré par des institutions nationales et supranationales. La sociale démocratie prétend réparer les dégâts de cette économie par l'aumône des riches. Mais en plus d'accentuer une misère sociale, une autre misère se développe chez les riches eux-mêmes. Arnsperger rappelle donc deux enjeux : tout d'abord, le cynisme du capitalisme « redistributeur » ; ensuite, la misère de la richesse au sein même du capitalisme.

⁵⁰ Conférence de ARNSPERGER, Ch. (2mars 2010), « *A quoi bon aider un pauvre si tu en fais cent ? Les paradoxes de notre richesse* », Louvain-la-Neuve, Université des Aînés.

Quelle utilité donc de contribuer à un système, prétendant aider les pauvres, alors que celui-ci multiplie les formes de misères ? Il serait sans doute judicieux de viser le changement structurel, en « détruisant » l'institution qui engendre les injustices. En dehors de tout manichéisme, il s'agit bien de viser un système et non des pôles d'individus. Arnsperger rejette les arguments expliquant la misère comme biologiquement naturelle (dans le darwinisme social), comme étant le prix à payer pour créer la richesse, ou bien mettant la faute sur la seule responsabilité du pauvre lui-même.

Il y a ainsi deux paradoxes principaux à notre richesse.

D'abord la logique d'ensemble d'un système « néocolonialiste » qui détériore les conditions de vie au Sud par le pillage des ressources, ainsi que par la précarisation de la culture et des peuples. Derrière les discours égalitaires et optimistes sur la « mondialisation heureuse » se cache une chasse aux ressources énergétiques, alimentaires et à la main d'œuvre bon marché. La richesse du Nord crée donc des millions de malheureux dans le monde.

Ensuite, la survie du système nécessite l'accentuation productiviste et consumériste du peuple qui s'appauvrit intérieurement, malgré un enrichissement extérieur. « L'homo oeconomicus » trouve le sens de sa vie dans le matériel, est surendetté et perd ses repères, tout comme le sens relationnel de sa vie. Christian Arnsperger appelle ce phénomène « *la trahison de l'opulence* »⁵¹. La pulsion d'enrichissement individuel est nécessaire pour créer la richesse collective, censée combattre la misère. Sans une surproduction perpétuelle, et donc une croissance économique infinie, le système de solidarité ne tient donc pas.

Mais les effets positifs de la redistribution se trouvent annulés par les deux paradoxes précédemment cités. Le système mis en œuvre est donc inefficace : sous sa prétention à aider les plus démunis, il accentue la misère ailleurs et crée une misère intérieure dans les pays occidentaux.

⁵¹ Voir le document, ARNSPERGER C., 2010, *Transition écologique et transition économique : Quels fondements pour la pensée ? Quelles tâches pour l'action ?*, (www.transitioneconomique.blogspot.com) L'auteur précise que l'expression est empruntée à Jean-Pierre Dupuis et Jean Robert, *La Trahison de l'opulence*, Paris, Presses Universitaires de France, 1976

Arnsperger en appelle, pour conclure, à la construction d'un nouveau compromis social : de nouvelles institutions et de nouveaux modes de vie. Les propositions concrètes, pour changer le système en place, sont par exemple la fédération de localités post-capitalistes et résilientes (autonomes économiquement mais solidaires entre elles) ; des institutions collectives et culturelles permettant la pluralité locale mais interdépendantes démocratiquement ; l'organisation non productiviste de la production ; une autre consommation (non-consumériste) dans le cadre d'une citoyenneté critique ; des entreprises gérées de manière démocratique...

Ces aspects entrent entièrement dans les volontés d'une société de décroissance, dans laquelle la pauvreté serait tellement riche qu'elle rendrait impossible la misère engendrée, selon les propos de l'économiste atypique. Enfin, il rappelle également que pour lutter efficacement contre la misère, il est indispensable d'explorer les facettes positives d'une pauvreté choisie. Il souligne, dans ce sens, l'importance des mouvements citoyens tendant vers une modification profonde de l'économie.

Les auteurs cités, Majid Rahnema et Christian Arnsperger, sont tout deux d'accord que la notion de pauvreté est à mesurer. Elle existe sous diverses formes, dont certaines sont volontairement choisies par des individus ou par des sociétés conviviales. Le problème se pose déjà par ce système capitaliste et productiviste actuel qui s'attaque à cette forme de *sobriété heureuse* en occident, au travers de la publicité et de l'imaginaire collectif, ou en argumentant que l'enrichissement matériel permettra de sauver les plus démunis. Les projets de développement au Sud participent à cette tendance de vouloir changer l'autre dans ce qu'il est, selon une vision propre de l'individu occidental.

Si une certaine forme de pauvreté est à combattre, il s'agit alors de parler de misère sociale et matérielle. Celle-ci, créée par le système économique en vigueur depuis deux siècles, n'a fait que s'accroître avec le temps. Il est dès lors difficile de croire que c'est en contribuant au fonctionnement de la croissance économique que l'on parviendra à résoudre le problème durablement et dans sa globalité. Le changement radical de logique économique et sociale serait alors bénéfique tant pour le Sud, où la misère s'est développée, que pour les peuples du Nord, dont la richesse matérielle croissante leur fait oublier l'humanité heureuse avec peu.

L'auteur soutenant la partie suivante, permet ici déjà de conclure la pensée de Arnsperger : « *Mais l'aumône, on le sait, ne règle pas les problèmes, ne corrige pas les structures. Pire,*

l'histoire nous enseigne qu'elle conduit à des compromis dangereux et les institutions les plus vénérables – l'Eglise en tête – n'y ont pas échappé. » (TEVOEDJRE 1978, 27-28).

✓ La pauvreté revalorisée pour les sociétés du Sud

Si ce travail n'ambitionne aucunement de proposer un nouveau modèle pour le Sud - une logique paternaliste justement critiquée- il est souhaitable d'imaginer certaines perspectives dans le cas où l'objection de croissance se concrétiserait dans les faits. Le projet de la décroissance aujourd'hui trouve un écho chez des auteurs du Sud.

En 1978 déjà, Albert Tévoédjré publiait un ouvrage précurseur des idées défendues actuellement par le mouvement : *la pauvreté, richesse des peuples*. Tout comme les deux auteurs cités précédemment, le penseur africain tente, de revaloriser la pauvreté : un état qui offre le nécessaire, sans un recours au superflu. Il rappelle que de nombreuses religions et philosophies de par le monde ont encouragé la pauvreté, en lui attribuant une forme de sagesse et de bonheur plus authentique. « *Les pauvres en effet – non les misérables – nous inspirent la simplicité, l'effort, la générosité, le réalisme aussi.* » (TEVOEDJRE 1978, 140)

Conscient de la misère engendrée par le système productiviste en Occident, Tévoédjré s'oppose donc au mimétisme sociétal régnant depuis les indépendances : « *Pourquoi le 'tiers monde' s'accrocherait-il à un modèle devenu caduc et parfois même objectivement néfaste ? Le développement après tout, n'est-ce pas un effort de soi sur soi, effort qui s'appuie sur l'environnement naturel pour arriver à couvrir les besoins essentiels au niveau de la famille et – par la solidarité – au niveau du groupe ?* » (TEVOEDJRE 1978, 41)

S'il s'oppose à cette transposition du schéma économique et social du Nord, c'est donc bien d'une mondialisation économique qu'il importe aussi de se défaire afin de défendre la culture authentique des peuples : « *On vit dans l'illusion d'être maître de ses choix. Il s'agit de produire, de vendre dans un monde moderne auquel on croit devoir appartenir et dans lequel on espère avoir un rôle à jouer. Pour cela, il faut se faire accepter de ce monde, et donc se présenter à lui comme il convient.* » (TEVOEDJRE 1978, 46)

Tout comme la position de la décroissance envers le Sud, Tévoédjré condamne la situation provoquée par la mondialisation marchande et ajoute que les logiques qui s'y rattachent doivent être rejetées pour la construction d'une société autonome. La décroissance, même si

elle ne concerne pas directement le Sud, implique cette rupture des valeurs « croissancistes » pour le Sud aussi. Ainsi, il convient de sortir du modèle de richesse matérielle, espérée pour tous, pour remettre la pauvreté en avant : « *Car la misère nous poursuit ou nous menace parce que nous n'avons pas choisi la pauvreté.* » (TEVOEDJRE 1978, 59-60)

En parallèle à la réflexion de l'homme politique africain, Serge Latouche évoque aussi une possibilité de la logique décroissante dans la société du Sud : « *Oser la décroissance au Sud, c'est tenter d'enclencher un mouvement en spirale pour se mettre sur l'orbite du cercle vertueux des « 8R » : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, relocaliser, redistribuer, réduire, réutiliser, recycler. (...) Rompre avec la dépendance économique et culturelle vis-à-vis du Nord* » (LATOUCHE 2004, 19)

L'écrivain béninois suggère donc une autre économie, impérativement réinventée. La description qu'il en fait à l'époque frappe par sa proximité des lignes générales de la société de décroissance. Cette autre économie impliquerait au préalable une révision des valeurs et une décolonisation de l'imaginaire : « *Réinventer l'économie signifie donc d'abord opérer une révision culturelle profonde, une critique du type de savoir dominant, de façon à rendre tous ses droits à une raison enracinée dans l'expérience et confortée par elle.* » (TEVOEDJRE 1978, 71)

Les principes contre la surconsommation et pour l'intérêt du plus grand nombre ressortent aussi : « (...) *la thèse de la poursuite de l'opulence est erronée, si elle nous prive d'une nécessité chaque jour ressentie, celle de chercher comment fonder une autre théorie économique pour une société d'anticonsommation, une société de richesse collective et de partage dans une pauvreté qui signifie le mieux-être du plus grand nombre.* » (TEVOEDJRE 1978, 73)

Cette autre économie s'ancrerait dans les réalités géographiques, géopolitiques et socioculturelles de chaque peuple. L'organisation y serait décentralisée, avec l'appui de technologies simples et peu coûteuses. Le rejet total des aspects de la modernité n'est donc pas prôné, à l'instar des objecteurs de croissance. Mais la technologie doit rester à la maîtrise de l'homme et non le desservir. Il évoque le besoin de « technologie libératrice » qui serait souhaitée par la communauté et non imposée du dehors : « *L'important c'est de respecter l'autonomie propre de chaque groupe. Le choix d'une société de self-reliance implique l'utilisation en priorité d'une technologie intégrée à la réalité sociale, pour une véritable interconnexion entre l'homme et la biosphère.* » (TEVOEDJRE 1978, 90)

Les propositions de Tévoédjré veulent également éviter le piège de l'Occident qui a privilégié l'économie avant tous les autres aspects de la vie : « *Réinventer l'économie c'est de cette manière la rendre consubstantielle au social.* » (TEVOEDJRE 1978, 74)

Cependant, à la différence des partisans de l'après-développement, l'auteur n'exclut en son temps pas le terme « développement » dans ses visions pour une société meilleure. On peut supposer que la critique des années 1970 ne s'était pas fermement opposée au lexique du développement. Celui qu'il défend n'entre certainement pas dans les contours généraux de l'expansion économique. Ainsi, Tévoédjré soutient-il le développement endogène impliquant une nouvelle structure de la production interne, une réorientation du choix de secteurs d'activité et une nouvelle politique sociale. « *Cela n'exclut pas l'ouverture vers l'extérieur, mais elle doit constituer un complément planifié, c'est-à-dire maîtrisé, à la stratégie de développement endogène* » (TEVOEDJRE 1978, 78).

Une économie réinventée, dans le Sud, serait guidée par la satisfaction des besoins essentiels. Pour se faire, l'idée de l'auteur africain s'inspire de l'expérience chinoise sous Mao⁵², et propose un « (...) *Régime de stricte économie, fondé sur le développement collectif autocentré, celui qui s'appuie sur trois critères : compter sur ses propres forces, sur ses propres ressources et sur les capacités créatrices de son peuple.* » (TEVOEDJRE 1978, 82) Ce fonctionnement ne peut qu'évoquer la relocalisation économique, et plus généralement du mode de vie, caractéristique d'une société de décroissance.

L'agriculture « hautement nutritive » et le monde rural seraient privilégiés, étant donné la condition de vie de la majorité des habitants dans les pays pauvres. Il s'agirait de diversifier la production dans un souci d'autoconsommation maximale. Une situation qui, actuellement, tend à l'opposé de cette direction conseillée, monocultures et exportations étant présentées comme la solution miracle par les institutions internationales. Tévoédjré rappelle également l'importance fondamentale du respect environnemental et des traditions de chaque peuple. La préoccupation environnementale et la valorisation d'une technologie villageoise (poterie, énergie éolienne, matériau traditionnel) se complètent l'une l'autre. « *Si utiliser des matériaux locaux et les énergies naturelles constitue déjà une opération économique certaine, réutiliser, recycler les produits permet encore d'éviter les gaspillages.* » (TEVOEDJRE 1978, 88)

⁵² Il est naturellement dangereux de prendre l'expérience communiste en Chine comme exemple. L'auteur n'idéalise sûrement pas la situation politique autoritaire et la famine provoquée par la planification centralisée. Cependant, certaines idées proposées par Mao semblent proches du changement imaginé par A. Tévoédjré.

Même la question du progrès scientifique et médical est remise en cause par l'intéressé : « *Dans le domaine de la santé, il est enfin devenu clair que l'on peut améliorer les conditions de vie sans avoir toujours recours à une médecine moderne très coûteuse et plus mythique souvent que réellement efficace* » (TEVOEDJRE 1978, 89). Il soutient les médecines traditionnelles et l'intégration active de la population dans le système médical. Loin de vouloir penser un modèle unique, il insiste avant tout sur la singularité de chaque région.

Le descriptif idéalisé, mais réaliste, se renforce d'une certaine cohérence en n'excluant pas l'industrialisation partielle de cette société de pauvreté. Cependant, cette industrialisation ne prendrait pas les formes capitalistes de grandes unités de production. Toutefois, l'industrie lourde ne pourrait être entièrement bannie : « *Même si on utilise des techniques simples, des matériaux locaux dans le secteur agricole, on ne peut exclure pour développer une production suffisante de la façon la plus avantageuse le recours à l'industrie lourde.* » (TEVOEDJRE 1978, 91) Il s'agirait alors d' « (...) *entreprises industrielles de très moyennes dimensions fournissant l'essentiel des biens nécessaires à la nourriture, à l'habillement, au logement, à partir des matériaux locaux.* » (TEVOEDJRE 1978, 93)

Pour les grosses installations d'industrie lourde, nécessaires pour cesser la dépendance envers l'Occident, Tévoédjré propose des complexes supranationaux en Afrique. Ceux-ci fonctionneraient selon une coopération négociée. « *Mais quelle que soit la taille des unités, le souci de la maîtrise du processus de production par les travailleurs eux-mêmes doit rester constant.* » (TEVOEDJRE 1978, 95)

A côté de cette réalité productive, le défenseur de la pauvreté soutient l'économie informelle, supposant peu de capital mais beaucoup de ressources humaines : « *Il conviendrait d'en faire un secteur essentiel parce qu'elles permettent des économies substantielles et sont conçues par des pauvres pour les pauvres.* » (TEVOEDJRE 1978, 97)

L'auteur, proche d'Ivan Illich, en vient finalement à reconsidérer le temps libre pour l'épanouissement, le loisir, les relations sociales, et un retour aux valeurs non-marchandes : « *Un régime de conviviale frugalité fondée sur un développement collectif autocentré, mobilisant les énergies des peuples concernés par leur propre devenir, et cela dans le but de satisfaire les besoins essentiels d'une société solidaire avec elle-même, telles sont pour moi les bases d'une autre économie.* » (TEVOEDJRE 1978, 100)

Tévoédjré se rapproche un peu plus encore, avant l'heure, du courant de la décroissance, en critiquant les indices de croissance économique tel le PIB. Il vise un « indice de bien-être populaire ». Selon lui, les pays du Sud « *y parviendront non pas en reprenant de façon mimétique les techniques et modes d'organisation des pays industrialisés, mais en choisissant les moyens correspondant à leurs ressources et à leur culture propres.* » (TEVOEDJRE 1978, 102) Il se rapproche également d'un certain relativisme culturel, comme Singleton, en prenant garde des indices occidentaux, pourtant moins flagrants, comme l'alphabétisation, l'espérance de vie ou la mortalité infantile. Les différences entre les univers culturels « Nord/Sud » sont telles, que les valeurs qui en dépendent ne peuvent s'universaliser.

Malgré cela, l'ouvrage développe par la suite les conditions de solidarité nécessaire au niveau international, et national, pour réaliser cette perspective nouvelle de pauvreté.

Tout d'abord, au niveau interne, ce schéma neuf serait nécessairement démocratique et proche d'une population participative, afin de ne jamais figer les décisions mais d'être en perpétuelle écoute du peuple : « *La remise en cause permet la libération qui épanouit. Il importe de l'institutionnaliser. Une société harmonieuse n'est jamais un acquis, elle se conquiert chaque jour.* » (TEVOEDJRE 1978, 123) Cette société s'appuierait sur l'éducation, la culture et l'enseignement, sans oublier le rôle fondamental des femmes pour assurer cette pauvreté collective. Il est alors question d'une république coopérative à inventer dans laquelle les responsabilités seraient partagées. « *La plus grande richesse qu'une société de pauvreté introduirait me paraît être l'égalité ontologique des êtres et la grande variété de leurs différences formelles.* » (TEVOEDJRE 1978, 139)

Cette solidarité serait aussi la base de tous les rapports internationaux, entre Etats, peuples et hommes. Mais il s'agit de bien définir celle-ci, car elle est trop souvent porteuse d'ambiguïté. La « solidarité organique » serait fondée sur les différences, apporterait une réponse aux aspirations créatives de chacun et aux vrais besoins de tous. C'est d'abord entre les peuples que cette solidarité s'étendrait pour après devenir des projets et contrats politiquement reconnus. « *Les conditions préalables à toute coopération véritable, à la conception et à l'exécution de tout contrat de solidarité nous sont connues. Elles se résument en ceci : respect du partenaire, de sa personne, de son opinion, de sa culture.* » (TEVOEDJRE 1978, 153)

Cette citation révèle l'importance du message voilé entre les lignes de ce mémoire : les milieux de la coopération et de l'aide au développement envers les pays du Sud ne se remettraient-ils pas en question ? Car s'il est louable de vouloir donner et d'aider directement

la société là-bas, encore faut-il définir la manière d'aider. Il est avant tout primordial de respecter cette autre société partenaire, dans sa globalité. Une situation non-respectée actuellement, de par la destruction environnementale, économique, sociale et culturelle infligée par le système en vigueur.

La décroissance, sans être l'unique voie à suivre, peut insuffler cette remise en question majeure en offrant des pistes alternatives dans la société du Nord. Au-delà de tout fatalisme, cet idéal de société hors croissance est-il moins réaliste que celui d'une humanité occidentalisée sous un système productiviste gagné par la Science, dans lequel chaque ménage vivrait sous le toit d'une villa et posséderait une voiture pour faire ses courses en grande surface ? Toute action ne peut qu'être interrogée dans son objectif à long terme et la réalité culturelle dans laquelle elle se développe.

Albert Tévoédjré, au travers de cet ouvrage, confirme les intentions du mouvement prônant la sortie du développement. L'interpellation ciblée sur la société du Nord entraîne inévitablement une reconsidération de la voie suivie, tant bien que mal, par les « pays en développement ». Si une diminution de leur consommation n'est pas visée, c'est bien vers une autonomie maximale de société qu'il faut tendre afin de répondre aux besoins essentiels d'un peuple et d'une culture propre.

5.4 Le « pluriversalisme », chemin pour la diversité des sociétés

Si la société de décroissance est indispensable à l'Occident afin de sortir de l'impasse, elle fait figure de rupture pour les sociétés en passe d'intégrer une mondialisation économique triomphante. L'objectif serait de sortir de la recette du développement pour faire place à l'autonomie locale des peuples, permettant la richesse plurielle et de nouveaux rapports internationaux.

Pour le Sud, il n'y a pas de règle à suivre, si ce n'est de ne pas refaire la même erreur que le Nord. La dynamique de cette société nouvelle, à construire sur d'autres bases, implique une révolution indispensable du paradigme et de notre regard collectif. En interrogeant les logiques du système, il conviendrait de sortir d'une dichotomie simpliste entre développé et

sous-développé, riche et pauvre, industrialisé ou non-industrialisé⁵³. Les objecteurs de croissance ne proposent donc pas un nouveau modèle universel salvateur de l'humanité, mais remettent en cause la conception universaliste d'un système unique destructeur et nient les différences culturelles. Ils prônent, comme Serge Latouche, un « pluriversalisme » nécessairement relatif et en appellent à une « véritable démocratie des cultures ».

« *Le projet de la décroissance n'est pas un modèle clef-en-main, mais une source de diversité.* » (LATOUCHE 2007, 154)

En précisant que la décroissance ne se veut pas être un modèle unique à imposer au monde entier, Singleton rappelle que cette précision doit également se faire au niveau temporel. Le mouvement portant le « nom slogan » n'existe que pour se détacher d'un système actuel. Si les propositions parvenaient un jour à se concrétiser, il ne faudrait pas croire que l'on serait arrivé au modèle final : « *Pour que la décroissance ne fasse pas figure ou ne fonctionne pas comme une énième version de l'eschatologie judéo-chrétienne et donc, à ce titre, ne fasse pas partie (des) intégrante d'une certaine occidentalisation du monde, il y a lieu de l'aborder comme une simple étape de plus sur un chemin sans fin.* » (SINGLETON 2006, 54) Il précise encore que « *le futur ne peut naître que d'une pléthore de possibilités plurielles.* »

Cette diversité culturelle et sociale deviendrait un impératif à défendre. Car en admettant que le système de développement et de croissance n'est pas le bon pour offrir l'épanouissement des peuples du monde, l'individu occidental affirme une certaine humilité et une relativité de ses croyances. Cette remise en question entraînerait nécessairement un renouveau dans les échanges interculturels. Comme le défend Tévoédjré, les dialogues entre peuples seraient définis dans le cadre d'un contrat de solidarité clairement établie, respectant impérativement les différences et divergences de point de vue.

« *Contrairement à une thèse ressassée selon laquelle l'Occident serait le berceau historique de la société autonome, les peuples non occidentaux disposent dans leur propre histoire sociale, intellectuelle ou spirituelle d'importantes ressources qui leur permettent de penser une société offrant des voies d'émancipation hors de l'accumulation marchande et de la pseudo-maîtrise technique.* » (BAYON & FLIPO & SCHNEIDER 2010, 77-78)

⁵³ Réflexion de Lakshman Yapa dans le chapitre « déconstruire le développement » de l'ouvrage collectif *Défaire le développement, refaire le monde.*

L'idée, faut-il le rappeler, n'est pas d'espérer revivre une époque passée pour les communautés du Sud. Comme l'ensemble de cette réflexion, il convient de sortir de l'idéologie inconsciente qu'il faut naturellement aller de l'avant en estimant que la technologie et l'industrialisation représentent un « mieux » pour la population. La conscience actuelle oppose tradition et modernité, comme s'il n'y avait que ces deux voies à choisir. L'important est de se réapproprier les décisions collectives, prenant en considération la réalité sociale, environnementale, culturelle, et toutes les finalités qu'induit un changement de l'organisation sociale.

« Pour autant, l'alternative au développement, au Sud comme au Nord, ne saurait être un impossible retour en arrière, ni l'imposition d'un modèle uniforme d'a-croissance. Pour les exclus, pour les naufragés du développement, il ne peut s'agir que d'une sorte de synthèse entre la tradition perdue et la modernité inaccessible. (...) L'après-développement, par ailleurs, est nécessairement pluriel. Il s'agit de la recherche de modes d'épanouissement collectif dans lesquels ne serait pas privilégié un bien-être matériel destructeur de l'environnement et du lien social » (LATOUCHE 2004, 19)

Ce revirement déterminant dans la conception des relations Nord/Sud, au-delà du respect qu'imposerait enfin l'Occident envers les autres cultures, déclencherait de nouveaux rapports donc, en considérant toute la richesse des valeurs étrangères à la rationalité scientifique, économique et technique. Le Sud, dévêtu de son habit de sous-développé et reconnu comme partenaire authentique, pourrait enfin s'exprimer et partager librement afin d'aider le Nord en crise de sens : *« (...) les cultures non-occidentales peuvent non seulement nous interpeller, mais nous inspirer » (SINGLETON 2004, 117)*

« On est tellement habitué à penser qu'il faut aider l'Afrique, qu'il semble incongru de se poser la question inverse : l'Afrique ne pourrait-elle pas contribuer à résoudre la crise de l'Occident ? (...) si l'on veut aider quelqu'un, il faut avoir quelque chose à lui demander. Le don sans contre-don est pervers, c'est une forme de volonté de domination et d'arrogance. » (LATOUCHE 2008, 118-119)

La société de décroissance, imaginée par les critiques du développement, redonnerait toute l'attention aux peuples d'ici et d'ailleurs, dans le respect des différences culturelles et locales, au sein d'échanges égaux et sans prétention des valeurs personnelles. Si le Nord connaît, en général, une démocratie représentative qui démontre ses failles, le Sud, en majorité, se trouve représenté par une minorité occidentalisée, hors de la réalité du peuple. La parole des

dirigeants est trop souvent en décalage avec les attentes collectives. Ainsi, comme au Nord, il est indispensable de repenser le rapport au politique dans les contrées dominées par des lois économiques internationales. Une libération culturelle d'abord, politique ensuite, primera avant tout changement concret dans la construction sociétale.

« La réhabilitation de notre imaginaire violé est donc un enjeu à la fois économique, politique et civilisationnel. » (TRAORE 2002, 12)

Le récent mouvement critique de la société de croissance est susceptible de participer à la déconstruction collective des valeurs occidentales dominantes. Celle-ci est dès lors vitale afin d'espérer une libération des esprits étouffés par la mondialisation économique galopante. Tant que les Etats et les organismes internationaux seront soutenus par une population obéissant aux règles économiques en place, la tâche sera d'autant plus ardue pour les mouvements sociaux du Sud qui luttent pour la reconnaissance de leurs droits et de leur autonomie au sens large⁵⁴.

Si ce travail n'entre pas dans les détails techniques d'impacts écologiques, économiques ou sociaux, c'est que l'essentiel du débat est culturel. Car c'est le culturel qui influe sur toutes les sphères de la vie individuelle et collective. En prenant cette importance en compte, on peut ensuite revoir la concrétisation. Que cela soit au niveau de la simplicité volontaire, la décroissance, ou le combat du Sud, c'est la remise en question des présupposés collectifs qui déterminera les changements cruciaux dans la vie de tous les jours. La culture dans ce cas doit être comprise au sens large et non comme simple secteur de loisir d'une société imprégnée de l'économie.

« La culture est l'un des leviers les plus importants à actionner pour réhabiliter et relancer l'économie tout en lui produisant du sens. » (TRAORE 2002, 180)

Aminata Traoré, affichant ouvertement ses critiques virulentes contre l'ordre néolibéral, rappelle la nécessité de l'engagement citoyen au Nord en faveur du Sud : *« L'autre Afrique réclame la complicité et la solidarité indéfectible des autres citoyens du monde, notamment ceux de l'hémisphère Nord, souvent réprouvés par les défenseurs de l'ordre néolibéral qui,*

⁵⁴ Les mouvements sociaux du Sud ont besoin de cette solidarité citoyenne du Nord, à travers la contestation et l'interpellation politique. Pensons ici à *Ekta Parishad*, mouvement politique indien en faveur de l'accès à la terre pour les plus démunis qui subissent la loi des multinationales. <http://www.ektaparishad.org>

pour les décourager et les démobiliser, leur reprochent d'agir contre les intérêts des peuples du Sud. » (TRAORE 2002, 149) Il peut ainsi être compris qu'une opposition à la consommation du secteur mondialisé n'est pas un acte privant les travailleurs du Sud de jouir du bonheur de la marchandisation, mais bien un élan positif d'espoir pour une autre construction de l'économie et du monde.

Pour Michael Singleton, l'après-développement aura besoin de militants. Mais ceux-ci ne pourront pas tomber dans le piège de vouloir remplacer le mythe actuel par un autre. Le futur parfait et idéalisé, tout comme le passé, n'existe pas. Le temps présent sera essentiel dans la conception de la vie. La pluralité devra être permanente et positive. L'objection de croissance est imagée selon l'anthropologue comme tel : *« le chemin ne monte pas, il mène nulle part. »* Pour cela, il faudra tenir compte des vérités d'autrui. Il souligne une série d'effets pervers guettant la précipitation militante : le manichéisme qui couperait le monde entre bons et méchants ; le monolithisme d'une croyance unique et le « postmondialisme messianico-millénariste ».

On le voit, le rejet d'un certain universalisme occidental pour la défense d'un monde riche de sa diversité implique de multiples questionnements : la remise en question de nos valeurs et de notre conception du monde, la manière de vivre au quotidien, l'engagement et le rapport au politique, et le rapport à l'Autre dans sa différence. Étonnement, le pluriversalisme nécessite une solidarité universelle.

CONCLUSION

Le monde physique et culturel est plus connu que jamais. Les moyens issus de notre société industrielle et technique permettent cette fabuleuse exploration d'un monde riche, mais pourtant à la dérive et courant le risque de catastrophes irréparables. Paradoxalement, ce sont les moyens offerts par la société actuelle qui devraient nous ramener à la raison humaine. Cette quête incessante vers l'infini doit se remettre en question face au constat et aux découvertes entreprises. Le regard éloigné sur cette situation globale ne permet pas de se réjouir des fruits apportés par la civilisation occidentale, imprégnée de croissance économique et de progrès techno-scientifique sans limite.

Pour la question qui nous concerne, les relations Nord-Sud participent globalement à la même logique en place depuis l'ère industrielle de domination économique et technique. Les projets de développement insufflés par les ONG, tout comme l'aide publique en provenance du Nord, tentent soit de panser les plaies d'un système d'exploitation en vigueur, soit d'implanter des réalisations propres à la société occidentale : institutions scolaires, agriculture industrielle, système médical complexifié, économie concurrentielle, etc. La bonne volonté et la solidarité témoignée ne sont pas ici l'objet de la critique. Cette démarche coopérative et pleine de bonnes intentions, pourraient pourtant être mises à profit d'une manière plus humble, davantage consciente des enjeux profonds dominant les sociétés du Sud.

Le fatalisme face à un système surpuissant complique certainement l'enthousiasme à prétendre le changer à sa racine. Pourtant, sans un revirement profond du fonctionnement de notre société du Nord, il est difficile d'imaginer des perspectives positives pour les victimes d'une mondialisation à sens unique.

Ce travail a pour objectif d'éveiller cette conscience et de nourrir le débat, à partir de l'exploration d'un mouvement contestataire naissant, la décroissance, et d'exemples concrets de démarches citoyennes vécues par une part de la population engagée dans ce que l'on peut dénommer « la simplicité volontaire ».

Dans un premier temps, le constat global sévère sur les enjeux de société a permis de cerner leurs motivations, aussi diverses soient-elles. Cette dynamique collective trouvant ses sources dans l'évolution d'une prise de conscience écologique et d'une critique culturelle de l'économisme depuis les années 1970. La décroissance affirme néanmoins la radicalité de ses

convictions en s'opposant au concept de développement durable, jugé trop nébuleux et ne remettant pas en cause les fondements-mêmes de l'idéologie économique et du progrès technique. Persuadés que l'issue constructive de société ne passe pas par un « capitalisme vert », les objecteurs de croissance se présentent sous un nom slogan provocateur : la décroissance, onde de choc pour l'imaginaire collectif.

Car pour eux, c'est bien de cela que l'ensemble des individus a besoin pour se détacher d'une croyance non reconnue qu'est le développement économique. Ce n'est qu'à la suite de cette prise de recul et de la compréhension des impacts du paradigme présent, qu'il est alors question d'imaginer librement un tout autre projet de société. Celui-ci serait fondé sur la diversité d'alternatives locales, mais à l'écoute de certaines tendances raisonnées : la relocalisation du mode de vie, une économie au service de l'homme et en harmonie avec l'écosystème, un temps libéré de la centralité du travail, un encadrement de la recherche scientifique mesurée, une démocratie participative mobilisant le débat citoyen permanent. Le tout, avec pour finalité une convivialité solidaire au travers d'échanges sociaux et de valeurs redéfinies.

Le caractère « utopique » du projet découle du fatalisme ambiant et collectivement accepté. Ce projet est pourtant soutenu et vécu par ces citoyens en pleine conscience de leurs actes. Leur mode de vie s'en trouve changé, progressivement ou pas, radicalement ou pas. Cette façon marginale d'être au monde les questionne dans leurs consommations, dans leurs rapports sociaux, dans leur utilisation du temps et ajoute une dimension spirituelle, au sens large, de leur engagement. La volonté de changement politique peut s'exprimer par l'implication dans des dynamiques collectives telles les *SEL*, les *GASAP* et les *Villes en Transition* par exemple. Au niveau individuel, la simplicité volontaire vise avant toute chose l'épanouissement authentique de la personne investie. A un niveau public, le projet ambitionne alors le changement social. Les moyens à mettre en œuvre sont dès lors multiples et à réfléchir.

C'est à ce changement social prôné par la décroissance, qu'il convient de relier la question Nord/Sud et la logique d'aide envers les peuples marginalisés.

La seconde partie du mémoire aura tenté de mieux cerner les arguments de ces critiques de la croissance et du développement, au Nord comme au Sud. Cela étant à nuancer bien sûr.

Avant tout, le respect de la sphère environnementale semble évident si l'on veut prétendre aider, ou du moins respecter un peuple. Qu'il s'agisse des ressources naturelles, du milieu écologique ou d'un risque de catastrophes futures liées au changement climatique, une société soucieuse de la situation des autres ne peut contribuer aux risques provoqués.

Ensuite, le résultat d'une soixantaine d'années de développement économique dans les anciennes colonies ne peut que conforter les doutes profonds quant à l'intégration de ces pays dans le grand jeu de la mondialisation économique néolibérale. Est-il préférable que les paysans, convertis en ouvriers exploités, survivent grâce aux miettes offertes par les multinationales ? Ou que le peuple s'enfonce vers la misère croissante, dans un pays accablé par les plans d'ajustement structurel, pour le remboursement d'un développement économique charitablement importé, qui prétendait les sauver ? Le changement positif ne se satisfera pas d'une unique déconnexion à la mondialisation. Si les règles de la croissance sont ravageuses dans l'espace international, elles le seront aussi à l'intérieur même des frontières.

Cette situation intenable n'attend pas un simple remodelage. Elle n'est que le fruit d'une logique de la modernité occidentale qu'il faut repenser au plus vite. Pour le Nord, ce respect environnemental et la déconnexion de la guerre économique sont des évidences, avant de concevoir tout rapport d'aide généreuse.

Mais ces deux revirements ne suffisent pas, car ils sont gouvernés par un regard collectif propre à notre ethnie occidentale. Il serait impossible d'admettre ces changements radicaux sans la compréhension que nos valeurs occidentales sont relatives, fruits de notre culture et de notre histoire sociale. Cette tâche difficile d'humilité et de remise en question fait partie du message soutenu par les décroissants, conscients du désastre provoqué par le Nord. Tout individu ayant goûté aux plaisirs du voyage en terre inconnue pourrait difficilement contredire le relativisme de nos présupposés. Encore faut-il nuancer ce sentiment différent dans un Sud occidentalisé, ou au contact des rares sociétés traditionnelles subsistantes.

La dernière partie du mémoire permet de faire le lien entre cette construction sociale des valeurs et la conception généralement admise de la pauvreté, puisque celle-ci n'existe qu'en comparaison à un mode de vie qui démontre ses limites. Comment peut-on concevoir un projet qui ambitionne de changer l'homme, heureux avec peu, au sein d'une société autonome et conviviale ? C'est en admettant que le réel problème repose dans la misère générée par un système en place, que le mouvement de la décroissance propose un renversement de la logique de l'aide. Celle-ci serait plus efficace à long terme en visant le noyau créateur de

misère, plutôt qu'en partageant les restes d'une accumulation à des individus souffrant des logiques de cet enrichissement. Le comble étant que celui-là même appauvrisse intérieurement la minorité qui en bénéficie, ou plutôt le subit. C'est par l'élaboration de projets novateurs et alternatifs au modèle, que certains citoyens tentent à présent de bousculer cet ordre en place.

La pauvreté, au sens noble, devra impérativement être revalorisée au Nord comme au Sud. Cette tâche semble dès lors plus difficile pour l'Occident, estimant sa richesse matérielle comme naturelle et innée. D'où l'importance du travail d'interpellation publique entamé par le mouvement de la décroissance et qui se concrétise, au moins partiellement, dans le mouvement des *Villes en Transition*. Le Sud quant à lui, s'il veut espérer sortir de l'impasse actuelle, devra puiser dans ses histoires respectives, dans ses ressources locales et la créativité d'un peuple souverain. Cette révolution entraînerait de nouveaux rapports planétaires, marqués par la solidarité organique, assurant le respect intégral des sociétés plurielles.

Le récent mouvement de la décroissance, au regard du Sud, entend interrompre définitivement la source des misères créées par l'idéologie de la croissance et défend la profonde diversité culturelle des sociétés à travers le globe. Ces deux considérations sont toutes deux liées, puisque sans cette réévaluation culturelle, les changements concrets ne pourront suivre. Il importe de donner, au Sud, les moyens de se construire lui-même, en mettant fin aux mécanismes d'aliénation. Les défenseurs de la simplicité volontaire ont le mérite de nourrir cette réflexion. Bien que leur voie ne soit pas l'unique à suivre, elle permet néanmoins de s'en inspirer et de poursuivre le débat tout en imaginant de nouvelles manières d'être au monde.

Le citoyen du Nord, touché par la dure réalité vécue par des populations éloignées, peut ainsi trouver un moyen de vivre en cohérence avec son indignation et sa critique personnelle. Mais ce niveau individuel ne devrait pas se limiter à cette simple conscience. Il convient d'éveiller la question dans les strates publiques supérieures : associations, pouvoirs politiques, médias, ou encore le monde de l'enseignement ; et davantage dans un cursus consacré à la situation du Sud.

Alors, l'institution universitaire, avec toute l'intelligence critique qu'on lui accorde, et de surcroît délibérément « libre » de toute conception reçue, doit-elle perdurer dans l'idéologie du développement ? Ou par prudence, ne pas s'aventurer trop loin dans la dénonciation, et redéfinir timidement les logiques en vigueur ? A moins qu'elle n'intègre la globalité des enjeux et permette l'émergence de dynamiques réellement critiques. Cela d'abord en

interpellant ses étudiants sur la situation actuelle et ses implications au Sud. Ensuite, en insistant sur l'action urgente et souhaitable à mener ici, pour alors débattre des alternatives concrètes à appuyer, tout en réfléchissant aux moyens souhaités pour espérer ce changement de paradigme social. Ivan Illich insistait déjà sur « *l'urgence d'un travail qui entreprendrait de définir d'autres possibilités face aux solutions dites modernes* » (ILLICH 1969, 165). Il poursuit en déclarant : « *C'est pourquoi il faut que tous ceux qui possèdent encore l'imagination créatrice et la volonté d'agir s'unissent dans cette tâche* » (ILLICH 1969, 168). On pourrait imaginer des collaborations entre facultés différentes, mais éclairées par les enjeux interdépendants, qui travaillent dans ce sens à la construction de nouveaux horizons. Enfin, le sociologue cité soutient que « *le chercheur doit mettre en doute ce qui apparaît comme évident aux yeux de tous (...)* » (ILLICH 1969, 170). La liberté de l'individu passe aussi par la remise en question des présupposés de la société du développement.

Et si la coopération internationale s'inversait-elle enfin, pour que les sociétés du Nord s'inspirent des fonctionnements propres aux civilisations traditionnelles dont les coutumes et techniques permettraient de progresser en douceur vers un avenir « pluriversaliste » impérativement repensé.

Comprendre que le problème de fond, pour les peuples lointains, se situe sur nos terres d'Occident représente un premier pas fondamental vers le respect de ces sociétés. L'encouragement à agir ici est d'ailleurs accentué par l'optique positive et souhaitable que laisse entrevoir un changement de Projet pour les populations du Nord aussi.

Cette réflexion engagée entend insuffler de nouvelles perspectives au sein des organismes soucieux des relations Nord/Sud. Afin de ne pas se sentir dépassé par la tâche considérable à entreprendre, entamons à présent le prolongement de ce mémoire par cette formule encourageante : « *être radical dans l'objectif, et tolérant sur le chemin...* »

BIBLIOGRAPHIE

- ARIES, P. (2007), *La décroissance, un nouveau projet politique*. Lyon : Editions Golias.
- ARIES, P. (15 juin 2010), *La gauche et la décroissance*. Conférence du PAC à Bruxelles.
- ARNSPERGER, Ch. (27 septembre 2009), *Ethique de l'économie post-capitaliste*.
Conférence des Amis de la Terre à Namur.
- ARNSPERGER, Ch. (2010), *Transition écologique et transition économique : Quels fondements pour la pensée ? Quelles tâches pour l'action ?*
- ARNSPERGER, Ch. (2 mars 2010), *A quoi bon aider un pauvre si tu en fais cents ? Les paradoxes de notre richesse*. Conférence de l'Université des Aînés à Louvain-la-Neuve.
- BAYON, D. & FLIPO, F. & SCHNEIDER, F. (2010), *La décroissance : 10 questions pour comprendre et en débattre*. Paris : Editions La Découverte.
- BESSON-GIRARD, J-C., sous la direction de (15 mai 2010), *Territoires et décroissance*.
Journée de conférences ENTROPIA n°8, à Louvain-la-Neuve, (avec la participation de Latouche S., Singleton M., Besson-Girard J-C., Charbonneau S., Cochet Y., Dardenne M., Lannoye P., etc).
- BRET, B. (2006), *Le Tiers-Monde : croissance, développement, inégalités* (3^e édition révisée et actualisée). Paris : Ellipses.
- COURRIER INTERNATIONAL, (octobre-novembre-décembre 2009), *La vie meilleure : mode d'emploi*, Hors-série.
- COSCIA, W. (2009) « L'économie comme paradigme totalitaire... », in *Gresea Echos* n°57, *La crise et la gauche*, pp.2-6, Bruxelles.
- DE BOUVER, E. (2008), *Moins de biens, plus de liens : la simplicité volontaire, un nouvel engagement social*. Bruxelles : Editions Couleur Livres.
- DESSUS, B. (août-septembre 2010), « La crise de l'énergie n'a pas de solution technique », in *Manière de voir, Le Monde diplomatique : Le Temps des Utopies*, n°112, pp.34-37.
- DUPIN, E. (août 2009), *La décroissance, une idée qui chemine sous la récession*, *Le Monde Diplomatique*, n°665, pp.20-21.
- ENCARTA (2007), Dictionnaire, Microsoft.
- FELLI, R. (18 octobre 2009), *Les deux âmes de l'écologie*. Conférence du Mouvement Politique des Objecteurs de Croissance à Bruxelles.
- GRAPPE asbl (14 janvier 2010), *Quelles initiatives locales vers l'autonomie alimentaire ?*.
Journée d'étude et d'échanges d'expériences à Namur.

- GORZ, A. (1980), *Adieux au prolétariat, Au-delà du socialisme*. Paris : Galilée.
- GIEC, (2007), *Bilan 2007 des changements climatiques. Contribution des Groupes de travail I, II et III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat* [Équipe de rédaction principale, Pachauri, R.K. et Reisinger, A.] Genève.
- ILLICH, I. (1969) *Libérer l'avenir*. New York : Editions du Seuil.
- JOIRIS, V. (2008-2009), *anthropologie du développement et environnement*. ULB, notes de cours SOCA-D-443.
- KEMPF, H. (2007), *Comment les riches détruisent la planète*. Paris : Editions du Seuil.
- KEMPF, H. (14 septembre 2009), *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*. Conférence du PAC à Bruxelles.
- LATOUCHE, S. (mai 2001), *En finir, une fois pour toutes, avec le développement*, Le Monde Diplomatique, n°566, pp. 6-7.
- LATOUCHE, S. (novembre 2003), *Pour une société de décroissance*, Le Monde Diplomatique, n°596, pp. 18-19.
- LATOUCHE, S. (2004), *Survivre au développement*. Paris : Mille et Une Nuits.
- LATOUCHE, S. (novembre 2004), *Et la décroissance sauvera le Sud...*, Le Monde Diplomatique, n°608, p.18-19.
- LATOUCHE, S. (2006) *Le pari de la décroissance*. Paris : Fayard.
- LATOUCHE, S. (2007), *Petit Traité de la décroissance sereine*. Paris : Mille et Une Nuits.
- LATOUCHE, S. (2008), *Entre mondialisation et décroissance, l'Autre Afrique*. Lyon : A plus d'un titre Editions.
- LATOUCHE, S. (mai 2008), *Nous devons sortir le capitalisme de nos têtes*, Trends tendance, n°21, pp. 38-41.
- LATOUCHE, S. (3 novembre 2009), *La décroissance est-elle une solution à la crise ?* Conférence de l'Université des Aînés à Louvain-la-Neuve.
- MONGEAU, S. (1985), *La simplicité volontaire*. Montréal : Collection Santé, éditions Québec/Amérique.
- PERROT, M-D. (2003), « De la démesure ordinaire à la démondialisation nécessaire », in *Défaire le développement, Refaire le monde*, sous la direction de La Ligne d'Horizon, 185-204. Paris : Parangon, L'Aventurine.
- PNUD (1992), *Rapport mondial sur le développement humain : Pour une vision nouvelle du développement humain au niveau mondial*.
- RAHNEMA, M. (2003), *Quand La misère chasse la pauvreté*. Paris : Fayard/Actes Sud.

- RAHNEMA, M. (2003), « Obstacles sur le chemin d'une conversation sur la pauvreté », in *Défaire le développement, Refaire le monde*, sous la direction de La Ligne d'Horizon, 125-132. Paris : Parangon, L'Aventurine.
- RAHNEMA, M. (16 mars 2010), *La Puissance des Pauvres*. Conférence de l'Université des Aînés à Louvain-la-Neuve.
- RAJAGOPAL, (2003), « Solidarité avec les oubliés, les ONG du Nord vues par le Sud », in *Défaire le développement, Refaire le monde*, sous la direction de La Ligne d'Horizon, 133-138. Paris : Parangon, L'Aventurine.
- RIDOUX, N. (2006), *La Décroissance pour tous*. Lyon : Parangon.
- RIST, G. (2007), *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*. Paris : Presses de Sciences-Po.
- ROBERFROID, M. (12 juin 2010), *Simplicité volontaire et résilience ? Quels liens ?* Conférence des Amis de la Terre à Namur.
- SANA, F. (2009), *La décroissance : essai de synthèse et approche critique*. UCL, mémoire sous la direction d'Isabelle Casiers.
- SEYFANG, G. (2009), *Green Shoots of Sustainability, the 2009 UK Transition Movement Survey*. University of East Anglia.
- SINGLETON, M. (2004), *Critique de l'ethnocentrisme*. Paris : Parangon.
- SINGLETON, M. (2006), « Le coût caché de la décroissance », *Entropia* n°1 « décroissance et politique », 42-54, Lyon, Parangon/Vs.
- SOETE, F. (2008), « Croissance économique infinie... Et s'il y avait un 'stued' ? », *Valériane*, n°69, n°70, n°71.
- STEINBACH, Ch. (2007), *Croître ou décroître, réflexion autour du modèle de croissance*. Namur : Points de repères, n°30.
- TRAORE, A. (2002), *Le Viol de l'imaginaire*. Paris : Fayard Actes Sud.
- TEVOEDJRE, A. (1978), *La Pauvreté, richesse des peuples*. Paris : Les Editions Ouvrières.
- VERHAAGEN, A. (2009-2010), *Education, travail et développement régional en Afrique Subsaharienne*. ULB, notes de cours SOCA-D 407.
- VERHELST, T. (14 juin 2010), *Des racines pour l'Avenir*. Conférence des Amis de la Terre à Namur.
- WOLFF, P. (2010), *Population and social conditions*, Eurostat : statistics in focus.
- ZIEGLER, J. (19 mai 2010), *La Haine de l'Occident*. Conférence du CADTM à Liège.
- YAPA, L. (2003), *Déconstruire le développement*, in *Défaire le développement, Refaire le monde*, sous la direction de La Ligne d'Horizon, 111-124. Paris : Parangon, L'Aventurine.

ZAOUAL, H. (2003), « La fin de l'occidentalisation du monde ? De l'unique au multiple », in *Défaire le développement, Refaire le monde*, sous la direction de La Ligne d'Horizon, 269-291. Paris : Parangon, L'Aventurine.

WEBOGRAPHIE

- <http://www.amisdela terre.be/>
- <http://www.fao.org>
- <http://simplicitevolontaire.info>
- <http://www.objecteursdecroissance.be/>
- <http://www.apres-developpement.org>
- <http://www.ektaparishad.org>
- <http://www.aspo.be/peak.html>
- <http://www.iewonline.be/spip.php?article3105>
- <http://www.haricots.org/>
- <http://ec.europa.eu/eurostat>
- <http://villesentransition.net/>
- <http://www.foei.org/fr/publications/pdfs/climate-testimonies/>
- <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2009/10/08/la-decroissance-idees-fortes-terme-ambigu/#more-97> : GADREY, J. (2010), *La décroissance : idées fortes, terme ambigu*.
- <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2010/03/26/pauvrete-bien-vivre-et-croissance/#more-159> : GADREY, J. (2010), *Pauvreté, bien vivre et croissance*.
- <http://www.revuedeslivres.net/articles.php?idArt=511> : LAVIGNOTTE, S. (2010), « Comment vivons-nous ? Décroissance, "allures de vie" et expérimentation politique ». Entretien avec Charlotte Nordmann et Jérôme Vidal, in *La Revue Internationale des Livres et des Idées*
- www.transitioneconomie.blogspot.com

